

EN POLOGNE

L'amnistie pourrait inclure les dirigeants du KOR dont le procès a été ajourné « sine die »

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvillier

Directeur : André Laurens

«Le Monde des arts et des spectacles»

Pages 13 à 18

Une semaine à Bahia

par CLAUDE FLÉOUTER

M. Duarte par la petite porte

Le gouvernement français affirme que sa position sur le Salvador n'a pas changé. Il continue de préconiser une solution négociée entre les « forces politiques responsables », et même si le gouvernement, lui, change, il y a de fortes chances pour que la politique réaffirmée le mardi 17 juillet dans un communiqué du Quai d'Orsay ne varie pas pour autant, car c'est d'abord à l'Élysée qu'elle s'élabora.

Pourquoi un tel rappel aujourd'hui ? Parce que le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, est attendu jeudi à Paris. M. Duarte est en fonction depuis le 1^{er} juin, mais il a déjà occupé le même poste jusqu'au printemps de 1982, et si lui son successeur n'est jamais été reçu en France. En revanche, M. Mitterrand a déjà accueilli à l'Élysée le représentant politique de la guérilla, M. Guillermo Ungo. Qu'il ouvre ses portes à M. Duarte n'est donc pas sans signification.

Le ministre salvadorien des affaires étrangères, qui accompagne son président dans sa tournée européenne, s'est empressé de conclure que la politique française à l'égard de son pays avait évolué. Or il y a moins de trois ans qu'était signée la fameuse déclaration franco-mexicaine qui accordait à la guérilla le label de « force politique représentative », une initiative qui a coûté cher à la diplomatie française dans la région.

Le communiqué du Quai d'Orsay est donc destiné à rassurer ceux qui pourraient craindre un abandon des positions prises à ses débuts par le pouvoir socialiste, au nom de la morale et de ce qu'il juge le vrai réalisme dans cette partie du monde. Il rappelle les entretiens accordés à Paris à M. Ungo, précise que la visite de M. Duarte « vient à son heure » - c'est-à-dire une fois l'homme consacré par le suffrage universel - et il la présente d'ailleurs comme une simple « escalade » : il n'y sera vraisemblablement pas question de l'aide économique que M. Duarte demande à l'Europe occidentale pour compléter celle des États-Unis.

Bref, une visite à la savante, alors que le président salvadorien aura passé deux jours à Bonn et qu'il aura obtenu la promesse du chancelier Kohl d'une reprise de l'aide économique accordée autrefois à son pays par l'Allemagne fédérale. Il est vrai que M. Duarte, qui est démocrate-chrétien, était, là, avec un gouvernement où domine cette tendance, en territoire ami.

On notera néanmoins quelques nuances. Le communiqué du Quai d'Orsay ne mentionne plus la guérilla et inscrit le problème du Salvador dans la situation générale en Amérique centrale, où les solutions sont à négocier entre les « forces politiques responsables ». Qui ne sous-entendait-il un tel vent ?

Reste à s'interroger sur le sens d'une telle expression. Au Salvador, la guérilla a sans doute obligé M. Duarte à préciser son réformisme, mais sa représentativité suscite bien des doutes : elle recrute beaucoup de ses éléments par la force, pratique un sabotage économique qui lèse forcément la majorité de gens démunis qui forment la population, et elle a été dévastatrice à deux reprises dans les urnes. Et puis, le qualificatif s'applique-t-il aux opposants qui luttent dans le Nicaragua voisin contre le régime sandiniste, du moins à ceux qui ont participé à l'insurrection contre Somoza et critiquent aujourd'hui le manque de liberté dans leur pays ? Ce régime dont l'ambassadeur itinérant de M. Mauroy en Amérique latine disait naguère, au mépris de l'évidence, qu'il était « démocratique, pluraliste et non signé ».

M. Laurent Fabius constitue son gouvernement

M. Laurent Fabius nommé premier ministre, mardi 17 juillet, après que le président de la République ait accepté la démission de M. Pierre Mauroy, a commencé de constituer son gouvernement. Celui-ci se réunira en conseil avant la fin de la semaine.

Les deux questions les plus délicates à résoudre étaient la participation des ministres communistes et le sort réservé à M. Jacques Delors. Le ministre de l'économie et des finances de l'équipe sortante pourrait quitter le gouvernement. Il est candidat à la succession de M. Gaston Thoin à la présidence de la Commission européenne de Bruxelles.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui s'attendait que l'occasion de partir sans que cela apparaisse comme une rupture, ne devrait pas appartenir à l'équipe de M. Fabius. Cette décision ne préjugeait en rien de la participation du PCF, autres des postes autres que ceux qu'il occupait jusqu'alors seraient offerts.

Le bureau politique du PCF s'est réuni mardi après-midi, avant l'annonce du changement de gouvernement, puis mardi soir, exceptionnellement. Il a rendu public, au terme de sa première réunion, une analyse critique de la politique économique et sociale du pouvoir et

ses inquiétudes après le retrait du projet Savary sur l'enseignement privé. Certaines des initiatives annoncées par le gouvernement, ses projets pour le budget de 1985, lui paraissent aller « à l'encontre » de l'avertissement adressé à la gauche par les Français lors des élections européennes du 17 juin. M. Georges Marchais a interrompu ses vacances pour participer, mercredi soir, à la réunion du comité central.

Sur les marchés des changes, la tenue du franc restait satisfaisante mardi en fin de matinée. Les milieux financiers internationaux ne sont pas inquiétés, au contraire, par l'arrivée de M. Fabius, considéré comme un socialiste modéré.

La double surprise

Il était quatre, mardi soir, dans le bureau du ministre des transports : le ministre, M. Charles Fiterman et ses trois collègues communistes du gouvernement, MM. Jack Ralite, Marcel Rigout et Anicet Le Port. Objet de la réunion : il se passe « des choses ». « Des journaux », les avaient, paraît-il, prévus. Et c'est là, et ainsi, que plantés devant la télévision, ils ont formellement appris que M. Pierre Mauroy avait présenté au président de la République la démission du gouvernement.

Le bureau politique du PCF venait de s'interroger publiquement de l'attitude du pouvoir qui, selon lui, n'a pas tenu compte de l'avertissement que lui ont adressé les Français le 17 juin. Le pouvoir - taxe sur l'essence, projet de budget pour 1985 - aurait même aggravé son cas.

La télévision ayant rempli son office, M. Jack Ralite plaide pour le départ du gouvernement. MM. Le Port et Rigout en tiennent toujours pour la participation. M. Charles Fiterman - partant à la première occasion - s'efforce, comme toujours, à la synthèse. M. Georges Marchais, comme toujours dans ces cas-là, prend ses vacances. En Roumanie, cette fois.

A la même heure, M. Jacques Delors regardait, lui aussi, la télévision, à son ministère, en compagnie de son épouse et de ses collaborateurs. La télévision confirme ce qu'il avait, semble-t-il, depuis peu. Beaucoup ont été prévenus un peu avant 20 heures.

« La France qui gagne », ce pari engagé par le président de la République - démontrer aux Français que la gauche agit pour cela - n'aurait eu aucun sens s'il avait été lancé par un homme qui perd, entouré d'une équipe qui perd.

Or le gouvernement de M. Pierre Mauroy, à bout de souffle, perdait. Non pas sur le fond de son action, mais sur la manière dont elle était perçue par les Français. M. François Mitterrand, inspirateur de cette politique, premier responsable au regard du pays, perdait aussi.

Déjà, au début de l'année 1984, le président de la République craignait que l'arme de sa fonction - la durée garantie par les institutions - ne soit finalement qu'un leurre. Lui, si bon gestionnaire de son temps, redoutait que la gestion de celui du mandat de sa majorité ne lui échappe. Disposait-il du temps nécessaire

afin de convaincre les Français que l'action de la gauche - économique notamment - est bonne et suffisante pour que le pays lui accorde les moyens de la continuer au-delà des élections législatives de 1986 ? La question, que M. Mitterrand se posait à haute voix, était une constatation que la politique de rigueur -

QU'EST-CE QUE DE VAIS BIEN POUR TROUVER LA SEMAINE PROCHAINE ?



pourrait admettre comme une douleur nécessaire - provoquait plus de déboires, en termes d'opinion, que de bénéfices. Le crédit gestionnaire de la gauche, dont l'acquisition devait être une victoire historique, faisait aux Français plus froid que chaud. Convaincu que « le moment venu » les Français reconnaîtraient les mérites de la gauche, le président de la République mesurait bien que ce moment ne coïnciderait pas forcément avec celui des échéances électorales décisives. Plus tard, et à propos du projet de loi Savary, M. Lionel Joepin résumera parfaitement le dilemme en ces termes : « A quel servait-il d'avoir raison dans dix ans puisque nous aurons eu tort dans deux ans ? »

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

D'autres ont des talents ; il les a tous. D'autres plaisent ; il fascine. D'autres sont doués ; c'est un surdoué. Intelligent plutôt qu'intellectuel. Mieux que de l'air : la classe. Une classe terrible.

Jeune, il va de soi ; et plutôt à son aise financièrement. En tout cas, à l'aise dans

Conserv

La crise, selon sa définition la plus neutre, est une situation dans laquelle le vieux se meurt, tandis que le neuf ne parvient pas à naître. M. Mitterrand avait sollicité, et obtenu, les suffrages des Français sur un mot d'ordre simple : sortir de la crise. Plongé dans celle-ci, bien que parvenu presque à mi-chemin de

M. Fabius appartient à l'élite, loge avec « les gens du château », même si ce ne sont plus ceux de M. Giscard d'Estaing et s'il lui arrive de s'y rendre dans une vieille 2 CV.

Au-delà, il s'agit de passer d'une majorité de conquête à une majorité de conservation. Conquête, puis conservation du pouvoir. En 1981, une majorité « sociologique », selon M. Mitterrand, avait « enfin rejoint la majorité politique ». M. Mauroy incarnait la réussite d'une stratégie politique - l'union - et l'espoir du « peuple de gauche » de voir « changer la vie ».

Ces espoirs, qui avaient été dûment entretenus avant 1981, sont devenus, avec le temps, « les illusions lyriques » (l'expression est de M. Jospin). L'homme qui les portait dans sa langue rituelle et codée pouvait-il éviter de paraître, malgré une courageuse pratique, archaïque ?

M. Fabius représente au contraire une phase du septennat consacrée à la reconquête du terrain perdu pour préserver le pouvoir de la gauche et celui du président, après 1986. Il s'agit donc de conserver les acquis, et, comme l'a dit M. Fabius, de « rassembler ».

Une nouvelle politique, d'où disparaît la réforme la plus contestée ; un nouveau gouvernement pour la mettre en œuvre ; voilà en outre de quoi effacer l'aspect malin, trop habile de l'opération référendum, et qui renforce le sérieux de la démarche présidentielle. Comment douter désormais de sa volonté d'écouter « ceux qui ne pensent pas comme lui » ?

Se pose alors la question d'une nouvelle majorité, pour parler le langage de M. Fabius, par son profil plus modéré, moins militant, plus technicien, peut sans doute être sinon l'homme d'un élargissement de cette majorité, du moins celui qui donne des signes d'ouverture, en introduisant au gouvernement des hommes peu marqués par un engagement politique.

Mais avant cela, la seule question qui vaille est celle de la participation des communistes. L'occasion est là, si l'un ou l'autre veut la saisir.

Le coup de balai politique donné, s'ouvrait l'opportunité pour M. Mitterrand de se passer des communistes, et pour les communistes de quitter le gouvernement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 2.)

L. F.

L'épreuve. Un grand technicien du succès. Irréductible.

Ses admiratrices l'appellent le beau Laurent ; ses admirateurs Laurent le magnifique ; ses intimes L.F. F., c'est pour son nom de famille. Fignon, bien sûr.

JACQUES CELLARD.

Israël en mal d'Israël...

I. - Les « amants éperdus de Sion »

A cinq jours des élections, la « guerre des sondages » fait rage en Israël, rendant aléatoire un pronostic sur les résultats du scrutin du 23 juillet. L'avance présumée de l'opposition travailliste varie, selon les estimations, de quatre à seize mandats sur cent vingt députés.

Jérusalem. - « Où va Israël ? » La question inquiète que Nahum Goldman lançait, voici bientôt dix ans, s'impose avec une vigueur nouvelle à la veille d'élections peut-être cruciales. Nation ambiguë et vulnérable à l'extrême, l'État juif, en trente-six ans d'épreuves, s'est accoutumé à valser entre la « précarité existentielle » qui est son mal de vivre. La paix et la sécurité ne sont toujours pas au rendez-vous de l'histoire.

Mais l'Israël de 1984, aux prises avec lui-même, connaît des conflits plus intimes. Le pays traverse une

De notre correspondant JEAN-PIERRE LANGELLIER

profonde crise d'identité qui intéresse tout ensemble économie et politique, morale et religion, qui met à nu certaines contradictions du sionisme, ébranle les valeurs millénaires du judaïsme, menace l'unité nationale. Moutré par l'aventure libérale et enfiévré par une folle inflation, Israël a aussi quelques gros « bleus à l'âme ».

Où va l'État hébreu ? Au-delà des piètres joutes électorales du moment, peu propices à l'introspection collective, cette question géométrique en contient beaucoup d'autres. Pour M. Aloup Hareven, directeur de l'Institut Van Leer à Jérusalem, les Israéliens affrontent d'ici à la fin du siècle quatre interrogations fondamentales : quel contenu donner à l'identité juive de l'État ? Comment conserver à la société son

caractère démocratique et multiculturel ? Comment préserver l'indépendance économique nationale, notamment à l'égard des États-Unis ? A quoi doit servir la puissance militaire ?

Ces inconnues majeures hantent les grands dilemmes d'Israël. Etre un État juif ou binationnel ? Laïque ou religieux ? Occidental ou levantin ? Autoritaire ou pluraliste ? Un État conquérant à jamais ou réconcilié avec ses voisins arabes ? Etre une société ouverte, créative, juste et tolérante ou devenir à l'inverse un peuple arrogant et rigide, idolâtrant ses rites et sa terre ? La récente découverte d'un réseau clandestin juif en Cisjordanie et l'arrestation de vingt-cinq terroristes - dont le procès à partir de septembre tiendra sans doute longtemps l'affiche - donnent à ces débats une fulgurante actualité.

(Lire la suite page 10.)

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

● Le portrait du nouveau premier ministre

les articles de JEAN-MARIE COLOMBANI, BRUNO DETHOMAS et ELISABETH GORDON (pages 3 et 6)

● Le bilan de trois ans de gouvernement Mauroy

les articles de JEAN-LOUIS ANDRÉANI, PAUL FABRA, MICHEL NOBLECOURT et FRANÇOIS RENARD (pages 4, 5, 6 et 24)

● La lettre de démission de M. Savary

l'article de CATHERINE ARDITTI (page 7)

Le Monde

politique

LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

La lettre de M. Mauroy...

Voici le texte de la lettre adressée par M. Pierre Mauroy au président de la République :

Monsieur le Président,
Comme nous en avons constaté la nécessité lors des différentes conversations que nous avons eues ces dernières semaines quant à l'avenir du gouvernement, une phase nouvelle s'engage.

La décision que vous avez annoncée le 12 juillet de consulter le peuple français s'inscrit dans cette perspective. J'estime, comme vous, que le moment est venu de changer le gouvernement.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir confir-

mer la fin de mes fonctions de premier ministre et celles du gouvernement.

En cet instant, comme aux premiers jours de mai 1981, je garde la fierté et la joie qui ont été miennes tout au long de ces trois années passées à vos côtés au service de la République et de nos idéaux communs. Je forme des vœux ardents pour votre succès qui sera aussi celui de la France.

Veuillez recevoir, monsieur le président de la République, avec l'assurance de mon entier dévouement, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments respectueux.

... et la réponse de M. Mitterrand

Voici le texte intégral de la réponse de M. François Mitterrand :

Monsieur le premier ministre,

Depuis le 21 mai 1981, vous êtes à la tête du gouvernement de la France. Sous votre égide, une œuvre de réforme considérable, sans précédent depuis la Libération, a été accomplie dans tous les domaines. Une action vigoureuse et persévérante a été menée pour assurer le redressement de notre économie. La lutte a été engagée contre toutes les injustices.

Comme nous en sommes convenus au cours de nos récents entretiens, l'évolution de la situation politique appelle

maintenant la formation d'un nouveau gouvernement. J'accède, en conséquence, à la demande que vous m'avez présentée de mettre fin à vos fonctions.

Plus que tout autre, j'ai été en mesure, depuis trois ans, d'apprécier le courage, la détermination et la loyauté avec lesquels vous avez rempli votre charge. La marque de votre action restera dans l'histoire de notre temps. Elle précèdera d'autres services que, j'en suis sûr, vous rendrez au pays.

Je vous prie de croire, monsieur le premier ministre, à l'expression de mes remerciements et à mes amicales pensées.

Le nouveau premier ministre : « Moderniser le pays et rassembler les Français »

M. Laurent Fabius a fait la déclaration suivante peu après 22 heures, sur le parvis du ministère de l'Industrie et de la Recherche :

« Le président de la République vient de me faire l'honneur de me nommer comme premier ministre. C'est une tâche rude et c'est une tâche très exaltante.

On comprendra que, au moment où je m'y engage, je pense

d'abord à mon prédécesseur, Pierre Mauroy, et au travail considérable qu'il a accompli.

« Et puis je pense aussi à l'avenir. Il faudra beaucoup de calme, beaucoup de détermination, et la volonté, que j'ai de moderniser le pays et de rassembler les Français. Et maintenant, je vais retourner travailler. Merci. »

MAITRISE de L'ENERGIE

Samedi 21 juillet dans "Le Monde" daté 22-23

- Les moyens de l'AFME : des ressources stables s'imposent.
- L'invité du mois : Michel Rodot du CNRS propose pour les photopies solaires.
- Du côté des Dom-Tom : le modèle polynésien.
- Devoir de Vacances : cinq questions pour vous distraire.

Pour vos vacances un tour de France insolite

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 86 p. ; Grèce, 98 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 110 ml.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurent, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvry-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé en France

5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 685 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messageries) 381 F 685 F 979 F 1 240 F

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

IL - SUISSE, TUNISIE

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les européennes passées et plus gravement manquées qu'il ne le croyait, M. Pierre Mauroy a rejoint son prédécesseur, M. Raymond Barre, au plus haut niveau d'impopularité de la V^e République. Si la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et, d'une façon générale, l'austérité sont une cause commune de ce triste record, il en est d'autres, plus personnelles et parfaitement contradictoires : M. Barre payait sa suffisance. M. Mauroy s'est payé son insuffisance.

M. Mauroy était-il, comme on le croit aujourd'hui, insuffisant ? L'image qu'il a donnée, notamment dans ses prestations télévisées, le laissait penser. Car M. Mauroy n'est à l'aise qu'à l'Assemblée nationale, lorsqu'il lui faut affronter l'opposition, ou mieux, à la tribune d'un congrès socialiste. Sa recette y est, le plus souvent - sa prestation à Bourg-en-Bresse, en octobre 1983, l'avait confirmé - efficace : un style de tribun chaleureux, un appel à l'émotion plus qu'à la raison, à l'histoire de la gauche et à ses espoirs plus qu'aux contraintes du réel et à l'idéologie.

Face à l'opinion, les élans du tribun devenaient, ou plutôt étaient perçus comme du verbiage, ses références historiques comme autant d'archaïsmes, son militantisme comme une provocation, dans une période qui appelle une gestion sereine et sérieuse des dossiers. A ce sombre tableau s'ajoute une contestation permanente de son autorité devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale par le respectable dudit groupe, et au sein de son gouvernement par des ministres bien en cour.

Le voilà qui quitte aujourd'hui l'Hôtel Matignon avec trois « casse-rois » : le désaveu que lui inflige le président sur la loi Savary, laquelle lui a valu d'être désigné, devant le pays (dans nos colonnes) par le cardinal archevêque de Paris, comme un homme ayant « manqué à sa parole » alors qu'il s'était autoproclamé comme celui qui annoncerait aux Français, avant le second plan de rigueur de mars 1983, que « les citoyens passaient au vert ». Quel homme pourrait se relever d'un tel échec ? Et surtout, comment a-t-il pu rester trois ans à l'Hôtel Matignon ?

Poser cette question, c'est rappeler qu'il fut le premier ministre le plus populaire de la V^e République, et qu'il cessa de l'être lorsque la gauche chagrinée de politiques économiques, C'est donc rappeler qu'il fut à l'origine de ce changement de cap. Et c'est, par là-même, commencer à le réhabiliter.

C'est lui qui, à l'été 1982, à Latche, sut convaincre le président qu'une politique de « rigueur », d'austérité, était désormais nécessaire. Avant que M. Delors n'obtienne la paternité de ce nouveau cours économique, M. Mauroy se barrait, seul, sur son schéma conçu alors par M. Jean Peyrelevade, aujourd'hui patron de la Compagnie financière de Suez. Plus tard, il passera, cette fois en appuyant M. Delors, contre l'avenue proto-

Conservateur (Suite de la première page.) Mais pour M. Mitterrand, peut-on confier à M. Fabius le soin de « rassembler » en commençant par amputer la majorité (le PS, seul, représente moins de 21 % des suffrages exprimés aux élections européennes) ? Pour le PCF, la question est de savoir s'il peut lâcher ce qui lui reste de crédibilité, c'est-à-dire sa participation au gouvernement. Seul casus belli apparemment envisagé : la part des communistes dans la nouvelle équipe, la ligne de défense du PC étant que le PS a aussi beaucoup perdu au scrutin européen.

Sans doute les communistes se sont-ils durcis. Mais ils savent d'expérience que lorsque M. Mitterrand reprend l'initiative, il le fait jusqu'au bout. Quelle sera la prochaine surprise du président ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

Il y a toujours une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans les journaux

Réhabiliter l'« archaïsme »

tionniste. Le « courage » de M. Mauroy, qu'on lui concède en général parce qu'il « encaisse » bien les coups, ce fut d'abord celui de tourner le dos à ce que la gauche avait promis qu'elle ferait : vaincre la crise par la relance. Ce fut ensuite d'assumer ces choix, jusqu'à accepter d'être celui que le président assaillait de questions, pour faire place nette à son nouveau premier ministre ; jusqu'à cet aveu, en forme de renouveau : oui, a-t-il dit le 3 juillet dernier à TF1, la montée du chômage est « le prix à payer » pour l'assainissement de l'économie.

Evoquer sa longévité à l'Hôtel Matignon, c'est aussi souligner le confort qu'il a procuré au président. Certes, à l'Élysée, ceux-là même qui s'étaient promptement inquiétés d'un premier ministre trop haut dans les sondages pour ne pas faire ombre à M. Mitterrand, avaient tout aussi promptement désigné le même homme comme un boulet empêchant le président de prendre vraiment son envol. M. Mitterrand,

pourtant, l'avait gardé, parce que M. Mauroy avait épousé les nécessités du parcours présidentiel. Il se fit donc discret sans jamais réchigner à la tâche, alors même que son intérêt personnel lui eût commandé de partir au plus tôt.

Le jeu de la V^e

Le jeu de la V^e République consiste d'ailleurs, pour un président, à pouvoir sacrifier ainsi son premier ministre. Ce président-là excellait en outre à suggérer que, s'il n'avait tenu qu'à lui... Il a aujourd'hui abandonné ce terrain pour expliquer qu'il partage la responsabilité des choix, et donc des erreurs, de son premier ministre. Ce n'est que justice. Car il est impossible à quiconque de dire de quoi était fait le dialogue des deux hommes, sinon que ce dialogue était devenu permanent.

Personne ne peut, avec précision, faire le départ entre ce qui, dans le succès, reviendrait au président et ce qui, dans l'erreur, incomberait à ce ministre.



son premier ministre. Ainsi de l'erreur politique qu'est devenu le texte de M. Savary : c'est à la rentrée de 1983 qu'il fut décidé de lancer une contre-offensive idéologique. « Il faut faire de la politique », telle était la consigne. On explique aujourd'hui que le président n'avait pas en tête cette manœuvre de faire de la politique. Mais qui peut dire, ou croire, qu'il se laisse imposer les offensives sur la presse et l'école privée ? Mieux vaut donc considérer qu'il revint à M. Mauroy de porter le poids des contradictions de la gauche avec son temps.

Pour juger de son possible destin, au sein de cette gauche, et peut-être dans le pays, il n'est pas inutile de revenir sur sa prestation devant le congrès de Bourg-en-Bresse. Celle-ci contenait un rappel historique : je suis de ceux qui furent à l'origine du renouveau socialiste, en 1971, expliqua-t-il.

Au reste, M. Mitterrand, avec qui il ne comptait jamais, même lors de l'affrontement avec M. Rocard, dont M. Mauroy fut l'allié de 1979 à 1981, sut s'en souvenir. Ancré dans cette légitimité de parti, suffisamment à gauche sur des questions symboliques, il s'était alors présenté comme celui qui réussit la gageure de bénéficier de la confiance des communistes, tout en assurant l'ajustement économique de la gauche.

Une gestion social-démocrate plus la caution du PCF (qui lui assure son soutien éventuel), un loyalisme sans faille à l'égard du président, le soutien d'un certain nombre de notables socialistes : replié sur sa région Nord-Pas-de-Calais et sa puissante fédération du Nord, M. Mauroy, socialiste de toujours, n'a pas cessé d'exister en occultant, le 17 juillet, l'Hôtel Matignon ! D'autant que l'exemple de M. Barre est là pour lui rendre confiance, si tant est que cela soit nécessaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

AU BAROMÈTRE DE LA SOFRES

De 71 % en juin 1981 à 25 % en juillet 1984

Avec M. Jacques Chaban-Delmas, M. Pierre Mauroy aura été le plus populaire des premiers ministres de la V^e République. Pour un temps. En juin 1981, 71 % des Français lui accordent leur confiance, selon le baromètre mensuel SOFRES-Figaro Magazine (1).

Les Français pensent alors que l'application du programme socialiste devrait avoir des effets positifs sur l'économie (57 %) et ils se proposent pour une transformation en profondeur du système économique et social (51 %).

En juillet de la même année, ils sont 73 % à lui faire confiance, puis 68 % en septembre, 70 % en octobre, 63 % en novembre et 58 % à la fin de 1981. Jusqu'au mois de février 1982, le premier ministre suscite même davantage la confiance que le président de la République. Il paraît « sympathique », « sincère », « proche des préoccupations des Français ». Il « exerce bien » ses fonctions et « explique bien » sa politique pour 73 % et 57 % des personnes interrogées par la SOFRES pour les journaux de province.

Dans les premiers mois de l'année 1982, cette confiance en M. Mauroy se maintient, puis elle s'effrite à la rentrée de septembre. Les Français qui ne font plus confiance au premier ministre deviennent plus nombreux (47 %) que ceux qui lui font confiance (46 %). L'écart, il est vrai, n'est que d'un point. Il ne fera que s'accroître. Un an plus tard, en octobre 1983, il est de 32 points (63 % ne font plus confiance contre 31 %).

Depuis le mois de juin 1983, le président de la République

connaît la même mésaventure. Désormais, pour lui aussi, les opinions négatives dépassent les opinions positives. L'écart restant cependant plus faible.

Avant qu'il ne présente sa démission, M. Mauroy atteint le plus faible pourcentage : en juillet 1984, 25 % des Français lui donnent leur confiance, 68 % ne la lui accordent pas. En février 1981, M. Barre obtenait 30 % et 63 %.

La cote de popularité du premier ministre durant ces trois dernières années a connu une baisse vertigineuse. En juillet 1981, 74 % des Français interrogés par la SOFRES souhaitent que M. Mauroy « joue un rôle important au cours des mois et des années à venir ». En novembre 1981, ils sont 64 %. M. Rocard est à égalité avec M. Mauroy pour la première et dernière fois. Désormais, celui qui est encore le ministre du Plan avant de devenir ministre de l'Agriculture devancera systématiquement le premier ministre.

En juillet 1982, 52 % des Français souhaitent que M. Mauroy joue un rôle important ; en juillet 1983, ils ne sont plus que 35 % à le souhaiter ; en juillet 1984, 25 %. Outre M. Rocard, M. Delors bénéficie d'une meilleure « cote d'avenir » que le premier ministre depuis octobre 1982. L'écart s'accroît au fil des mois. En juillet 1984, il est de 20 points (45 % pour M. Delors, 25 % pour M. Mauroy). M. Rocard cavale toujours en tête des sondages : 53 % des Français souhaitent (en juillet 1984) lui voir jouer un rôle important dans l'avenir. 32 %

des personnes interrogées émettent ce souhait pour M. Jospin qui devance sur ce point M. Mauroy depuis le mois d'avril 1984 (38 % contre 32 %). Quant à M. Fabius, qui apparaît pour la première fois dans le baromètre mensuel SOFRES-Figaro Magazine au mois d'avril 1983 (27 % de Français souhaitent alors qu'il joue un rôle important dans l'avenir), il dépasse de 3 points le premier ministre en mai et juin 1984 (32 % contre 29 %), et en juillet (28 % contre 25 %). Dès son apparition dans les sondages, M. Fabius avait aussi devancé M. Bérégovoy qui, après avoir plafonné autour des 20 %, a été remplacé dans le baromètre par M. Edith Cresson.

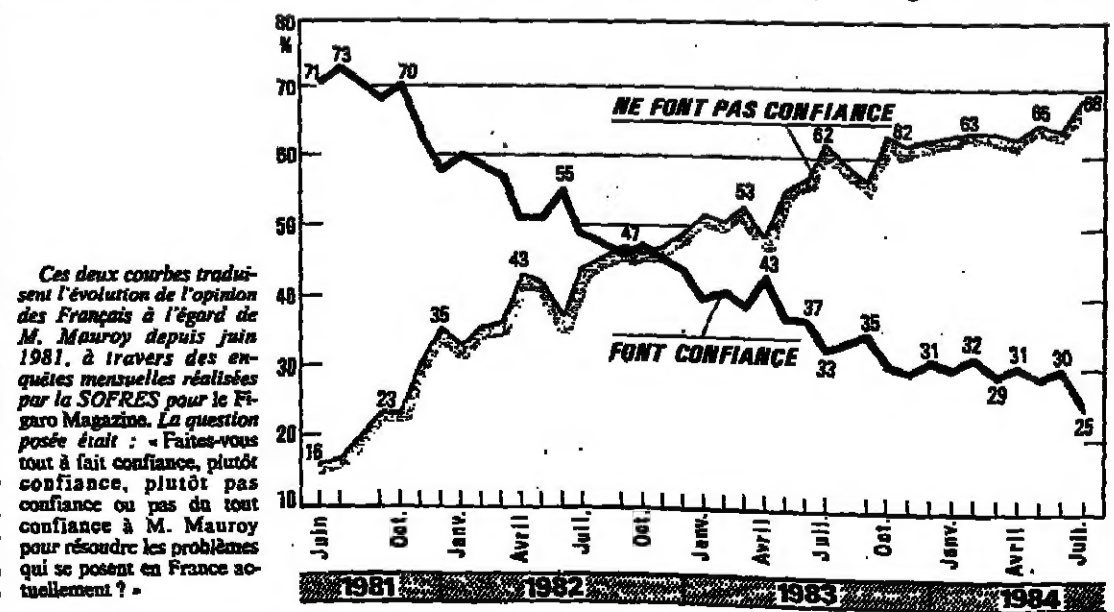
Au fur et à mesure de la chute de M. Mauroy dans les sondages, ont grimpé les cotes de popularité des personnalités de l'opposition. En juillet 1981, M. Veil recueillait 37 %, M. Chirac 31 %, M. Giscard d'Estaing 29 %, et M. Barre 23 %.

Ce mois-là, M. Mauroy recueillait 74 %. En juillet 1983, les différences devenaient plus grandes : M. Mauroy, 35 % ; M. Veil, 49 % ; M. Chirac, 46 % ; M. Barre, 43 % ; et M. Giscard d'Estaing, 36 %. En juillet 1984, quand M. Mauroy obtient 25 %, M. Veil recueille 49 %, M. Chirac 44 %, M. Barre 43 % et M. Giscard d'Estaing 33 %.

C.-F. M.

(1) Les chiffres retenus par la suite sont ceux du baromètre mensuel SOFRES-Figaro-Magazine à moins d'une précision contraire.

La cote de confiance de M. Mauroy depuis juin 1981



Ces deux courbes traduisent l'évolution de l'opinion des Français à l'égard de M. Mauroy depuis juin 1981, à travers des enquêtes mensuelles réalisées par la SOFRES pour le Figaro Magazine. Les questions posées étaient : « Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à M. Mauroy pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? »

مكرا من المصالح

ET LA NOMINATION DE M. LAURENT FABIUS

Un mystérieux jeune homme

« Un jeune homme si brillant, si intelligent ! » Ce commentaire étonné de M. Mitterrand s'adressait à ceux qui, en 1980, mettaient en cause la façon dont le porte-parole du PS s'acquiesçait à sa tâche, au plus fort du conflit avec M. Rocard. Brillant, intelligent, certes ! On peut d'ailleurs ajouter à la liste des compliments qui lui valent d'être ainsi distingué : il est doué d'une grande mémoire, qui lui permet de parler sans notes (ce qui est toujours du plus bel effet) ; il est bon pédagogue ; il est distingué. C'est-à-dire qu'il est distinct du « commun », lequel n'a « ni son origine sociale ni ses dans intellectuels » (1). Si l'on ajoute qu'il est dévoué et dévoué, il n'a guère commis de faute dans son plan de carrière, on complète un portrait qui aurait pu être celui de M. Giscard d'Estaing avant que ce dernier n'accede à la charge suprême.

Dire cela, c'est à la fois énoncer une évidence, souligner un atout et ébaucher un reproche. L'évidence ne se limite pas à la calvitie précoce. Elle est aussi dans la distance qui sépare M. Fabius de ses compatriotes les moins avertis : dans la composition et l'aisance d'une éloquence bien rodée ; dans l'ambition aussi, qui ne soit nommée au poste de premier ministre, certains le voyaient déjà en charge de l'avenir, c'est-à-dire se préparant pour 1988.

L'atout est celui de cette élite qui n'a pas seulement pour elle l'aisance financière et l'appartenance à cette « élite » qui permet d'être clair et convaincant quel que soit le dossier traité et quel que soit... le sens de la décision, mais aussi la qualité intellectuelle.

Le reproche, c'est précisément d'être tout cela. Dans les beaux quartiers, on lui tient rigueur — comme à d'autres avant lui — d'avoir en quelque sorte trahi sa classe et de n'avoir pas été ce qu'il aurait dû être : « un astre du gauchisme » selon l'expression d'Alain Duhamel. A gauche, on regrette sa manque de chaleur et de simplicité ; au pire, son (nouveau) penchant pour l'orthodoxie libérale : la PCF n'avait-il pas à la fin de l'année 1983 voté la disqualification pour la charge, qui lui incombe aujourd'hui ?

Toujours à gauche, on regrette aussi qu'il ait su la vie si facile : par exemple une circonscription tombée toute rôtie, dans son assiette en 1978. Il résumait lui-même d'ailleurs non sans humour

sa propre campagne de l'époque : « Votez Tony Larue ! » : ainsi s'identifiait-il pour la circonstance au député sortant qui lui laissait son fief (2).

Dire tout cela, c'est aussi ne rien dire de M. Fabius. Car pour être ainsi distingué (par le président), il ne suffisait pas d'être jeune et de pouvoir « incarner la modernité » selon l'expression aujourd'hui consacrée. Encore fallait-il faire ses preuves et ses dents en politique : à l'Assemblée nationale contre les tenants de la majorité d'alors ; au PS contre tous ceux qui contestaient la primauté de M. Mitterrand. Ce dernier, face à MM. Rocard et Mauroy, avait alors su habilement appuyer sur la préférence qui les suivait immédiatement (MM. Fabius, Quilès et Jospin). Ce qui valut aux congressistes de Metz en avril 1979 l'un des plus beaux numéros d'utilisation instrumentale de l'idéologie qui leur ait été donné d'entendre. « Non ! s'était écrié M. Fabius, il n'est pas vrai qu'entre le marché et le rationnement économique, il y a la socialisme ! ».

Complaire à M. Mitterrand est une chose. Prendre sa part au gouvernement en est une autre, encore que l'on puisse mêler l'une à l'autre. Mais à la tâche, M. Fabius s'est montré aussi circonspect qu'avisé. Il a certes été servi par ce qui précédemment avait fait de lui un candidat sérieux au ministère de l'Industrie : il avait l'oreille du président. Il l'a d'autant mieux, cette oreille, qu'il est intégré au cercle si intime du président. C'est d'ailleurs à son époque, M. Fabius, que M. Mitterrand a confié le soin de coordonner l'action des groupes de pensée qui se situent dans la mouvance de la majorité. C'est à M. Fabius, notamment, qu'on doit la campagne sur « la mémoire courte ».

Mais plus que cela, M. Fabius a su rester le conseiller du prince. A ce titre il a joué un rôle important dans les décisions de mars 1983. Il a même eu cette date avec M. Bérégovoy un véritable minicabinet de guerre chargé de réfléchir pour le président à une suite de politiques économiques. C'est pour lui, qui, in fine, fit pencher la balance du côté de MM. Mauroy et Delors. Compétence ? Assurément. Aptitude particulière à décaler à temps ce qui sera la décision du président ? Peut-être aussi.

Du président, d'ailleurs, il a appris la politique. Il n'en a parfois retenu qu'une certaine promptitude à éviter le danger, à ne pas se voir les mains en allant au charbon.

De ce point de vue, sa nomination comme super-ministre des restructurations dans l'affaire de la sidérurgie lorraine avait aussi valeur de rappel à l'ordre. Mais, comme toujours, ce jeune homme si « brillant » qu'il paraît avancer à pas comptés lorsqu'il s'agit d'une marche à très allure apprenait vite. Et il sait moduler ses capacités.

Voilà ce qui l'a qualifié aux yeux du président. Mais on attend aujourd'hui de lui plus et mieux. De M. Lionel Jospin, seul autre fils spirituel possible, on ne dira jamais qu'il est infidèle à M. Mitterrand, mais on sait qu'il est différent, qu'il préserve sa propre part de vérité. Du nouveau premier ministre, on sait qu'il se coule si parfaitement dans le moule qu'on lui dessine et lui destine qu'on ne parvient plus à discerner la part qui lui revient. Tel est le mystère Fabius.

Bref, il ne lui suffit plus aujourd'hui d'avoir été le fort en thème du gouvernement. Il lui reste à devenir lui-même et à se découvrir enfin !

J.-M. C.

[Né le 20 août 1946 à Paris, M. Laurent Fabius, fils d'André Fabius, antiquaire, issu d'une famille d'origine juive convertie au catholicisme, est diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris, agrégé de lettres, ancien élève de l'ENA ; il est entré au Conseil d'Etat en 1973. Premier adjoint au maire de Grand-Quevilly (Seine-Maritime) depuis 1977, il a été élu député en mars 1978 et réélu en juin 1981 dans la deuxième circonscription de Seine-Maritime.]

M. Fabius, qui avait adhéré au PS en 1974, est rapidement devenu l'un des conseillers économiques les plus écoutés de M. François Mitterrand, dont il était le directeur de cabinet quand, entré au secrétariat national du parti en 1979, il fut chargé de la presse.

Après avoir été responsable de la campagne présidentielle de M. Mitterrand, M. Fabius est nommé ministre chargé du budget dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Il conserve ces fonctions jusqu'à ce qu'il prenne la responsabilité de ministre de l'Industrie et de la recherche en mars 1983.]

(1) L'expression est de Gérard Vincent, auteur des *Jeux d'impôts*, PUF, 1978.

(2) Aujourd'hui sénateur socialiste de la Seine-Maritime.

La « machine » de Grand-Quevilly

Rouen. — Lorsque Laurent Fabius arrive à Grand-Quevilly en 1977, à l'étonnement se mêle la méfiance. Ne s'agit-il pas pour cet inconnu en Normandie de préparer la redoutable succession de M. Tony Larue, alors âgé de soixante-seize ans, député, maire socialiste de la cité industrielle de l'agglomération rouennaise depuis la Libération ? A Grand-Quevilly, la place semblait promise à M. Napoléon Susini, suppléant et premier adjoint de M. Larue, inspecteur des finances de surcroît. Or, sans consulter les instances locales de son parti, M. Larue, à la veille des élections municipales, tranche. Sans commentaire. Les socialistes quevillais apprennent l'événement de M. Susini et l'arrivée à sa place sur la liste socialiste d'un jeune énarque que l'on dit « recommandé » par M. François Mitterrand. Le siège de Grand-Quevilly, une seule liste est en compétition, celle de M. Larue.

De notre correspondant

ans et les autres lors des goûters des anciens.

Au cours de cette courte carrière politique locale, M. Laurent Fabius connaît pourtant l'échec. Il est élu président du conseil régional de Haute-Normandie après l'arrivée d'une majorité de gauche en juillet 1981, succédant à M. André Bettancourt (UDF). En quelques semaines, il bouleverse les habitudes, mettant en place un cabinet renouant dans les murs de la très sage préfecture de Rouen. Alors ministre délégué chargé du budget, il ne multiplie pas moins les audiences, réunions de travail, manifestations publiques dans toute la Haute-Normandie. En janvier 1982, après avoir, selon son expression, « lancé la région », il quitte la prési-

dence au profit de son aîné, M. Tony Larue, alors âgé de quatre-vingt un ans.

Les élections cantonales suivantes renversent la « machine Fabius » au profit d'une majorité RPR-UDF. M. Laurent Fabius se retire à Grand-Quevilly et dans sa circonscription d'origine où obligations et responsabilités ne manquent pas. Personne, en particulier au parti socialiste, ne cherche à masquer « les grands mérites » du ministre de l'Industrie et de la recherche lorsque est annoncée l'implantation de nouvelles entreprises dans une région durement touchée par les mutations industrielles. Quant à la solution pour les papeteries de La Chapelle-Darblay, elle revient totalement au nouveau premier ministre. Pour des raisons différentes, personne à gauche ni à droite ne le conteste.

ETIENNE BAZZET.

Le « Fabius » de Louis XVIII

Il faut remonter jusqu'à la seconde Restauration pour trouver en France un chef de gouvernement aussi jeune que M. Fabius (trente-sept ans). C'est le duc Decazes (1780-1860) qui, de 1815 à 1820, sous les titres de ministre de la police et de l'intérieur ou de président du conseil, fut « le ministre dirigeant pour la politique intérieure » (1).

Encore que le semi-invalide de Louis XVIII ne puisse être comparé aux bonnes jambes de M. Mitterrand, le sentiment prévaut que M. Fabius est, à bien des égards, la projection dédoublée et juvénile d'un chef d'Etat « avancé en âge ». De même, c'est essentiellement grâce à l'exceptionnelle faveur que lui témoignait le roi que Decazes figure relativement peu influente des cercles politiques de la Restauration, peut accéder à la deuxième place dans l'Etat. D'abord avocat à Libourne, puis membre du cabinet de Louis Bonaparte, roi de Hollande, Decazes s'était seulement rallié aux Bourbons en 1814, lors de la première Restauration.

Jouissant de la confiance absolue de Louis XVIII et même de sa tendresse personnelle, ayant le privilège rare de faire perdre des intimes du souverain, Decazes entretint durant cinq années, avec le constant soutien royal, de mener « une lutte acharnée contre les tenants du passé » afin que triomphent « ceux qui acceptent la transfor-

mation du monde ». On croirait presque entendre l'un des hymnes de M. Fabius à la nécessaire « modernisation » de la France, terme saillant de sa première et brève déclaration de chef de gouvernement, mardi 17 juillet au soir.

Decazes serait peut-être parvenu à « royaliser la nation et à nationaliser la royauté », si l'air d'un cordonnier dévoué n'était venue mettre fin aux jours du duc de Berry, nouveau de Louis XVIII et espoir des modernistes d'alors. Les ultras se déchaînèrent contre Decazes, rendu indirectement responsable de l'assassinat du jeune duc. Chateaubriand alla jusqu'à dire : « Le pied lui a glissé dans le sang ».

Se faisant violence, Louis XVIII se sépara de Decazes. Nommé duc et pair de France, après une brève ambassade à Londres, il s'occupa désormais beaucoup d'économie, développant notamment Decazesville, qu'il dota à partir de 1825 d'un ensemble industriel à la pointe du progrès. En république, M. Fabius ne risque pas de glisser dans le sang d'un prince, mais il n'y a pas en politique de situation qui attire plus les embûches que celle de « favori ».

J.-P.-H.

(1) Roger Langeron, de l'Institut, *Decazes, ministre du roi* (Hachette, 1960).

L'engagement personnel

(Suite de la première page.)

Le choix du nouveau premier ministre complète le tableau. M. Mauroy était et reste l'un des pairs du royaume de la gauche ; M. Fabius, par l'âge, la formation technocratique, l'attachement personnel à M. Mitterrand, le profil d'un directeur de cabinet. Plus encore que son prédécesseur — qui a gouverné plus qu'on ne l'a perçu, — il mettra en œuvre la politique du président de la République, dont rien, pas même « une feuille de papier à cigarette », ne le sépare, a-t-il dit.

On retrouve au passage l'inclination présidentielle du régime de la V^e République qui conduit les présidents successifs à s'engager de plus en plus dans la gestion des affaires publiques. Ils commencent avec des premiers ministres issus du milieu politique, MM. Debré, Chaban-Delmas, Chirac, et changent au profit de successeurs réputés technocrates — mais qui se politisent très vite si

ce n'est déjà acquis : Georges Pompidou, Raymond Barre, Laurent Fabius.

Ce qu'il faut retenir, aujourd'hui comme hier, c'est que l'actuel président de la République est conduit à s'engager davantage. D'abord dans une épreuve électorale difficile, ensuite à travers un premier ministre qui sera son double. C'est sur lui que rejaillira le succès ou l'échec du rendez-vous avec les électeurs et de la politique que mettra en œuvre le premier ministre.

Pour le coup, il n'est pas excessif de parler de tournant du septennat. Et, même, de tournant dangereux. Le président de la République n'a pas hésité à braver ses partisans dans plusieurs domaines (la rigueur, l'école) sans avoir pour autant réduit l'ardeur de ses adversaires.

S'il est vrai qu'il se complait dans la tourmente, il est à son affaire.

A.L.

L'art de l'esquive

dangereuse épine. Cette « absence » du ministre de l'Industrie, on en aura la confirmation symbolique dans le fait qu'il n'aura reçu personnellement ces derniers mois ni M. Calvet, le président d'Automobiles Citroën ni M. Pinesau-Valodienne, le PDG de Creusot-Loire, patrons des deux plus grosses entreprises françaises en difficulté. Même si dans cette dernière affaire il retournera habilement la situation en faveur du gouvernement.

M. Fabius tranche pourtant parfois. En faveur de l'accord contesté entre la CGE et Thomson ; voire sur le rôle à assigner aux entreprises nationalisées ; surtout être des sociétés comme les autres. Et il sait montrer son sens de l'autorité de l'Etat. M. Albin Chalandon conteste-t-il un « nouveau » arbitrage rendu par son ministre de tu-

te dans le dossier chimique ? Il est remarcé.

Le nouveau premier ministre pourra, comme ses prédécesseurs, souligner que le ministère de l'Industrie est dénué et que les vraies décisions se prennent rue de Rivoli. Mais rarement le titulaire de la rue de Grenelle aura eu autant de moyens : l'argent des télécommunications mais aussi le Fonds industriel de modernisation, pour lequel une partie du système de drainage de l'épargne en France aura été réformé.

Devant tant de prudence, on est presque surpris de connaître à M. Fabius quelques ennemis, de pouvoir souligner quelques taches d'encre. Le refus du ministre du budget d'avaliser une transaction réalisée par ses services avec un certain nombre de clients de Petites exportateurs de capitaux vers la Suisse — et le suicide de la per-

sonne qui dans la banque avait négocié la transaction — lui vaut pourtant de solides haines. Et le lourd financement public d'un industriel néerlandais pour maintenir en activité l'usine de la Chapelle-Darblay à Grand-Couronne — dans sa circonscription — lui sera longtemps reproché.

Persuadé que la réussite de la rigueur est la seule chance des socialistes de rester au pouvoir, favorable à la libération des prix, industriels et à la recherche d'un juste équilibre entre la volonté de sécurité et de prise en charge par la collectivité et, d'autre part, la soif d'initiative individuelle, M. Laurent Fabius, là où il est déçu, ne pourra plus se contenter d'esquiver. Rien ne dit qu'un modeste ministre de l'Industrie ne puisse être un bon premier ministre.

BRUNO DETHOMAS.

Le Monde
L'EDUCATION

Le numéro « DEVENIR INGENIEUR »
- Formation, débouchés, carrières, salaires -
(mai 1984) est encore disponible

S'adresser au Monde, service de la vente au numéro,
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. 11 F.

laissez-vous surprendre!
présence du futur - denoël

thomas disch
le businessman

john varley
millénium

walter tevis
le soleil dans le sang

LE BILAN DU GOUVERNEMENT

Mille cent cinquante-trois jours à Matignon

21 mai 1981 : M. Pierre Mauroy devient premier ministre du premier gouvernement du nouveau président de la République. Celui qui a été, pendant la campagne électorale, le porte-parole du candidat Mitterrand arrive au pouvoir avec l'image d'un homme tranquille, qui croit aux nationalisations et à une profonde décentralisation.

A l'évidence, le maire de Lille, vieux militant de l'ancienne SFIO jusqu'à la création du nouveau Parti socialiste, incarne une tradition populaire qui en fait, en quelque sorte, l'anti-Raymond Barre. « *Mauroy premier ministre, c'est l'espoir* », déclare alors à un journaliste qui l'interroge un consommateur dans un café lillois. « *Le gouvernement de la République sera celui de la rigueur et de l'émancipation* », répond, comme en écho, M. Pierre Mauroy sur le perron de l'hôtel Matignon.

Dès les premiers jours, les problèmes économiques, qui désormais ne le lâcheront plus, assaillent le nouveau premier ministre : les premières mesures d'importance de M. Pierre Mauroy visent à assurer la défense du franc, vigoureusement attaquée sur les marchés des changes. Une fois dressées les murailles du contrôle des changes, sur le front extérieur, le premier ministre annonce les priorités de l'action du gouvernement qu'il vient de former. Sur le front intérieur, la justice sociale est à l'ordre du jour.

M. Mauroy, en visite à Lille, annonce, le 24 mai, que la « *concertation sociale* » sera la loi de son gouvernement. Il assigne aussi à ses ministres trois règles : le silence, les économies, la simplicité. M. Mauroy estime alors que le silence, « *c'est la véritable règle de la solidarité gouvernementale* ». M. Mauroy ne veut pas que ses ministres « *allent raconter aux journalistes tout ce qui s'est passé au conseil des ministres* ».

Très vite M. Mauroy imprime sa marque débonnaire et décontractée à l'hôtel Matignon où la bière remplace le whisky, à l'issue de la première grande conférence de presse du premier ministre. Décontraction et dynamisme. L'hôte de Matignon, dont les Français découvrent qu'il est aussi infatigable que chaleureux, commence dès le 1^{er} juin une série de rencontres avec les responsables syndicaux. Comme il l'avait annoncé, son gouvernement sera le champion toutes catégories de la concertation.

Le premier ministre engage le dialogue avec les partenaires sociaux. Il s'adresse aussi au Parti communiste à qui, lors de la campagne pour les élections législatives de juin, il lance : « *Vous avez vocation à participer au gouvernement de la France* (...). Il ne s'agit pas de faire des déclarations. Il faut prendre des engagements. » Pour sa part, le premier ministre affirme : « *Chaque matin, en arrivant à l'hôtel Matignon, je me dis : « Qu'est-ce qu'on peut faire dans la journée pour diminuer le chômage ? »*

Le vendredi 12 juin, le premier ministre ouvre les négociations sur la durée du travail. Objectif : atteindre les trente-cinq heures hebdomadaires en 1985. Le patronat rejette avec constance cette perspective. Autre grande orientation de la gauche : la décentralisation. Le même jour, M. Mauroy estime qu'une révolution historique naîtra de la décentralisation. Troisième volet de l'action de la gauche, version 1981 :

la relance économique. A ce propos, démentant une rumeur qui resurgira périodiquement tout au long de ces trois ans (l'offre de sa démission par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances), M. Mauroy affirme : « *Notre collaboration est particulièrement étroite, et j'ajouterais, fructueuse. Son rôle dans la défense du franc et dans la mise au point de la politique de relance économique est décisif. Je l'apprécie tout particulièrement.* »

Le ciel de la gauche est alors sans nuages. Le soir du second tour des élections législatives, au moment où la « *vague rose* » déferle sur la France, M. Mauroy s'exclame : « *Nous sommes les défricheurs de l'avenir* ». Les défricheurs seront deux, puisque le nouveau gouvernement formé à l'issue de ces élections comprend des ministres communistes. « *Tous ceux qui avaient voté pour le changement devaient être représentés* », explique M. Mauroy. Sa popularité est alors au plus haut. C'est l'époque où M. Mauroy fait devant le Sénat une déclaration qui a, aujourd'hui, une résonance insoutenable : « *Voire assemblée, qui défend*

avec l'ouverture du débat sur les nationalisations, la première grande bataille parlementaire du septennat. A l'autre bout de la France, à Valenciennes, les socialistes se laissent aller aux délices des congrès. « *Le gouvernement ne cédera devant aucune intimidation* », lance M. Mauroy, qui affirme quelques jours plus tard : « *L'état de grâce prend des formes diverses, mais il continue.* »

De son côté, M. Delors, qui ouvre à l'Assemblée le débat budgétaire, affirme que la reprise « *est là* », et appelle - déjà - les chefs d'entreprise à « *sortir de leur autisme* ». « *Les conditions de la reprise économique sont là* », renchérit, à Limoges, M. Mauroy, qui fait une tournée d'explication de la politique gouvernementale. Le premier ministre s'impatiente, comme le font, constamment, les Français : le gouvernement demande au Parlement l'autorisation de légiférer par ordonnances pour accélérer la mise en œuvre des mesures pour l'emploi. En octobre, la hausse des prix a été de 1,2 %. Le 29 novembre, M. Delors réclame une « *pause* » dans l'annonce des réformes. Le lende-

main, le premier ministre parle de mener les réformes « *de manière permanente et continue* ». En Pologne, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, l'administration et le gouvernement du pays passent sous le contrôle des militaires. Le climat politique en France s'en ressent.

Avec le début de l'année 1982, le débat sur la « *pause* » reprend. M. Mauroy, à l'émission « *RTL le Monde* » du 31 janvier, estime que l'organisation du « *socle du changement* » a pris trop de temps. « *L'essentiel du changement* », affirme-t-il, devrait être terminé pour le début de 1983. Sur le plan de l'économie, « *la relance est là* », affirme encore M. Mauroy. En fait, un revers aux élections cantonales du mois de mars. Face aux critiques, notamment syndicales, que suscite la politique du gouvernement, l'hôtel Matignon cherche à définir les moyens d'une « *meilleure explication* ». Face à la tactique de « *guérilla socio-professionnelle* », menée, selon eux, par l'opposition, les socialistes demandent des changements d'homme aux postes-clés, et souhaitent « *plus d'audace et d'efficacité* ». Sur ces entrefaites, l'abrogation de la loi « *sécurité et liberté* » est ajournée, ce qui suscite un certain embarras de la gauche.

Avril 1982. Confronté à la grogne du patronat, M. Mauroy annonce une série de mesures d'aide aux entreprises. Le PC dénonce les « *cadeaux au patronat* ». A l'occasion d'un désaccord avec M. Gaston Defferre au sujet de l'usage des armes, le président M. Mitterrand publie dans le *Monde* du 20 avril un article intitulé : « *Gouverner autrement* », qui suit de deux autres volets.

Dans ce premier article, M. Mauroy affirme la possibilité pour les membres du gouvernement de « *participer à la discussion politique* » et même de « *l'alimenter* ». L'incident Defferre et l'article du premier ministre, créent un certain malaise au PS. M. Mitterrand renouvelle son « *entière confiance* » au premier ministre. Au mois de mai, face à une conjonction de mauvais indices économiques, le premier ministre et le ministre de l'économie laissent prévoir un inféchissement de la politique économique. Il s'agit seulement, affirme M. Mauroy, qui constate que « *la relance des économies occidentales n'est pas un endeulement* », de « *changer de vitesse* ». « *Qu'on ne compte pas sur moi pour faire du barrisme* », lance le premier ministre.

A la mi-juin, un deuxième réajustement du système monétaire européen (SME) est suivi en France d'un « *plan d'accompagnement* ». M. Mauroy déclare : « *Le gouvernement entend obtenir dans un minimum de temps des résultats décisifs dans la lutte contre l'inflation* ». Le blocage des salaires (à l'exception du SMIC) et de certains prix est décidé. Pour sa part, le PS demande que le mot d'ordre de « *rigueur* » ne contrevienne pas à l'impératif de justice sociale. Lors du débat parlementaire sur cette politique, M. Mauroy affirme, à propos de l'inflation : « *Partie de trop haut, la France ne pouvait, dans des délais si courts, rattraper ses partenaires* ». Le 29 juin, le gouvernement de M. Mauroy est remanié. M^{me} Nicole Questiaux, qui avait la charge du ministère de la solidarité nationale, cède sa place à M. Bérégovoy.

A la rentrée de septembre, M. Mauroy annonce que le cap de la rigueur sera maintenu, afin d'assurer l'économie. Le 29 septembre, à Foix, M. Mitterrand affirme la nécessité de mieux « *expliquer* » aux Français l'action du pouvoir. A propos de la sécurité sociale et de la santé, M. Mauroy affirme que la gauche ne confondra jamais « *adaptation et régression* ». Dans le *Matin* du 12 octobre, M. Mauroy écrit : « *Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps* ». Aux syndicats, qui critiquent la politique salariale, M. Mauroy répond qu'il y a eu et qu'il y aura toujours du pouvoir d'achat. Le 4 novembre, M. Mauroy annonce un nouvel allègement des charges des entreprises. Nouvelle vague de critiques. M. Mitterrand vole au secours de son premier ministre, en expliquant que les mesures annoncées vont « *exactement* » dans le sens qu'il souhaite. Toujours au mois de novembre, le premier ministre est conduit à engager la responsabilité de son gouvernement pour surmonter le mécontentement de la majorité à propos du règlement des « *séqueles* » de la guerre d'Algérie. Le premier ministre, qui, par ailleurs, poursuit une tournée d'explication de sa politique, réagit aux critiques émanant du PS en faisant savoir que, en cas de trop forte contestation interne, il en appellerait « *au parti tout entier* ».

Décembre 1982. La démission de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, entraîne un « *réajustement technique* » du gouvernement. A l'approche des élections municipales de mars 1983, M. Mauroy, invité d'Alsace le 16 février, lance à propos de la politique économique : « *Finalement, les gros problèmes sont derrière nous. C'était au mois de novembre quand il fallait fixer la politique du gouvernement. Mais la politique du gouvernement est fixée, et, actuellement, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert* (...). Il n'y a aucun plan d'urgence et cette discussion sur l'urgence est une discussion qui ne se pose pas actuellement ». A Saint-Etienne, le lendemain, il estime que le gouvernement mérite « *les félicitations du jury* ». Si les circonstances l'exigent, affirme-t-il, « *c'est aux plus riches que seront demandés les plus grands sacrifices* ».

Pendant la campagne électorale pour les élections municipales, M. Mauroy met en garde contre l'exploitation de thèmes « *corporatistes* » et « *xénophobes* ». Après un premier succès pour la gauche, corrigé en partie par le deuxième, le franc subit sa troisième dévaluation lors d'un nouveau réajustement monétaire. M. Mauroy reste à la tête du gouvernement. Le dimanche 20 mars, à Lille, il déclare que ce réajustement monétaire est « *une étape à franchir avant l'assainissement complet sur le plan économique et monétaire* ».

Le 25 mars, le nouveau plan de rigueur est annoncé. M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, et Jean-Pierre Chevènement, notamment, ne font pas partie du troisième gouvernement Mauroy. M. Mauroy, qui invite la gauche à la « *gestion des réformes amorcées* », déclare que « *la maison viendra en 1985-1986* ». Il annonce aux députés socialistes « *un combat de plus en plus rude* », et souligne qu'il « *était indispensable d'obtenir une prise de conscience de l'opinion* ». Alors que les syndicats demandent de profonds correctifs à la rigueur, le gouvernement recourt aux ordonnances pour faire appliquer son plan. Après avoir envisagé de s'absentier, et obtenu quelques concessions, le PC vote finalement le projet sur les ordonnances.

A l'occasion du 1^{er} mai, M. Mauroy déclare : « *La voie de la rigueur nous permettra de bâtir une société plus juste* ». « *Je n'accepterai pas de dérive* », confirme-t-il quelques jours plus tard, tout en observant : « *Notre base est toujours là* ». La convention nationale du PS du 28 mai entend M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, affirmer : « *On ne peut pas faire une autre politique que des "Y'a qu'il y a" tandis que M. Chevènement dénonce la "village" du gouvernement* ». A l'intérieur du PS, M. Pierre Joxe, tout en affirmant, dans une interview au *Nouvel Observateur*, que « *la politique de rigueur peut servir*

l'intérêt national », souligne ses convergences d'analyse avec M. Chevènement. En juillet, M. Mauroy dénonce la radicalisation du ton de l'opposition, mais à propos de la politique économique, il affirme : « *Vous me voyez beaucoup plus serein et beaucoup plus tranquille que je ne l'étais l'an dernier* ». « *L'œuvre engagée est déjà considérable* », continue, quelques jours plus tard, le premier ministre, qui, à la rentrée de septembre, appelle la majorité à « *se mobiliser pour la reconquête de l'opinion* ».

Alors que les travaux du comité directeur du PS, en septembre, sont centrés sur la politique économique, députés socialistes et communistes expriment leur désaccord avec la surtaxe progressive sur l'impôt sur le revenu prévue dans le projet de budget de 1984. M. Mauroy refuse tout aménagement qui généraliserait l'épargne. Devant le congrès du PS, qui se tient en octobre à Bourges-Bresse, et auquel il annonce le dépôt d'un projet de loi sur la presse, M. Mauroy lance aux socialistes : « *Ne regrettez rien, la période de l'état de grâce restera dans une mémoire collective comme une période de progrès exceptionnelle* ». Cette première année légitime toute notre démarche.

Devant une opposition qui enregistre des succès à chaque élection partielle, et qui se sent confortée par ses résultats aux cantonales et aux municipales, M. Mauroy lance aux socialistes : « *Nous avons besoin de faire de la politique* ». Il assure aussi que son gouvernement s'attache « *à maintenir le pouvoir d'achat moyen des revenus disponibles* ». Mais dès le 7 décembre 1983, au cours d'un débat organisé par Tribune juive, il relance la discussion sur l'enseignement privé en annonçant que le gouvernement fera son choix avant la fin de l'année, alors que le ministre de l'éducation pour-

suivait ses négociations. Mettant en application les engagements qu'il avait pris devant le congrès du PS à Bourges-Bresse, il intervient dans le débat sur la presse qu'il s'engage à l'Assemblée nationale le 14 décembre avant le dépôt d'une motion de censure de l'opposition. Il oppose dans son discours « *le camp de l'argent et le camp de la liberté* », ce qui lui vaut une ovation des députés de toute la majorité.

Au même moment, le conflit des automobiles Taftot met l'accent sur le problème des restructurations industrielles. L'affaire des « *avions renifleurs* » d'El-Aguizine éclate à la fin de l'année. M. Mauroy dénonce la gestion des anciens dirigeants du pays, MM. Giscard d'Estaing et Barre. L'année 1984 s'ouvre dans un climat assez lourd où les problèmes difficiles s'accumulent et où les formations politiques préparent les élections européennes considérées comme un test de la popularité du pouvoir et une étape avant les législatives de 1986. Le problème des restructurations industrielles divise la gauche en raison des licenciements collectifs qu'elles entraînent. Le premier ministre reconnaît que « *si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées* ».

Il vise les charbonnages, l'industrie automobile et surtout la sidérurgie et les chantiers navals. La contestation de la politique économique et sociale du gouvernement s'amplifie, tandis que les agriculteurs bretons bloquent les trains pour protester contre la fixation des prix du porc par le Marché commun, qu'ils jugent insuffisants.

La mise en place des « *congrès de reconversion* » dans les zones industrielles en difficulté accroît les tensions au sein de la majorité, où les communistes critiquent de façon de plus en plus vive la politique de rigueur du gouvernement. Au cours des négociations qu'il conduit avec les partenaires sociaux, M. Pierre Mauroy affirme, le 8 février, que son objectif demeure de « *concilier l'impératif économique et l'impératif social* ».

Fin février éclate le conflit des transporteurs routiers, provoquant le barrage des routes. M. Mauroy, en visite officielle en Autriche, ne

traite pas personnellement de ce conflit qui régit M. Fitermann et surtout M. Jacques Delors.

Dans le *Monde* du 29 février, le premier ministre signe un article intitulé « *Moderniser la France* » dans lequel il assure notamment qu'il n'est pas question de modifier la législation sur les licenciements. Dimanche 4 mars, les défricheurs de l'école privée manifestent à Versailles. Le lendemain, à Paris, M. Mauroy affirme qu'il y a « *inter* », l'Assemblée nationale, le Premier ministre annonce 2 450 000 chômeurs pour le fin de l'année 1984. Le 15 avril, commentant la présence de M. Georges Marchais à la manifestation des sidérurgistes lorrains à Paris le 3 avril, il déclare : « *Une clarification doit avoir lieu* (...) *l'attaché beaucoup d'importance à l'union de la gauche et (...) je suppose mal une forme de médiocrité dans l'union* ». La tentative de « *clarification* » a lieu le 19 avril, par la voie d'un engagement de responsabilité du gouvernement sur une déclaration de politique générale, lue par M. Mauroy. Les communistes votent la « *confiance* », mais maintiennent leurs critiques.

Le 25 avril, les laïques manifestent à leur tour. Le jour même, à l'Assemblée nationale, M. Mauroy déclare que le gouvernement « *comprend et partage l'émotion* » des manifestants.

L'échec des européennes

Le 20 mai à Lille, le premier ministre, qui participe à une session de travail avec M. Lionel Jospin pour les élections européennes (M. Mauroy participera peu à cette campagne), déclare, à propos de la réduction du temps de travail : « *Les 35 heures doivent être la revendication majeure* ». Le 24 mai, M. Mauroy engage, à l'Assemblée nationale, sa responsabilité sur



avec constance toutes les libertés, a montré et montrera qu'aujourd'hui il n'est plus possible de résumer la défense des libertés à la défense du libéralisme », dit-il.

Les gens du Château

Devant, cette fois, les députés, M. Mauroy expose, en engageant sa responsabilité sur le vote du programme d'action de son gouvernement, sa conception de la « *nouvelle citoyenneté* ». Le jeudi 8 juillet, dans un long discours, il réaffirme la priorité que la gauche accorde à la lutte contre le chômage, justifie la relance, annonce les nationalisations. L'alternance a vraiment commencé.

Quelques jours plus tard, à la télévision, il lance sa célèbre formule : « *Les gens du Château sont partis* » et souligne de nouveau son engagement dans la lutte contre le chômage : « *Je me considère comme un chef de guerre dans la lutte contre le chômage* », affirme-t-il. Traduction immédiate de ces préoccupations : les dépenses du budget de 1982 augmentent de 23 % par rapport à 1981.

C'est encore insuffisant pour la CGT : trois mois exactement après son arrivée à l'hôtel Matignon, la CGT demande à M. Mauroy l'ouverture d'une concertation autour de six mesures d'urgence qu'elle préconise pour faire face à la dégradation de la situation économique et sociale. M. Mauroy est bien conscient de l'enjeu : le 9 septembre, dans une interview au *Pèlerin*, il déclare : « *La gauche sera d'abord jugée sur sa politique économique* », et, le 15 septembre à l'Assemblée nationale, il présente le plan d'action contre le chômage, « *priorité des priorités* » du gouvernement. Le PC approuve l'appel à la mobilisation lancé par le premier ministre. Les sondages sont moins favorables à la gauche. A l'hôtel Matignon, on remarque que : « *Les Français sont devenus incrédules. Il leur faut du concret* ». Dans le même temps, il apparaît que la continuité l'emporte, dans la politique gouvernementale, sur le changement, pour ce qui concerne la politique militaire et notamment la durée du service national et l'arsenal nucléaire.

Les compteurs à zéro

L'optimisme reste de mise. A propos des nationalisations, M. Mauroy affirme que la majorité veut créer une sorte d'oasis où il y aura des grandes performances industrielles. Optimisme et fermeté. Toujours à propos des nationalisations, M. Mauroy affirme que certains banquiers se sont conduits comme s'ils appartenaient à un « *parti d'émigrés* ».

Quatre mois après son arrivée au pouvoir, la gauche dévalue une première fois : « *Il fallait remettre les compteurs à zéro* », explique M. Mauroy. Le 13 octobre 1981 commence à l'Assemblée nationale,

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
+ d'autres marques

PICARD
Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goupilles d'acier
anti-dégorgement

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pose et démt. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Les Moutonneaux
☎ 554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 mois

مكتبة النخيل

De grandes ambitions et des révisions déchirantes

100

هكذا من الأهل

DE M. PIERRE MAUROY

L'ÉDUCATION NATIONALE

Un ministère impossible

La lettre de démission du ministre

IL N'EST PAS SOUHAITABLE DE REFUSER UN PLURALISME

Dans la lettre qu'il a adressée au président de la République, par la voie du premier ministre, M. Savary rappelle que sa première mission consistait à entreprendre la rénovation du système éducatif, qui est engagée. Mais ce n'était pas la seule raison qui lui faisait traîner le problème de l'enseignement privé.

Il s'agissait, écrit-il, de proposer M. Savary, de répondre à des aspirations contradictoires et de faire triompher la raison sur des passions nourries par des décennies de conflits. Entre ceux qui souhaitent la fin du dualisme et ceux qui s'attachent obstinément au statu quo en refusant tout rapprochement, la voie était et demeure étroite. Je suis convaincu qu'il n'est pas souhaitable de refuser un pluralisme comportant le rapprochement des deux systèmes.

Les obstacles rencontrés et la conduite adoptée de ce fait, dans l'intérêt national, par le président de la République entraînent un changement de méthode. C'est pourquoi M. Savary conclut : « A mes yeux cette nouvelle, ce probable changement de méthode, ne peuvent que mettre fin au mandat qui a conduit un ministre au cours de deux ans et demi de négociations à prendre des engagements, comme à refuser des exigences.

C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir me libérer de mes fonctions. Il ne s'agit évidemment pas d'une réaction de susceptibilité personnelle mais bien au contraire d'une conception du service de l'Etat et du meilleur engagement de ma part pour assurer le soutien de la politique définie par vous-même.

De Gaulle à Mitterrand

Un homme de fierté, de devoir et de conviction qui inspire respect et estime, tel apparaît M. Alain Savary à ceux qui l'ont connu aux diverses étapes de sa carrière. Ce pied-noir né à Alger en 1918, diplômé de Sciences-po et licencié en droit, se rallie à la France libre, et, à vingt-trois ans, de Gaulle nomme gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon cet enseignant de vaillance de 1^{re} classe qui a pacté dans ses Mémoires de guerre.

Son action dans la France libre lui vaudra la dignité de compagnon de la Libération. Il siège à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, est pendant quelques mois commissaire de la République à Alger, où il succède à M. Michel Debré. En 1946, il est nommé secrétaire général adjoint aux affaires algériennes et, à la fin de l'année, est désigné par l'Assemblée nationale comme conseiller de l'Union française, et en 1951 est élu député SFIO de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Nommé dans le gouvernement Guy Mollet de 1958, secrétaire d'Etat aux affaires marocaines et tunisiennes, il donne sa démission pour protester contre l'arraisonnement de l'avion transportant de Rabat vers Tunis Ben Bella et les chefs de la rébellion algérienne. Cette période lui inspire un ouvrage au titre explicite : *Nationalisme algérien et Grandeur française*. En novembre 1958, après le retour de de Gaulle au pouvoir et reprochant à ses amis de la SFIO d'avoir approuvé ce retour et de participer au gouvernement du général, il quitte son parti et adhère au Parti socialiste autonome, dont il devient le secrétaire général adjoint. Il passe en 1960 au PSU, où il siège au bureau national. Il réintègre ensuite le Parti socialiste dont il est élu député en 1967, le premier secrétaire avant de céder cette fonction à M. Mitterrand au congrès d'Epiney.

Pendant le même temps, M. Savary occupe un emploi dans le milieu français d'une grande société pétrolière. Ayant été battu en 1969 aux élections législatives, il retrouve un mandat de député en 1973 à Toulouse (première circonscription) où il sera réélu en 1978 et en 1981. En 1974, il devient président du conseil régional Midi-Pyrénées jusqu'à son entrée au gouvernement en 1981 comme ministre de l'Éducation nationale.

La dernière manifestation de fierté de cet homme discret mais volontaire, peu souriant mais toujours affable, aura été de montrer, avant même le chef du gouvernement, qu'il démissionnait des fonctions dans l'exercice desquelles on l'avait désigné.

A. P.

« Je n'ai pas la capacité de changer les hommes et les mœurs rapidement. Nous nous sommes précipités. Dès son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, M. Alain Savary avait donné le ton. Compagnon de la Libération, homme du refus (1), connu pour son sang-froid, son calme, son tempérament solitaire, son goût du secret, sa ténacité, il n'a, à aucun moment, failli à sa méthode. Celle qui consiste à s'informer, à prendre le temps de la réflexion, avant de se faire sa propre conviction, et de se tenir à sa décision quoi qu'il arrive. Une méthode qui a, certes, le mérite de l'honnêteté, de la rigueur intellectuelle, mais qui n'est pas sans risque politique. M. Savary en a plus d'une fois fait l'expérience durant les trois années qu'il a passées à la tête de l'éducation nationale. Trois années au cours desquelles aucune épreuve ne lui a été épargnée, pas plus par ses adversaires que par ses amis politiques.

Le dossier de l'enseignement privé, qui aurait pu aboutir à un compromis historique s'il n'avait tenu qu'à lui, est la dernière en date de ces épreuves. Sans doute aussi la plus cuisante. Mais, auparavant, d'autres l'y avaient préparé.

Ainsi, dès l'automne 1982, la rentrée scolaire - la première du gouvernement de gauche - tournait à la catastrophe. Cela ne s'est guère reproduit depuis. Mais, sur le moment, les « bavures » trop nombreuses, trop voyantes, déclenchèrent la grogne des usagers, le mécontentement des personnels, le désenchantement des syndicats et des remous au sein du Parti socialiste.

C'est alors que, après la victoire des socialistes en Espagne, le président de la République a proposé à M. Savary de devenir ambassadeur de France à Madrid. C'était l'occasion à la fois de répondre aux « déçus de l'éducation » et d'honorer un homme qui a compté dans l'histoire de son pays, et d'ailleurs lié d'amitié avec le nouveau chef du gouvernement espagnol.

Mais remplacer le ministre de l'éducation nationale alors qu'il avait déjà mis en route le processus destiné à transformer, après négociations, les relations entre enseignements privés et publics était déjà malhabile. Le président de la République ne pouvait l'ignorer, lui qui avait promis, lorsqu'il était candidat, la mise en place d'un « grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale ».

Un engagement défectueux pour celui qui était chargé de le mettre en œuvre. Comme si l'éducation nationale n'était pas en soi un cadavre suffisamment empoisonné. M. Mitterrand qui, en 1971, avait déposé M. Savary de la direction du Parti socialiste, en était conscient. Mais au-delà des rivalités du passé, il connaissait aussi les atouts de son concurrent, son talent de négociateur comme ses liens avec le « contre-ministère » que constituait la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et son syndicat des instituteurs (SNI-PEGC). Liens anciens : les responsables syndicaux de l'époque avaient, en 1971, engagé leurs organisations derrière M. Savary contre... M. Mitterrand. Liens récents : la FEN et le SNI ont, avec une joie non dissimulée,

donné leur aval en 1981 à l'homme pressenti pour devenir leur ministre. Ce qui ne l'a jamais empêché de résister à leurs pressions qui, avec le temps, se sont faites de moins en moins amicales.

Comme d'ailleurs, les responsables des syndicats de gauche se sont heurtés à la conviction tranquille du ministre de l'éducation nationale. A son entêtement, même si ce trait de caractère se double d'une courtoisie indéfectible et d'un dévouement pour l'adversaire.

Car des adversaires, M. Savary n'en a pas manqué. De tous les ministères de la gauche, son nom est sans doute celui qui a été le plus souvent hué dans des manifestations de rue : des étudiants en médecine (qui n'ont obtenu gain de cause que par l'intervention du premier ministre) aux défenseurs de l'enseignement privé, en passant par les universitaires en toge qui, au printemps 1983, ont combattu aux côtés des étudiants la loi sur l'enseignement supérieur.

La loi du silence

Cela ne signifie pas pour autant que toutes les réformes mises en chantier étaient contestables. Au contraire. Mais vouloir transformer l'éducation nationale conduisait inévitablement à se heurter à la résistance du milieu, ce bastion du corporatisme. Non seulement M. Savary a osé, mais il l'a fait, animé par l'idée que le système scolaire « est fait pour les jeunes et non pour ceux qui doivent servir le système éducatif », trouvant sur son chemin syndicalistes et intellectuels de gauche davantage enclins

au conservatisme qu'au changement.

Son objectif était de faire évoluer les mentalités - et donc le système - en douceur. Peut-être était-ce placer trop haut la barre des ambitions.

A l'heure du bilan, M. Savary compte néanmoins un actif enviable. Plus de trente mille créations d'emplois, une réorganisation de l'administration de l'éducation nationale, le lancement d'un réel « plan informatique », le démarrage de la rénovation des collèges et des lycées, une loi destinée à adapter l'enseignement supérieur aux réalités de notre temps et surtout l'ouverture d'un dialogue avec les représentants de l'enseignement catholique. Le tout mené de front, dans un souci de qualité. Avec néanmoins une faille dont il a été victime, particulièrement au cours du débat sur l'enseignement privé : sa négligence vis-à-vis de l'information. « Ce n'est pas ce que je dis qui compte, c'est ce que je fais », aimait-il à répéter, soucieux de ne pas compromettre son action par des déclarations intempestives.

La loi du silence a présidé aux trente mois de consultations, concertations, négociations, officielles ou officieuses avec ses partenaires laïques et catholiques. Refusant même, à de rares exceptions près, de commenter ses propres propositions et jusqu'au projet de loi qui lui vaut aujourd'hui encore l'estime des responsables de l'enseignement privé - et, à l'inverse, la déception de ses amis laïques, - M. Savary a en définitive été incompris de l'opinion. Les

passions faisant le reste - et notamment les « amendements Mauroy », - la paix scolaire, qui n'a jamais été si proche, n'a pas été gagnée. C'en était trop pour M. Savary qui n'a, le 22 mai, renoncé à démissionner que par devoir, en raison de la proximité des élections européennes.

La tâche de son successeur ne sera pas simple. Les syndicalistes et les gouvernants préféreront sans doute un ministre de l'éducation nationale qui, ne faisant rien, éviterait les remous. Mais la gauche ne peut se permettre de placer dans l'ombre le choix de société qui se joue à l'école : lutter contre l'échec scolaire et donc contre la reproduction des inégalités sociales, meilleure adaptation de la formation à l'emploi, rattrapage du retard technologique et économique de la France par rapport aux autres pays industriels. Objectifs d'autant plus ambitieux qu'ils supposent de transformer de fond en comble la plus grande entreprise du pays, sans pour autant cesser de la gérer.

Le destin d'Alain Savary depuis son entrée rue de Grenelle illustre en tout cas que le ministère de l'éducation nationale est un ministère impossible. Si même un homme de sa stature politique et historique n'en sort pas totalement indemne, il y a de quoi décourager tous les candidats à sa succession.

CATHERINE ARDITTI.

(1) En octobre 1956, il a démissionné du gouvernement Guy Mollet, où il était secrétaire d'Etat aux affaires marocaines et tunisiennes, pour protester contre l'arraisonnement de l'avion transportant M. Ben Bella.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FEN : une trop grande prudence

Si M. Michel Boscharreisse, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), « tout en comprenant objectivement le geste de M. Savary », se refuse à tout commentaire dans l'immédiat, M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN, reconnaît en M. Savary « un homme d'une honnêteté scrupuleuse et d'une intégrité totale, à qui l'on pouvait faire confiance, en dépit de notre désaccord sur les problèmes laïques ». « Je me refuse à toute critique de l'homme, ajoute le secrétaire général de la FEN. Cependant, dans un domaine où il fallait aller plus vite, celui de la transformation, de la rénovation du système éducatif, il a montré une trop grande prudence, il a conduit trop longtemps la réflexion. Les idées étaient bonnes, l'application tardait... »

M. Jean-Louis Rollet, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, rappelle que le projet de loi sur l'enseignement privé « restait inacceptable, malgré les amendements », au regard de son organisation. Il considère que si, aujourd'hui, « on ne veut pas résoudre au fond les problèmes de principes, mieux vaut traiter les problèmes techniques et financiers ». Pour le secrétaire général de la Ligue de l'enseignement, « au-delà du privé, le problème essentiel reste l'adaptation du service public, auquel recourent 85 % des jeunes Français ». « Il faut, pense-t-il, renforcer le service public, donc le transformer, en faisant preuve d'une volonté politique accompagnée de mesures budgétaires ».

UNIVERSITÉ DE PARIS I FORMATION APPROFONDIE A LA GESTION IMMOBILIÈRE DE L'ENTREPRISE

- Candidats : demandeurs d'emploi (Bac + 2 ou équivalent)
- Durée : année universitaire
- Enseignement entièrement gratuit
- Possibilités de rémunération
- Équipe pédagogique composée d'universitaires et de praticiens de haut niveau

Documentation et inscription : Centre d'Éducation Permanente
14, rue Cujas, 75005
Tél. : 329-75-23.



1882
1982

« M. Darwin, est-ce par votre grand-père ou votre grand-père que vous descendez d'un singe ? »

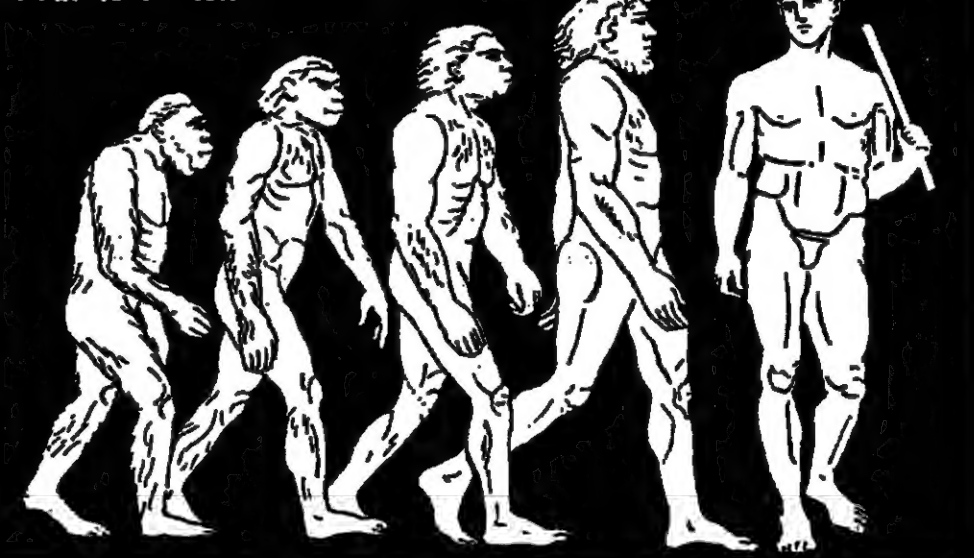
Le vendredi 29 juin 1880 plus de 700 savants se réunissent dans la grande salle de l'Université d'Oxford. Ils attendent « un certain M. Darwin qui, tout en ayant des diplômes scientifiques réguliers, ose tirer un trait sur toutes les théories établies par les sciences anthropologiques ».

Charles Darwin vient de publier l'*Origine des Espèces*, ouvrage dans lequel il affirme que toutes les espèces animales sont issues de quatre ou cinq formes vivantes primitives, ayant un seul et unique prototype. L'homme serait l'aboutissement de cette sélection naturelle.

L'homme tranquille par qui le scandale arrive.

Darwin a accumulé les preuves : les fossiles témoignent de l'évolution et les vivants aussi. Il démontre que la main de l'homme, le pied du cheval ou l'aile de la chauve-souris sont bâtis sur le même modèle et renferment les mêmes os. Il arrive à des conclusions troublantes : l'oeil possède 24 véritables embryonnaires exactement comme la queue de l'archaéoptéryx, cet animal mi-reptile, mi-oiseau qui vivait il y a 200 millions d'années. On retrouve la même évolution

Pour le centenaire de Darwin



Jean de Bonnot publie en édition d'art le livre scientifique le plus scandaleux : l'Origine des Espèces de Charles Darwin

La tranche supérieure, ainsi que la reliure sont à l'or véritable 22 carats. Tranchefiles et signet assortis. Les coins du livre sont pliés soigneusement à la main : long et minutueux travail des compagnons relieurs.

Format : in-octavo 14 x 21 cm. Le monde actuel voudrait considérer les livres comme un produit industriel périssable. Nous n'acceptons pas cette mode. Nous avons le respect de notre travail et désirons lui assurer la longévité d'antan.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent plus d'un siècle, cette révolution n'est pas tout à fait apaisée et si la science a dû accepter ses théories, toutes les religions s'y sont opposées : il aurait fallu jeter aux orbes la Bible, le Coran, le Talmud et tous les autres enseignements religieux. Darwin est encore interdit dans les écoles de plus de vingt États des U.S.A. Mais l'évidence est là : son génie ne peut être comparé qu'à celui de Copernic, de Galilée ou d'Einstein.

Livres d'art : prix éditeur. Jean de Bonnot présente cette œuvre fondamentale en deux magnifiques volumes d'art, reliés en plein cuir violet crépuscule. L'impression est sur papier vergé chiffon filigrané « aux canons ».

La tranche supérieure, ainsi que la reliure sont à l'or véritable 22 carats. Tranchefiles et signet assortis. Les coins du livre sont pliés soigneusement à la main : long et minutueux travail des compagnons relieurs.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent plus d'un siècle, cette révolution n'est pas tout à fait apaisée et si la science a dû accepter ses théories, toutes les religions s'y sont opposées : il aurait fallu jeter aux orbes la Bible, le Coran, le Talmud et tous les autres enseignements religieux. Darwin est encore interdit dans les écoles de plus de vingt États des U.S.A. Mais l'évidence est là : son génie ne peut être comparé qu'à celui de Copernic, de Galilée ou d'Einstein.

Livres d'art : prix éditeur. Jean de Bonnot présente cette œuvre fondamentale en deux magnifiques volumes d'art, reliés en plein cuir violet crépuscule. L'impression est sur papier vergé chiffon filigrané « aux canons ».

nant de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

À envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré, 75382 Paris Cedex 06
Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « l'Origine des Espèces » de Charles Darwin, auquel vous joindrez mon cadeau.
Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.
Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 168,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume, au même prix, le mois suivant.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code postal
Signature
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

DE M. PIERRE MAUROY

Point de vue

L'Europe retrouvée

Par ROLAND DUMAS (*)

M. Roland Dumas a occupé, dans le troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, les fonctions de ministre des affaires européennes durant tout le semestre au cours duquel, du 1^{er} janvier au 30 juin dernier, la France a délégué la présidence du conseil des Dix. Son nom figurait parmi ceux qui étaient le plus fréquemment avancés, dans la perspective du changement de gouvernement, pour le portefeuille des relations extérieures. Il dresse, ici, le bilan de ces six mois de présidence française et évoque les chances de la construction européenne.

L'Europe vient de traverser une longue période d'incertitude pendant laquelle les partisans les plus fervents de sa construction auraient eu bien des occasions de se décourager et de remettre en question leur engagement en faveur d'une Communauté unie, forte et libre. Mais la confiance, la solidarité et la richesse du lien communautaire ont fini par triompher du doute engendré par la pression des intérêts nationaux à court terme. C'est l'un des acquis fondamentaux des six derniers mois. Il ne faut pas s'y tromper, l'accord à Dix réalisé à Fontainebleau, qui complète celui de Bruxelles de mars dernier, traduit la réaffirmation d'une volonté collective de poursuivre l'œuvre entreprise.

Les Etats membres ont fourni, tous, les efforts nécessaires pour que chacun d'entre eux retrouve les motivations profondes de son adhésion au contrat communautaire. Comme il y a trente ans, le défi des mutations économiques et technologiques, auxquelles il n'est pas possible de faire face de manière isolée, a contribué à ce sursaut de la conscience européenne.

En janvier dernier, la France s'était fixée des objectifs ambitieux mais réalistes : résoudre les contentieux identifiés lors des conseils européens de Stuttgart et d'Athènes, accélérer les procédures de décision au sein de la Communauté, accélérer les négociations d'élargissement, et ouvrir les voies de l'Europe future, notamment dans le domaine politique.

Ces objectifs sont réalisés. Tous les dossiers qui étaient sur la table du conseil européen, certains depuis longtemps, ont trouvé une solution

acceptable pour chaque Etat membre : réforme de la politique agricole commune (PAC) maîtrisée de la croissance budgétaire, accroissement des ressources propres, corrections des déséquilibres budgétaires, mise au point de nouvelles politiques communautaires, etc.

La conférence des ministres, organe de décision et de gestion, joue à nouveau son rôle. Plus de quarante sessions ministérielles se sont tenues pendant la présidence française, et toutes ont permis d'adopter d'importants règlements et directives, dont certains pour la mise en œuvre des orientations arrêtées par le conseil européen. Pour y parvenir, la présidence française s'est engagée, comme la suggère la déclaration solennelle adoptée à Stuttgart, dans le voie d'un recours plus fréquent au vote à la majorité : ainsi une douzaine de textes importants — règlements réformant la politique agricole commune, règlement fruits et légumes, nouvel instrument de politique commerciale — ont-ils été adoptés à l'issue d'un vote.

Les négociations relatives à l'élargissement de la Communauté ont été accélérées, et il a été maintenu qu'elles devraient être achevées au 30 septembre prochain de manière à rendre possible l'adhésion effective de l'Espagne et du Portugal au 1^{er} janvier 1986. Ces échéances devraient être respectées, sans pour autant que soient abandonnées les intérêts légitimes des producteurs de l'Europe des Dix, en particulier des producteurs français.

Conformément à l'attente de ses citoyens, les Dix ont ressassé les

orientations autour desquelles l'Europe s'organiserait dans l'avenir. Deux comités ont été créés pour préciser, d'une part, les mesures susceptibles de renforcer l'identité européenne, et, d'autre part, les grandes lignes d'une nouvelle Union européenne.

A Bruxelles, comme à Fontainebleau, l'esprit européen a été préservé et les accords passés respectant les principes qui fondent le contrat communautaire : les Dix réaffirment leur solidarité tout en excluant les notions de « juste retour » et de « soldes net », étrangères à la Communauté.

Des résultats très significatifs

Quelques exemples illustrant la contribution essentielle des deux conseils européens, et en particulier de celui de Fontainebleau, au renforcement et à la relance de l'Europe. Tout d'abord, l'accord des Dix a permis de consolider la PAC, qui constitue l'un des acquis fondamentaux du traité de Rome. En l'absence d'un accord, l'agriculture européenne — et au premier chef l'agriculture française — aurait subi une crise dramatique. Et sur aucun des chapitres de la réforme antérieure par les décisions du conseil agricole de la Communauté, les intérêts des agriculteurs français sont sauvegardés.

La réduction de la production laitière française est relativement faible (3 %). Il semble qu'elle pourra être obtenue sans difficulté majeure, compte tenu du nombre élevé d'agriculteurs qui, à ce jour, ont d'ores et déjà manifesté le souhait de bénéficier des mesures d'aide à la cessation d'activité. De la sorte, le respect des décisions prises à l'échelon européen pourrait être assuré sans qu'il soit porté atteinte ni aux besoins particuliers des jeunes qui s'installent ni à ceux des régions défavorisées, telles les zones de montagne.

Pour la campagne 1984-1985, la France bénéficie d'une hausse moyenne des prix agricoles de 5 %, tandis que ceux-ci baisseront chez nos principaux concurrents, en raison notamment du démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires (MCM) positifs. Pour la première fois depuis leur création en 1969, ces MCM seront démantelés suivant un calendrier précis. Ainsi disparaîtra l'une des principales distorsions de concurrence, qui entravait le fonctionnement du Marché commun agricole.

A Bruxelles d'abord, à Fontainebleau ensuite, la Communauté a autorisé la RFA à apporter temporairement à ses agriculteurs une aide destinée à compenser les effets de la suppression des MCM. Cette aide est justifiée par l'ampleur considérable de la baisse du revenu des agriculteurs allemands, qui a atteint 20 % en 1983 par rapport à 1982 — contre 3 % en France.

Enfin, celle-ci a obtenu la mise en œuvre d'un nouveau règlement fruits et légumes, qui répond aux demandes des producteurs des régions méditerranéennes de la Communauté, et l'ouverture de négociations au GATT pour limiter les importations de produits de substitution des céréales d'origine américaine.

Le conseil européen de Fontainebleau a en outre apporté une solution au long problème du déséquilibre budgétaire britannique. Ce faisant, il a débarrassé la mise en œuvre d'une véritable maîtrise des dépenses budgétaires, dont le principe avait été adopté à Bruxelles. L'objectif recherché consiste à maintenir la croissance du budget de la Communauté dans des proportions raisonnables, au regard des efforts que la maîtrise des budgets nationaux impose aux populations des Etats membres. Un effort de maîtrise budgétaire garantit que les mesures de rigueur, indispensables à l'échelon européen, seront réparties sur l'ensemble des secteurs d'activités de la Communauté, et non seulement sur l'agriculture.

De même, du fait de l'accord sur la correction du déséquilibre budgétaire, le Royaume-Uni ne sera pas en mesure de bénéficier d'une aide financière supplémentaire, au lieu de la moitié en 1982 et 1983.

Ayant ainsi résolu les derniers contentieux hérités du passé, le conseil européen a pu, à Fontainebleau, se tourner vers l'avenir. Il a prévu la création d'un comité ad hoc,

chargé de mettre rapidement en œuvre diverses mesures destinées à rendre l'Europe mieux perceptible par chacun de ses citoyens. Elles sont pour certaines symboliques — drapeau et hymne européens, équipes sportives communes —, d'autres concernent des domaines fondamentaux pour la société européenne, par exemple la lutte contre la drogue ou les actions permettant à la jeunesse de l'Europe de participer concrètement au développement du tiers-monde.

L'accord sur le budget

L'accord sur la compensation britannique est en lui-même satisfaisant à bien des égards. Il ne met pas en cause les principes essentiels de la Communauté et des ressources propres, dans la mesure où les prélèvements et droits de douane versés par le Royaume-Uni sont dorénavant exclus du calcul de la compensation. Il est limité dans le temps, puisque son application est liée au relèvement du plafond des ressources propres : la correction subsistera tant que ce plafond restera à 1,4 %. Aucun mécanisme éternel n'a été mis en place. Enfin, il est nettement moins avantageux pour le Royaume-Uni que l'accord de mai 1980, dont ce pays avait bénéficié pour les années 1980 et 1981 : le déséquilibre pris en compte est plus étroit, et le taux de compensation est inférieur : 66 % contre 110 % en 1980 et 130 % en 1981. Et la compensation versée est elle-même moins importante, en valeur réelle — 1 000 millions d'ECU pour 1984 et 1 385 environ pour 1985, contre 1 175 pour 1980 et 1 410 pour 1981.

Le problème budgétaire allemand est réglé à un moindre coût, puisque la RFA paiera les deux tiers de sa part normale dans le financement de la correction britannique, au lieu de la moitié en 1982 et 1983.

Sur des sujets aussi sensibles, et à l'issue d'une longue crise qui pouvait remettre en cause l'existence même de la Communauté, il est remarquable que les Dix aient ainsi marqué leur volonté de s'attacher sans plus tarder à l'action. Faut-il y voir quelque inconscience, ou des gestes sans lendemain ? Non, sans aucun doute. L'Europe des Dix a survécu à de nombreuses crises ; elle vit, travaille et s'organise pour le siècle futur.

Aujourd'hui retrouvée, et unie dans l'effort, l'Europe s'est remise en marche pour répondre à l'attente de ses peuples et de sa jeunesse. La présidence française y a largement contribué. L'opinion internationale l'a comprise comme cela. C'est un honneur pour elle, et un encouragement formidable pour tous ceux qui, en France et en Europe, ont foi dans l'avenir du Vieux Continent.

TUBORG VERTE
COMPAREZ-LA
AVEC VOTRE BIÈRE
PRÉFÉRÉE.



La Tuborg verte. Son prix aussi va vous étonner.

DIPLOMATIE

Bataille pour deux présidences européennes

Deux présidences européennes, celle de la Commission de Bruxelles et celle du Parlement de Strasbourg, font actuellement l'objet d'une bataille dont la discrétion ne doit pas dissimuler l'opacité.

La seconde, il est vrai, prendra la semaine prochaine, avec la première session de la nouvelle Assemblée, un caractère public. Deux groupes ont déjà désigné leur président : les libéraux avec M. Simone Veil, et les socialistes avec M. Rudi Arndt (RFA), le belge Ernest Glorieux ayant été, pour rester fidèle à la tradition, victime des divisions entre Wallons et Flamands. Mais la lutte pour la présidence du Parlement sera d'une autre ampleur.

On prête à M. Pflimlin, ancien maire de Strasbourg, l'intention de briguer une fonction dans laquelle les deux présidences titulaires, M. Veil et M. Pflimlin (socialiste néerlandais) se verraient pour leur part assez bien reconduits. Existe-t-il, comme certains le prétendent, un accord secret entre les deux principaux groupes, socialistes et démocrates-chrétiens, pour se partager, à raison de deux ans et demi chacun, la présidence de l'Assemblée ? En tout cas, un homme au moins compte bien jouer les trouble-fête, et espère mettre finalement tout le monde d'accord, ou presque : M. Spinelli, l'auteur du fameux rapport sur l'Union européenne, à l'inspiration duquel M. Mitterrand a donné son aval le 24 mai dernier. Son apparentement au PCE parait pour l'instant réductible à bon nombre d'élus chrétiens-démocrates, en particulier allemands ; mais M. Spinelli aurait quelques amis agiles chez les socialistes, notamment français.

Quant à la présidence de la Commission de Bruxelles, elle ne sera vacante qu'à la fin de l'année, avec le départ de M. Thorn, mais elle suscite déjà toutes sortes de convoitises, de rumeurs et de pressions, qui pourraient retarder jusqu'au printemps le changement de gouvernement en France.

Trois candidats se sont officiellement déclarés : MM. Christensen, ministre des affaires étrangères, Arndt, commissaire néerlandais chargé de la concurrence, et Davignon, éminente personnalité belge de

la commission, responsable de la politique industrielle. Il s'agit notamment, pour ce dernier, d'un quatuor double : M. Davignon n'envisagerait pas de demeurer à la Commission, s'il n'en devenait pas le président.

M. Cheysson ou M. Delors ?

Mais deux autres candidatures, non déclarées, voire démenties, n'en passent pas moins ces jours derniers, pour avoir davantage de chances : celles de M. Cheysson et M. Delors. Le premier paraît même favori dans l'hypothèse où il céderait son portefeuille des relations extérieures. Quant à M. Delors, sa candidature faisait, ce mercredi à Bruxelles, l'objet de rumeurs de plus en plus insistantes et convergentes. Elle serait, en toute hypothèse, fort bien accueillie - mieux, même, que celle de M. Cheysson par certains pays, dont la Grande-Bretagne. Si la formation du nouveau gouvernement ne lui apportait pas les satisfactions espérées - mais n'est-ce pas déjà le cas avec l'accession de M. Fabius à Matignon ? - il pourrait donc le confirmer officiellement. Ce qui peut avoir quelques répercussions sur la composition du gouvernement, non seulement rue de Rivoli, mais au sein d'Orsay, et peut-être, par ricochet, dans un ou deux autres ministères. Sans avoir déjà été lui-même commissaire à l'Intérieur de M. Cheysson, M. Delors connaît parfaitement la mécanique communautaire. Une mécanique qui semble en revanche laisser M. Pflimlin, dont le fauteuil à la Commission de Bruxelles pourrait se trouver bientôt vacant.

Il avait beaucoup été dit, jusqu'au sommet de Fontainebleau, en juin, que la présidence de la Commission reviendrait à un Allemand. Le chancelier Kohl aurait finalement fait à M. Mitterrand ce royal cadeau. Un cadeau sans rapport, bien entendu, avec l'accord français sur l'exemption supplémentaire de TVA aux agriculteurs allemands, que Bonn demandait avec insistance, et qui a été concédé à M. Kohl lors du dernier conseil européen.

BERNARD BRIGOUDEIX.

Accord soviéto-américain pour la modernisation du « téléphone rouge »

Washington (AFP, Reuters). - Le président Reagan a annoncé lui-même, mardi 17 juillet, la signature d'un accord avec l'Union soviétique sur la modernisation du « téléphone rouge » reliant Washington et Moscou, accord qu'il a qualifié de « pas modeste, mais concret, dans le sens du renforcement de la stabilité internationale ». Cet accord, a-t-il ajouté, contribuera à « diminuer le risque qu'un accident, une erreur ou une mauvaise interprétation conduise à un affrontement ou à un conflit entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

Le président a précisé que l'adjonction d'un système de facsimilé à la ligne télégraphique existant depuis le 30 août 1963 entre la Maison Blanche et le Kremlin permettrait non seulement d'échanger des messages plus rapidement, mais, pour la première fois, d'envoyer des cartes ou des photos qui pourraient jouer « un rôle crucial en aidant à résoudre certains types de crises ou de malentendus ».

Un responsable américain a précisé que l'ancienne ligne télégraphique, inaugurée en août 1963, serait conservée parallèlement au nouveau système et que les travaux de modernisation seraient achevés dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois. Quand le nouveau système sera en place, a-t-il précisé, la vitesse de trans-

mission de documents entre Moscou et Washington sera triplée. Les circuits de transmission actuels - deux satellites (dont un Molnia soviétique) et un câble télégraphique - seront conservés, a ajouté ce responsable.

Selon une étude de la Rand Corporation, le téléphone rouge a été utilisé pendant les deux guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, le conflit indo-pakistanaï de 1971, l'invasion turque de Chypre en 1974 et l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979. Les Américains se sont refusés à dire s'il avait été utilisé depuis l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche en 1981.

[Selon le Washington Post, les Soviétiques ont refusé deux propositions américaines concernant la modernisation de ce système : une liaison directe entre les Etats-Unis et Moscou, et une autre entre chaque capitale et son ambassadeur auprès de l'autre superpuissance. La signature de cet accord démontre néanmoins que, malgré leur hostilité envers le président Reagan, les dirigeants actuels du Kremlin n'ont pas renoncé au contrôle des crises. Plus que les précédents, ces dirigeants s'attachent à ne laisser impliquer contre leur gré dans des situations qui ne seraient pas de leur fait et risqueraient de conduire à une dangereuse escalade entre les deux superpuissances.]

Le camion soviétique présenté comme une « valise diplomatique » a quitté la Suisse sans avoir été ouvert

De notre correspondant

Berne. - Comme un coffre-fort de banque suisse, le camion soviétique immobilisé depuis près d'une semaine dans l'enceinte de la mission de l'URSS auprès des Nations unies à Genève (le Monde du 17 juillet) aura gardé son secret jusqu'au bout. Aucun accord n'a été intervenu, les Soviétiques ont préféré rapatrier le véhicule litigieux plutôt que de présenter un inventaire de son contenu aux douanes helvétiques. Le poids lourd, toujours plombé, est reparti mercredi matin 18 juillet, à 5 h 30, pour Moscou via Bâle et l'Allemagne fédérale.

Alors que les pourparlers étaient au point mort, la mission soviétique avait demandé, mardi, que le camion puisse quitter la Suisse avec son chargement. Jusqu'au dernier moment, les Soviétiques se sont ob-

stinés à vouloir faire passer ce camion de 9 tonnes pour une « valise diplomatique ». De leur côté, les douanes helvétiques n'ont cessé, tout aussi fermement, de réclamer un inventaire du convoi, comme il est d'usage pour les chargements diplomatiques.

J.-C. B.

[Aucune indication, et pour cause, n'a pu être recueillie sur le contenu du camion-valise. Mais l'explication la plus simple qui vient à l'esprit est qu'il s'agit de matériel d'équipe. La déception de l'URSS auprès du centre européen des Nations unies est proche de la mission des Etats-Unis, et il peut être intéressant pour les Soviétiques de savoir ce que se disent entre eux leurs homologues américains, notamment lors des discussions sur le contrôle des armements.]

PROCHE-ORIENT

Israël en mal d'Israël

(Suite de la première page.)

Dix heures du matin, au cœur de la Jérusalem sacrée. Dans le Yashiva, l'ancien Collège, l'un des deux seuls écoles religieuses juives implantées en quartier arabe, l'incessant bruit de rue des églises à l'étage étouffe la rumeur venue du sous-sol. La quarantaine souriante, le rabbin Shlomo Aviner, maître des lieux, né en France, se présente comme une « colonie » du Gush Emounim (Bloc de la foi), le mouvement annexionniste auquel appartiennent la plupart des terroristes emprisonnés.

« Je désapprouve leurs actes, explique-t-il d'une voix douce et persuasive, mais je comprends leurs intentions. Ils veulent exprimer leur colère contre la complaisance dont bénéficient ceux qui ont pour seul objectif la disparition d'Israël. Je crois au messianisme, car la résurrection du peuple juif est la clé d'or de la réussite de l'histoire humaine. Mais je condamne ceux qui veulent faire sauter les deux grandes mosquées de Jérusalem. Leur geste relève d'un mysticisme quasi magique. Je respecte l'Etat. Pourtant, il faut savoir désobéir aux lois quand elles sont immorales. La colonisation d'Eretz Israël [l'Etat juif dans ses frontières bibliques] est la loi suprême. »

« Nous n'avons rien contre les Arabes, poursuit-il. En tant qu'individus, ils méritent respect. Ils ont toujours été au statut de résidents étrangers prévus par la Torah. D'ailleurs, certains profitent de cette possibilité que nous leur donnons. Mais, question souveraineté, cette terre nous appartient. Une absence forcée de deux mille ans ne peut nous priver de nos droits historiques. En venant à la Yeshiva, mes élèves reçoivent souvent des pierres. Ils me disent : j'ai été attaqué trois fois. Ce sont des accidents du travail. »

« A court terme, reconnaît-il, le problème palestinien est sans solution. Mais les Arabes changeront d'avis. Si nous sommes puissants, ils nous acceptent. » Shlomo Aviner n'est avant tout un homme d'étude. Il rassemble avec soin et publie les leçons du rabbin Kook, maître à penser du sionisme religieux. Le soir, il est aussi colon à Beit El, petite implantation proche de Ramallah. « Vous savez, soupire-t-il, nous avons assez de nous balader le pistolet à la ceinture. Le sionisme est le mouvement le plus moral qui soit. »

Khomeinisme juif ?

Pour les théoriciens du Gush Emounim, c'est le « doigt de Dieu » qui désigne les territoires occupés ou plutôt « libérés ». En 1967, Dieu, disant-il, nous veut « ici et maintenant ». A leurs yeux, rendre un seul pouce d'Eretz Israël à son pouvoir arabe quel qu'il soit ne constituerait pas seulement une faute politique, mais un péché mortel. Leurs références bibliques n'étant pas innocentes, ils assimilent les Palestiniens de 1948 aux Amos d'Israël, le peuple que Jésus avait réprimé de détruire.

Khomeinisme juif ? Les disciples du Gush Emounim, en tous cas, font de la Bible une lecture rigide, exclusive, fondamentaliste. Néanmoins, ils ne le « jugent de la Torah » ? La réponse est délicate : une politique irrationnelle, éthico-centrée, autoritaire et paradoxale. Tout est permis aux fils d'Israël, eux qui luttent pour leur survie. Avant de commettre leur crime, les membres du réseau anti-arabe faisaient bêtise leurs armes par des rabbins.

Ces religieux extrémistes, pour qui la destruction du temple juif est liée à celle de la terre, trouvent aux rocaillieuses collines de Judée-Samarie un attachement vicieux. « Ils réduisent le judaïsme tout entier à une religion, écrit le romancier Amos Oz, la religion entière à un culte et le culte à un unique élément : l'intégrité territoriale. Mais il n'existe pas de terre opprimée. Il n'y a que les hommes opprimés pour lesquels le mot libération revêt un sens précis. Nous n'avons pas libéré Hébron et Ramallah. Nous les avons conquis. » (1).

Dans la trilogie judaïque terre-peuple-Torah, le Gush Emounim privilégie résolument la terre en négligeant les hommes et l'enseignement moral.

« Notre identité nationale, souligne M. Haréven, ne peut se réduire à la terre, fut-elle biblique. Celle-ci n'est qu'un lieu où l'on donne un sens à sa vie. »

Minoritaires mais non marginaux

Les militants du Gush Emounim sont une infime minorité : un Israélien sur mille peut-être. Mais leur influence politique déborde de très loin leur importance numérique. L'idéologie qu'ils prônent de manière exacerbée, et le humeur diffuse et adoucie - dans l'air du

temps. La primauté des droits territoriaux du peuple juif sur le Grand Israël « de la Méditerranée au Jourdain », l'exaltation de la puissance des armes, la croyance grasse que les Arabes comprennent le seul langage de la force, la conviction plus ou moins avouée que sur la terre promise « il n'y a pas de place pour deux » : tous ces axiomes expriment l'idéologie au pouvoir que partagent à des degrés divers une bonne moitié d'Israéliens.

Le Gush Emounim naquit sous le règne travailliste. Son fondateur, le rabbin Moshe Levinger, nat d'ailleurs habilement jouer des rivalités qui divisaient alors le parti gouvernant. Mais c'est avec l'avènement du Likoud qu'il prit son essor. Loin d'être des marginaux, les membres du réseau clandestin appartiennent à l'établissement : des territoires. Personnalités instruites et dévouées, ils furent les figures de proue de la colonisation en Cisjordanie. Avant de devenir des criminels, ils cultivèrent des amitiés dans l'administration et l'armée, requerront des encouragements en haut lieu, trouveront des partisans à la Knesset.

Faut-il s'étonner si, dans le climat actuel entretenu par le Likoud, un groupe d'hommes convaincus et motivés qui avaient eu longtemps les cordes franches choisissent un jour de recourir à l'insurrection en espérant surprendre l'ennemi ? Si la violence privée relaye la répression publique jugée à tort ou à raison défailante, après le meurtre de plusieurs colons juifs à Hébron ? En Cisjordanie et à Gaza, l'insécurité n'est pourtant pas l'affaire des seuls résidents juifs. Selon une statistique citée par le Jerusalem Post, seize civils israéliens et quatre soldats, mais aussi trente-deux Arabes, sont morts - entre 1978 et 1984 - victimes de la violence politique dans les territoires occupés. Les condamnations officielles du terrorisme juif sont pour le moins ambiguës. Tout en désavouant ces débordements de la « révolution sioniste », le premier ministre, M. Shamir, les attribue à un « excès d'amour » patriotique. Avant même que les accusés ne soient jugés, il évoque la possibilité de leur pardonner. Leurs amis et leurs partisans les tiennent pour des « amants éperdus de Zion », peut-être pénalement coupables et politiquement faillits, mais moralement innocents. L'opinion publique partage assez souvent cette appréciation bienveillante. Selon un sondage du quotidien Haaretz, plus d'un Israélien sur trois souhaite, au pire, contre les « terroristes juifs », un châtiment purement symbolique.

Une poussée de chauvinisme

Ces idées déteignent sur la jeunesse. Les enquêtes conduites dans les collèges font apparaître une poussée de chauvinisme et d'intolérance, un mépris accru pour la presse et la démocratie parlementaire. « Ils sont bêtes, bronzés, fiers et libres. Ce sont de vrais sautres modistes 84 nous l'avez dit », les écoliers, en français, disent-ils. « Les Arabes sont des animaux... » « Si on ne demande de les jeter à la mer, je n'hésiterais pas un instant. Aucun terroriste ne doit être capturé vivant. » Ces adolescents ont pour héros le fougueux général Rafael Eytan - « Rafoul » pour tout le monde - ancien chef d'état-major blindé après le massacre de Sabra et Chatila. L'Israélien visite les lycées, « Rafoul » fait un malheur.

Allié au parti annexionniste Tehiya (Renaissance), « Rafoul » profitera sans doute de cette crispation chauvine. L'extrême droite musclée devrait d'ailleurs réaliser, le 23 juillet, un score sans précédent. Les sondages l'ont crédité de sept à huit sièges (contre trois dans le Parlement sortant). Quant à ces jeunes nourris de certitudes simplistes, ils ne font qu'emprunter au Likoud son langage pratique. Après tout, M. Begin traite les Palestiniens d'« animaux bipèdes ». « Rafoul », les comparait aux « cafards » et le vice-président de la Knesset conseillait récemment « d'arracher les yeux des terroristes arabes ».

« Les Israéliens se répartissent en trois grandes catégories politiques, observe M. Avner. Deux sur dix se situent très à droite, à peu près autant sur le spectre à gauche. Le reste, soit plus d'un citoyen sur deux, a des opinions ambivalentes, notamment envers les Arabes. Beaucoup donc dépend des chefs. M. Begin avait plutôt fait fond sur la peur de ses compatriotes. D'autres dirigeants peuvent solliciter des sentiments moins négatifs. »

Cette « peur géographique » reste une donnée majeure de la psychologie israélienne. La « ligne verte » - celle qui marquait les frontières d'avant 1967 - n'existe plus, répète volontiers M. Shamir. Mais il est peut-être électoralement utile de raffermir les frontières. Des militants du Likoud sont allés, il y a peu, en un geste d'encensement, peindre en

vert le macadam entre Netanya et Tulkarem, là où, sur l'ancienne frontière, l'Etat juif était assailli le plus fragile. Et c'est le travailliste Abba Eban qui disait un jour : « La ligne verte, c'est la ligne d'Auschwitz. »

Israël apprendra-t-il, comme le souhaite Amos Oz, « à se libérer des cauchemars du passé et des rêves de grandeur » ? Le vieux « complexe de Messias » n'est pas mort. La tentation de l'isolement alterne face à un monde hostile demeure vivace. Elle découle d'un raisonnement fataliste qu'on peut résumer ainsi : « Les Arabes nous haïssent et ne songent qu'à nous exterminer. Des décennies passeront avant qu'ils ne nous acceptent vraiment. En attendant, tout compromis territorial porterait atteinte à notre sécurité. Les Israéliens qui pensent autrement sont au mieux des naïfs, au pire des traîtres. » Le spectre d'un monde arabe menaçant légitime l'insécurité spatiale qui brûle le regard et empêche d'engager le pari de la paix. Ce que le poète et chanteur de sionisme pionnier Haim Gouri appelle un « désespoir historique ».

« Sommes-nous devenus des pharaons ? », interroge l'éditorialiste du Jerusalem Post. Depuis dix-sept ans, l'Etat hébreu est bon gré mal gré une mini-puissance coloniale qui fait régner sur Eretz-Israël un double régime juridique. Pour le philosophe Yitzhak Yovel, cette réalité politico-militaire blesse la morale juive : « Notre attachement aux humanités occidentales, dit-il, doit rester notre principale force vis-à-vis de nos ennemis. L'immoralité est signe de l'impulsivité. »

L'idéologie du « Grand Israël », estime Amos Oz, a engendré une forme d'« autisme moral » envers les Palestiniens des territoires occupés et risque de ramener le peuple juif à l'époque biblique du « tribalisme cruel et fanatique ». Pour lui égarer cette régression historique, un seul choix s'offre sans doute à l'Etat d'Israël : savoir se montrer en même temps « fort et généreux ». Tel est peut-être le véritable enjeu stratégique et moral des élections.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Les Voix d'Israël, Cathana Levy, 1983.

Prochain article :

UNE OCCUPATION IRRÉVERSIBLE

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

ARRIVÉE DU PRINCE NORODOM SIHANOUK A PARIS. - Le prince Norodom Sihanouk, président du gouvernement cambodgien de coalition, est arrivé mercredi 18 juillet à Paris en provenance de Pékin. L'ancien chef d'Etat du Cambodge se rend fin juillet en Egypte avant d'être reçu le 8 août par le président Mitterrand. (Voir le Monde daté 15-16 juillet).

Etats-Unis

UN ATHLETE POLONAIS DEMANDE L'ASILE POLITIQUE. - L'athlète polonais, Edward Stawinski, médaillé d'or aux Olympiques des handicapés le mois dernier, a décidé de rester aux Etats-Unis, où il a demandé l'asile politique. M. Stawinski, âgé de vingt-quatre ans, se trouve actuellement sous la protection du FBI, pendant que sa demande est examinée par les services compétents. (AFP).

Maroc

HASSAN II ET LA COMMUNAUTE ISRAËLITE. - Le secrétaire général du Conseil des communautés juives du Maroc, M. David Amar, a été décoré par le roi Hassan II de l'Ordre du Trône, l'une des plus hautes distinctions marocaines, à son arrivée de source officielle marocaine mardi 17 juillet. Cette décoration a été remise à M. Amar par le roi à l'occasion de la fête de la Jeunesse célébrée la semaine dernière au Maroc. Lors du congrès bi-annuel du comité des communautés israéliennes du Maroc, qui s'était tenu en mai à Rabat, M. Amar avait déclaré : « La coexistence fructueuse entre juifs et Arabes est une réalité que nous vivons quotidiennement au Maroc. » (AFP).

Pérou

LE TIERS DU PAYS DANS LE NOIR. - Les guérilleros maobistes du Sendero lumineux ont commis dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 juillet une série d'at-

Egypte

LA COMPOSITION DU CABINET HASSAN ALI

La constitution, au Caire, du gouvernement du général Kamal Hassan Ali est marquée, outre l'arrivée de M. Essam Abdelnagid aux affaires étrangères et du général Ahmed Rouchdi à l'Intérieur (le Monde du 18 juillet), par plusieurs autres changements de ministres ou d'attributions dans d'autres ministères, notamment techniques. En voici la liste, publiée le mardi 17 juillet, dans l'ordre de préférence officielle :

- Education : M. Abdessalam Abdelghaffar. M. Mustapha Helmi, qui détenait ce portefeuille dans l'équipe sortante, conserve l'enseignement supérieur et la recherche, avec le rang de vice-premier ministre.

- Administration locale : général Hassan Abou Basma, précédemment ministre de l'Intérieur ;

- Plan et coopération internationale : M. Kamal Ganzouri, qui, dans le précédent gouvernement, ne détenait que le plan ;

- Tourisme et aviation civile : M. Wagih Chindi, qui était auparavant chargé de l'investissement et de la coopération internationale ;

- Affaires du Parlement (Assemblée et Sénat) : M. Toufik Ismail, précédemment au tourisme, regroupé sur son nom deux anciens ministères d'Etat ;

- Industrie : M. Mohamed Abdelwahab remplace M. Mohamed Ghannouchi ;

- Pétrole et mines : M. Abdelhadi Kandil, précédemment à la tête de l'Organisation générale égyptienne des pétroles, entre au gouvernement à la place de M. Ezzedine Helal ;

- Habitat et infrastructures : général Mohamed Sidki. L'habitat a été retiré à M. Hassaballah Kafroui, qui conserve, dans le nouveau cabinet, la construction, les villes nouvelles et la bonification des terres ;

- Irrigation : M. Essam Abdelhamid remplace M. Abdelhadi Samaha ;

- Affaires du conseil des ministres et développement administratif : M. Aref Elbeid remplace M. Mahmoud Abdelbaki ;

- Biens religieux (islamiques) : M. Mohamed Aboulmou, professeur à l'université islamique El-Azhar, succède au cheikh Ibrahim El-Dessouki. - (Corresp.)

AMERIQUES

Les délégués

Les délégués... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

EUROPE

Les... contre les intérêts

Les... contre les intérêts... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)



AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA CONVENTION DE SAN-FRANCISCO

Les délégués démocrates ont accueilli par une ovation le discours du pasteur Jackson

De notre envoyé spécial

San-Francisco. — MM. Hart et Jackson ont déjà reçu leur prix de consolation lors de la discussion, mardi 17 juillet, sur le programme électoral du parti. Ce mercredi, les trois candidats à l'investiture démocrate auront compté leurs voix, et, jeudi (c'est maintenant joué), les délégués partiront, unis derrière M. Mondale, à la bataille contre M. Reagan.

L'ancien vice-président a dû composer pour arriver à un tel résultat, mais à en juger par le discours de M. Jackson, mardi, le marché n'était pas mauvais. Puissant et inspiré, sans rien concéder de ses idées tiercé-mondistes, mais extrêmement prudent et modéré, le pasteur baptiste a su se faire ovationner par la convention entière et montrer quel draineur de votes noirs il sera d'ici à novembre. Ce fut un grand moment oratoire, fascinant, car M. Jackson a décliné de refuser à s'imposer, lui, un Noir, comme l'une des toutes premières figures du Parti démocrate.

Les marchandages d'abord. Cinq différends portant sur le programme politique élaboré le mois dernier en commission restaient à trancher par la convention. Quatre d'entre eux étaient soumis aux délégués par M. Jackson, le dernier par M. Hart, et les votes promettaient d'être serrés car dans certains cas un glissement des partisans de M. Mondale était possible. Les sentiments pacifistes des délégués pouvaient en effet aider M. Jackson à obtenir de l'éventuel président démocrate l'engagement de pratiquer des coupes sévères dans le budget de la défense et de renoncer à une première frappe nucléaire. La persistance du traumatisme vietnamien pouvait, elle, faire aboutir la proposition de M. Hart d'interdire pratiquement toute intervention militaire à l'étranger — sous-entendu, dans le golfe Persique et en Amérique centrale.

Tablant sur les sentiments antiracistes de la convention, M. Jackson avait également des chances de faire interdire dans le Sud, où elles sont

pratique courante, les primaires démocrates à deux tours qui, selon lui, permettent aux voix blanches de se regrouper au second tour sur un candidat à la candidature blanc. Dernier problème : le pasteur baptiste voulait faire accepter par les démocrates la pratique des quotas d'embauche réservés aux Noirs et aux autres minorités dans le cadre de la politique d'intégration au monde du travail des communautés défavorisées. Il n'avait aucun espoir de gagner un tel vote, mais celui-ci aurait tracé une barrière raciale parmi les délégués.

Des succès pour M. Mondale

La veille (le Monde du 18 juillet), les trois candidats à l'investiture s'étaient réunis pour voir comment travailler ensemble à la victoire de celui que les délégués avaient désigné. Toute la nuit et toute la matinée, leurs collaborateurs ont négocié dans un demi-sécour, ni sur la première frappe, ni sur la suppression des primaires, à deux tours qui aurait fait basculer trop de démocrates du Sud vers les républicains. On a voté sur ces trois points et M. Mondale a gagné. Sur la question des quotas en revanche un amendement miracle à l'amendement Jackson a noyé le poison et la commission a entériné par acclamation le texte modifié du pasteur. Quant à M. Hart il a eu mieux encore : son texte a été adopté tel quel, après qu'un membre de la Chambre proche de M. Reagan en eut fait une exception limitant son application à l'Amérique centrale.

Avant l'annonce de ce qui se traitait par les télévisions, les délégués de chaque camp ont vite compris que leurs chefs de file s'étaient mis d'accord. Il n'y a pas eu de ratés, mais des ovations avant que M. Jackson ne prenne la parole.

Pour une bonne partie de la salle, il sent le soufre, soit parce qu'il a bousculé le Parti en brisant le monopole blanc de la candidature à la Maison Blanche, soit parce qu'il a trop de sympathie pour les sandinistes et de compréhension pour M. Castro, soit encore parce qu'il a souvent donné le sentiment de voir dans les juifs américains des ennemis personnels.

D'emblée, on sentait, il s'attire des applaudissements nourris en affirmant sa loyauté au Parti. « Je demande votre vote (...), dit-il, mais je serai fier de soutenir celui qui aura gagné la convention. » Puis il soulève ce dont il doit être remercié (« Dans les bons moments de ma campagne, j'ai fait un peu de bien (...), dit-il, quelques-uns des abstentionnistes noirs de l'indifférence et l'apathie », et s'excuse de ce qui peut lui être reproché : « Dans les mauvais moments, dit-il, j'ai ravivé les peurs de certains [les juifs] : pardonnez-moi, je vous en prie. »

Dans ce pays chrétien, les délégués sont maintenant chauffés à blanc, et M. Jackson, invoquant l'ancien vice-président, M. Hubert Humphrey, père spirituel de M. Mondale, plaide pour la réconciliation du Parti, après une lutte qui « devrait nous rendre meilleurs et non amers ». Ses mains s'agitent, sa voix s'enflamme, les formules ciblées et rimées s'entrechoquent et la « coalition arc-en-ciel », œuvre de M. Jackson, déploie ses couleurs « rouge, jaune, brune, noire et blanche » devant une convention fascinée et appelée à inclure les « Arabes américains » dans l'alliance des minorités derrière le Parti.

Pourtout Roosevelt que Reagan

Voilà qui est peut-être un peu dur à faire passer, mais M. Jackson ajoute aussitôt les handicaps à l'arc-en-ciel et lance (énorme ovation) : « Je préfère Roosevelt dans sa chaise roulante à Reagan sur son cheval. » La politique économique du président sortant est alors longuement démolie à cause de ses conséquences sociales. M. Reagan, dit-il, « essaie de substituer les dragageurs et la prière aux emplois et à la nourriture (...). Il a supprimé les bons alimentaires (...) et dit « Priez ». » Mais, dans la prière, poursuit M. Jackson, vous êtes supposé remercier Dieu de la nourriture que vous allez recevoir, et non de celle qu'on vient de vous enlever. »

« Le boom de 1984 sera le boom de 1985 », lance-t-il encore, avant de passer à la politique étrangère. Il plaide pour la paix contre les armements nucléaires, défend Solidarité (« un syndicat légitime »), mais demande que les Etats-Unis condamnent aussi fermement l'apartheid sud-africain que le général Jaruzelski. Sur le Proche-Orient, il évite de prononcer le nom de l'OLP, mais parle de la nécessité d'une reconnaissance mutuelle fondée sur les accords de Camp David.

Paraphrasant le plus célèbre des discours de Martin Luther King, M. Jackson en est à sa péroraison. Les démocrates, explique-t-il, doivent avoir une « vision » et inspirer « la révé et l'espoir », afin que l'on vote pour eux et non pas seulement contre M. Reagan. « Révé, crie-t-il à la jeunesse des laudis. Ne mettez pas de drogue dans vos veines, mais de l'espoir dans vos esprits. »

« Révé, poursuit-il, de paix, choisissez la race humaine contre la course au nucléaire. » « Révé de médecins, mais de médecins plus préoccupés de santé publique que de richesse personnelle. »

« La foi, l'espoir et les rêves prévalent », conclut-il, en répétant trois fois : « Notre temps est venu. Notre temps est venu. Notre temps est venu. » Le temps de qui ? La réponse était, bien sûr, à la carte.

BERNARD GUETTA.

AFRIQUE

Guinée-Bissau

Le président Viera a remanié le gouvernement

Le président de la Guinée-Bissau, le général João Bernardo Viera, a annoncé, mardi 17 juillet, la composition de son nouveau gouvernement. Ce remaniement ministériel était attendu depuis deux mois, à la suite des élections législatives et de la désignation du chef de l'Etat. L'ancien premier ministre, M. Victor Saude Maria, avait été démis de ses fonctions en mars dernier, après avoir été accusé d'une tentative de coup d'Etat. Les deux vice-présidents du Conseil d'Etat (dont le général Viera est le président), M. Paulo Correia et le colonel Jafai Camará, conservent une place éminente dans le nouveau gouvernement, où ils occupent respectivement les fonctions de ministre de la justice et de ministre des forces armées.

La plupart des membres du nouveau cabinet occupaient déjà des

fonctions ministérielles dans le précédent, on en avait occupé auparavant. Toutefois, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Julio Semedo, qui est membre du comité central du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), n'avait fait partie, jusqu'à présent, d'aucun gouvernement. Il succède à ce poste à M. Fidelis Cabral d'Almada, qui devient ministre de l'éducation. Parmi les principaux ministres, on relève les noms de MM. Vasco Cabral (ministre auprès de la présidence, chargé des affaires économiques) et Bartolomeu Simoes Pereira (coordination économique, plan et coopération internationale). Le colonel José Pereira (sécurité nationale et ordre public) et M. Victor Freire Monteiro (finances) conservent leurs attributions. — (AFP.)

ASIE

LU

« LES DIABLES DE PAPIER », de P. FRANCHINI et J. PASQUALINI

Le roman d'une conspiration à Pékin

UN jour de l'été 1951, la presse chinoise annonce la condamnation de sept « espions » étrangers de nationalités diverses mais tous présentés comme des agents des Etats-Unis. Chef d'accusation principal : avoir participé directement ou indirectement à un projet d'attentat contre le président Mao Zedong et d'autres dirigeants de la révolution chinoise. Corps du délit : un mortier de tranchée « découvert » au domicile de l'un des accusés, italien, et qui devait servir à bombarder la tribune officielle de la place Tien-An-Men le 1^{er} octobre 1950, jour anniversaire de la fondation de la jeune République populaire.

Histoire énorme et que l'on rangerait dans la catégorie des épisodes imaginaires si ne subsistaient aujourd'hui des traces du procès — ainsi que quelques témoins, proches de ceux qui en furent les victimes. C'est de cette affaire que Philippe Franchini et Jean Pasqualini ont choisi de faire un roman, dont les principaux protagonistes ont bel et bien existé, et qu'ils relatent dans un esprit, pourrions-nous dire, d'autant plus véridique qu'il procède de la fiction.

1950 : la guerre de Corée bat son plein et la Chine communiste à peine naissante se sent menacée. Contre-attaque sur le Yalu et jusqu'au 38^e parallèle, mais aussi sur le front intérieur : il s'agit de démontrer la réalité et la gravité des menaces que fait peser un impérialisme américain dont les souvenirs sont encore tout proches, puisque les bagages laissés par quelques-uns de ses représentants sont encore en terre de Chine. Invention ? Pas seulement chinoise en tout cas, puisqu'il ne manque pas à Pékin de survivants de l'époque des compradors, rêvant d'un MacArthur libérateur qui ferait sentir aux « rouges » toute la puissance de l'Amérique.

Chacun se connaît, de près ou de loin, dans ce petit monde désemplé par les bouleversements qu'ont entraînés la fin de la seconde guerre mondiale et la victoire des communistes sur les troupes de Tchang Kai-chek. Toutes sortes de personnages s'y côtoient — avec plus ou moins de sympathie — de l'ancien missionnaire devenu évêque auxiliaire à l'antiquaire douteux prêt à tout pour de bonnes affaires, en passant par une brochette d'Italiens et d'Allemands respectés de leurs fascismes respectifs, un archéologue français convaincu que ses recherches finiront tôt ou tard par intéresser le nouveau régime, un malheureux japonais, enfin, vulnérable survivant des armées impériales d'occupation.

Il fallait toute l'imagination des services chinois de sécurité pour concevoir l'idée d'un complot meurtrier dont ces fragiles individus seraient les acteurs potentiels. Et tel est bien le thème de ce *Diablos de papier*, où l'on voit naître dans la tête du jeune Ma Yunshan — expression — sollicité par ses chefs — toutes les péripéties d'une conspiration qu'il s'agira ensuite, mais ensuite seulement, de faire avouer par les intéressés. Avez d'autant plus indispensables que les faits incriminés sont difficiles à croire et qu'eux seuls peuvent rendre tangible le danger intérieur que l'on veut dénoncer.

Un « rite expiatoire »

Jean Pasqualini a déjà décrit dans son *Prisonnier de Mao* (1) l'impitoyable mécanique des interrogatoires aux mains de la sûreté chinoise, l'usage de la faim et du manque de sommeil dont souffrent les détenus, les frêles espoirs qui font consentir à admettre pratiquement n'importe quoi. Il s'agit cette fois d'un roman, écrit à deux de surcroît, autorisant donc quelques légèretés — comme l'évocation des fantasmes amoureux du jeune Ma — qui n'auraient guère trouvé leur place dans un témoignage.

Mais il reste, à travers ce récit en forme de politique-fiction, le sentiment d'une fascination multiple. Pour la Chine d'abord, familière aux auteurs et dans une réalité assez différente de celle que suggère la propagande officielle. Peut-être aussi pour un monde disparu, le Shanghai des années 30, dont la runerie bourgeoise à travers les souvenirs de ces hommes et de ces femmes désormais aux prises avec cette « machine purificatrice aux odeurs fades de désinfectant ».

Mais fascination aussi, plus étrange et paradoxale, pour le « rite expiatoire » dont fait partie ce montage pseudo-judiciaire. Un sentiment de compréhension était déjà perceptible dans l'image que le *Prisonnier de Mao* donnait de ses geôliers. On frôle l'estime lorsque Philippe Franchini et Jean Pasqualini exhortent le « cadre Ma » — qui a conduit l'affaire de bout en bout — du sang finalement versé, comme si l'homme qui n'a cessé de promettre la clémence de la justice du peuple à ceux qui reconnaissent leurs « crimes » était trop intègre pour avoir voulu cela.

ALAIN JACOB.

(1) Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao* — Sept ans dans un camp de travail en Chine, Gallimard, 1975.

Les *Diablos de papier*, de Philippe Franchini et Jean Pasqualini, Presses de la Cité, 263 p., 75 F.

EUROPE

Espagne

Les représailles de l'ETA contre les intérêts français demeurent limitées

Bilbao. — « Une campagne sans précédent de l'ETA contre les intérêts français au pays basque ? Cette crainte ne paraît exagérée. Ce n'est pas la première fois que des objectifs français sont atteints dans la région ; de plus, les actions de ces derniers jours ne dénotent pas un niveau d'organisation très élevé. Brûler de nuit une voiture est à la portée de n'importe qui. Ce qui attire l'attention, au contraire, est la faiblesse de la riposte de l'ETA par rapport aux mesures prises contre elle en territoire français. »

Le patron, qui nous tient ces propos, en a vu d'autres : chef d'une filiale d'entreprise française installée au Pays basque, il y a plusieurs années qu'il ne se déplace qu'en voiture blindée, et se firme a déjà été victime de sept attentats. Il n'est pas le seul à vouloir tempérer les craintes surgies au nord des Pyrénées : les milieux d'affaires et les diplomates français du Pays basque espagnol n'ont pas le sentiment d'être au bord de l'embrasement général.

Certes, de nombreuses voitures immatriculées en France ont été incendiées ces derniers jours. La presse espagnole a mentionné cas de quatre véhicules brûlés dans les rues de Pampelune dans la nuit du 13 au 14 juillet.

Une voiture française a été incendiée la même nuit dans un camping près de Guernica ; une autre a connu le même sort la nuit suivante, à Ondarroa (le port d'attache des deux bateaux de pêche mitrillés par la marine française en mars dernier).

Mais ces actions ne sont pas nouvelles. En février et mars derniers, après les premières mesures d'expulsion prises par Paris à l'encontre de Basques espagnols, des bombes avaient déjà explosé en Biscaye et au Guipuzcoa, aux sièges de succursales de banques françaises et de concessionnaires de Peugeot et de Renault. Ces attentats avaient été revendiqués par un mystérieux Comité de soutien

De notre envoyé spécial

aux réfugiés basques. On pense à Bilbao qu'ils étaient l'œuvre de l'ETA-militaire elle-même.

C'est le même comité qui a revendiqué les dernières agressions. Aussi les autorités espagnoles ont-elles adopté plusieurs mesures de sécurité. Le consulat de France à Bilbao est gardé par la police nationale, tandis que la garde civile et la Ertzaina (police autonome basque) ont offert leur protection aux cañons français, qui circulent à nouveau en convoi, comme en mars dernier. Mais ce système est difficilement applicable aux voitures de tourisme. De même, il est pratiquement impossible de protéger individuellement les deux mille trois cent cinquante-cinq Français officiellement recensés au Pays basque espagnol, dont mille trois cent cinquante-cinq pour la seule province du Guipuzcoa.

Moins de touristes

Malgré le communiqué menaçant à l'égard de Paris, rendu public le 13 juillet par l'ETA-militaire, les milieux français à Bilbao ne semblent pas redouter une escalade périlleuse. L'organisation séparatiste semble avoir perdu, en effet, une partie de sa capacité opérationnelle. En outre, elle a conscience qu'attaquer la France de front rendrait sa position encore plus difficile. « L'ETA sait qu'elle ne peut pas lutter sur deux fronts à la fois », affirme un journaliste qui connaît bien les rouages de cette organisation. La riposte aux mesures prises en France sera donc soigneusement graduée. Evidemment, si Paris accordait une extradition, on peut prévoir une réponse plus dure. De même, on ne peut exclure que l'ETA laisse s'exprimer sa manifestation au Pays basque français, après s'être longtemps opposée ; mais il est peu probable que l'ETA songe à mettre en péril la vie de citoyens français.

Les actions de ces derniers jours, malgré leur caractère limité, risquent-elles d'affecter le mouvement touristique dans la région en incitant les Français à rebrousser chemin ? Les responsables du tourisme au gouvernement régional de Vitoria ne semblent guère le redouter : le flux de Français dans les trois provinces basques espagnoles n'a cessé de décliner depuis 1980 et n'occupe plus désormais qu'une place marginale (il était l'an dernier en sixième position). Quant aux vacances venues des autres pays (au premier rang desquels l'Allemagne fédérale), ils ne semblent pas s'enorgueillir des soubresauts politiques de la région. A en juger d'après les réservations hôtelières, Saint-Sébastien devrait connaître cet été sa meilleure saison.

THIERRY MALINIAK.

Bulgarie

● VISITE DU PREMIER MINISTRE YUGOSLAVE. — M. Milka Plavcic, premier ministre de Yougoslavie, est arrivé à Sofia, lundi 16 juillet, pour une visite officielle de trois jours. Cette visite est la première d'un chef de gouvernement yougoslave en Bulgarie. — (AFP.)

URSS

● LE FILS D'ANDROPOV AMBASSADEUR EN GRÈCE. — Le fils de Iouri Andropov, l'ancien secrétaire général du PC soviétique, a été proposé au poste d'ambassadeur d'URSS en Grèce. M. Igor Andropov, auparavant numéro deux de la délégation soviétique à la conférence sur le désarmement en Europe (CDE), devrait prendre ses fonctions au début de l'automne prochain, précise-t-on de source diplomatique grecque. — (AFP.)

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE DÉVALUE LA MONNAIE DE 20 %

Le nouveau premier ministre travailliste de Nouvelle-Zélande, M. David Lange, bien qu'il n'ait pas encore pris ses fonctions officielles après sa victoire aux récentes élections législatives (le Monde du 17 juillet), a annoncé, mercredi 18 juillet, en accord avec son prédécesseur, une dévaluation de 20 % du dollar local. Il a précisé que cette mesure était nécessaire au « maintien de la crédibilité » de la Nouvelle-Zélande après les intenses spéculations sur la monnaie nationale. Les évasions de devises du pays ont été de l'ordre de 80 millions de dollars américains par jour, au cours du dernier mois, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a réaffirmé, mardi à Wellington, que la présence éventuelle de navires américains à propulsion nucléaire ou porteurs d'engins nucléaires était essentielle à l'efficacité du pacte de défense régionale entre l'Australie, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande (ANZUS). M. Shultz a précisé, à l'issue d'un entretien d'une heure avec le nouveau chef de gouvernement, que des visites de tels navires dans les eaux territoriales néo-zélandaises n'étaient pas prévues avant six mois. Par ailleurs, le communiqué final de la session annuelle de l'ANZUS, qui s'est tenue lundi et mardi à Wellington, réaffirme la nécessité de maintenir « l'accès des avions et navires alliés aux aéroports et aux ports des membres de l'ANZUS pour conserver son efficacité à l'alliance ». — (AFP-Reuter.)

● Le statut de la Polynésie. — Le Sénat a adopté, à l'unanimité, mardi 17 juillet, le projet de loi portant statut de la Polynésie française (le Monde des 10, 11, 12 mai et 29 juin). Un nouvel intitulé traduit les modifications apportées au texte : « projet de loi tendant à doter le territoire de la Polynésie de l'autonomie interne dans le cadre de la République ».



UNE CARTE
UN TÉLÉPHONE
EQUITATION A VOLONTÉ
608.19.19

Tennis Express - le Sport à la carte

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

WILLEM DE KOONING AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

WILLEM DE KOONING est né en 1904 à Rotterdam. Il a donc tout juste quatre-vingt ans. Cette rétrospective au Centre Georges-Pompidou lui rend hommage, un peu différente de celle établie au Whitney et à l'Académie der Kunst de Berlin (1), certaines œuvres n'ayant, paraît-il, pu voyager jusqu'à Paris. Elle devrait attirer l'attention non seulement parce que jusqu'à en France l'œuvre de de Kooning n'a été présentée que rarement et partiellement (la plus importante exposition est celle de 1977 à Grenoble), mais encore parce que, plus que n'importe quel autre représentant de l'école new-yorkaise de l'après-guerre - Pollock, l'autre grand y compris - celle de de Kooning semble aujourd'hui d'actualité. Pour son refus de l'abstraction comme de la figuration, sa singularité, son attachement au sujet, au modèle, son entêtement à maintenir la présence humaine - en l'occurrence l'image de la femme - et aussi son refus des ruptures, de se priver de toutes les richesses passées et présentes, qui situent sa peinture à un carrefour de traditions et de modernité.

Jeune Hollandais sans le sou, débarqué aux Etats-Unis à vingt-deux ans, sans autre projet que de voir le Nouveau Monde, mais non sans un solide bagage artistique - une formation classique à l'Académie des arts et techniques de Rotterdam - de Kooning découvrit à New-York ce qu'il n'attendait pas : une ville en ébullition, où circulaient les idées, une tradition de peinture et de poésie, une colonie d'artistes, des expositions dans Manhattan (Cézanne, Matisse, Picasso, Miro, Masson, Ernst). Autant de découvertes qui furent des répercussions sur sa peinture, plus tard, quand la peinture en bâillonnait - il faut bien vivre - pour passer à la peinture tout court, aidé par Archie Gorby, parageant son admiration pour Picasso, mais aussi influencé par Miro, et Masson, et Matisse.

Cubisme et automatisme, figuration et expression spontanée, tout cela, chez lui, le corps de la femme allait en faire les frais, qui allaient assurer la continuité et le mouvement de la vie, devenir le point d'ancrage fixe, le symbole, la matrice, la source de toute création, le creuset, la « soupière », pour reprendre l'expression d'Yves Michaux dans le catalogue, la soupière au bouillon de culture et de nature.

De Kooning a mis le temps qu'il fallait pour devenir le de Kooning que l'on sait, celui des violences, jubillant non pas de l'assassinat et des vides exercés à l'encontre de l'image de la femme, mais de l'y mettre dans la peinture, de l'y maintenir coûte que coûte, quitte à passer pour un ringard et le pire des misogynistes. Faut-il s'étendre sur le côté « psy » et le compte probable à régler avec la mère dont la biographie du peintre nous dit qu'elle tenait un bar près du port, et dont la vie ne devait pas être si conforme à la morale bourgeoise puisque, au moment du divorce, l'enfant Kooning (il de viendra plus tard, comme un besoin de se racrocher à un lieu) fut confié au père. Il y a peut-être là une donnée, mais cela n'explique pas le problème pictural, vieux comme la peinture, mais posé et traité selon une sensibilité ultra-moderne : celui

d'une surface plane à couvrir, et d'un volume à faire rentrer.

La tournure n'en sera d'ailleurs jamais dramatique. Le de Kooning inquiet n'est pas celui des Women, mais celui des anges noirs, du contrecoup de la guerre, des Guernica passés et potentiels, de Dark Pond, de Black Friday, des nuits à couper au couteau, des toiles en négatif, des descentes au sous-sol, à la nuit des temps, avant la remontée au jour, et même à la lumière méditerranéenne et aux façades crépies (Atlix, 1948).

Les Women de de Kooning, qui viendront après, ce n'est pas triste. C'est simplement phénoménal, événementiel, l'incarnation de la peinture doublée de la reconnaissance de la chair, que l'on peut suivre à la trace, au parcours de la brosse.

« La chair fut la raison d'être de l'invention de la peinture à l'huile », dit quelque part le peintre, dont on reconnaît bien là, à cette vision de l'histoire sur le versant de la sensualité, de la sexualité, les origines.

La résurrection de la chair

De la chair rose. Suivre la rose chez de Kooning, c'est une piste intéressante dans la grande chambre de tableaux et les mutations successives de la peinture. Depuis les débuts et le rose en plan ou en réserve, transparent et diaphane, ingressive, à la périphérie des figures, lié au vert jade, dans le cœur d'une palette disciplinée par un dessin pointu, oscillant entre des formes organiques et la représentation de la figure humaine, frontale, debout ou assise - ce qui est plus compliqué - à cause des gestes qui obligent à trouver un pendant - ce sera la poitrine - pour ne pas crever le plan du tableau : l'héritage cubiste, avec une limpidité qui fait penser à Villon, quand le rose, traversé par quelque personnage masculin, n'est plus allié à l'ocre, à l'image d'une certaine pauvreté de la condition humaine, à la Le Nain.

Puis le rose s'affiche avec la fleur des cors, avec la Dame au rose, aux yeux exorbités de 1944, couvre les ailes d'anges lancés dans la bataille des sexes. Un rose d'autant plus évident que le sujet se disloque, ou, à l'inverse, chapeautant la tête, soulignant les fesses, simplement placé à la périphérie, aux alentours, quand le corps reste fléchi et presque intact. Suivre la rose chez de Kooning, c'est retrouver tout un rythme d'échanges d'un milieu à l'autre, entre le fond et la figure, de passages et de souterrains, un principe de pompage ou de vases communicants. C'est aussi aborder des rivages incertains, des falaises, des écluses, des reliefs, des paysages choriques, des pics et des toitures, des berrages de retenue, de la couleur en chute libre le long des canaux, des bras, de part et d'autre d'une paire de mamelles. C'est plonger dans une terre féconde et meuble, devenu champ de bataille balayé par une tempête de sable, de mer, de vent, qui s'achève, ou plutôt ne s'achève pas en un corps à corps sanglant aux couleurs de « foie cuit » et dé-coupe comme on le prépare en Hollande, dit l'artiste prosaïquement,

Willam de Kooning
15 juin 1959



un rouge de sang séché, qui est aussi la couleur de certains veaux trappés dans la grande peinture de l'histoire, ses corps, ses os, ses sautes, ses traînes et ses voiles. Cette bataille laisse en suspens la question du vainqueur, rend toujours possible la résurrection de la chair, et laisse planer au-dessus des fétisseurs, des meurtriers, un sourire stéréotypé de l'art archaïque, dans le holly-woodien, revu et corrigé, de dévotion triomphante plutôt deux fois qu'une : un sourire capable de se dédoubler en collier.

sensations, un vécu, des souvenirs, une mémoire culturelle : le contexte d'une vision édictée et installée, à l'image d'un siècle qui situe les déplacements de l'homme entre escarpements et voies express, où le regard est - à New-York plus que partout ailleurs - écartelé entre le haut et le bas - où les distances sont faussées.

Il n'est d'ailleurs pas recommandé de rester planté devant les tableaux. Mieux vaut arpenter l'exposition, la prendre à rebours, aller, venir, pour que cela prenne du relief, devienne somptueux, que l'on perçoive le flux irrésistible, cette libération d'énergie captive - propre à l'école américaine des années 50 - sur fond européen et plus précisément flamand : Mais pour le coup de brosse, Rubens pour les débordements de la chair.

C'est encore en circulant beaucoup que l'on prendra l'air de cette peinture ouverte au corps et au paysage du corps. Des paysages nus où la nature est partie silencieuse et déserte, où la lumière va jusqu'à dissoudre la couleur dans une brume de chaleur, où le ciel est tout près des herbes sèches, craquantes et blanches de l'été. Un de Kooning peu connu qui travaille sur le froid et le chaud, la limite des eaux, de la terre et du ciel, des champs et des villes, des ondes et de la lumière. Cela nous veut une saute apaisée, avant de retrouver même le tas de foin et la ti-gresse, les dunes et les rivages de femmes happées par la vague, les corps-collines, le fraîcheur des sous-bois et des dessous de bras, la nuit, l'aube, une lumière Atlantique nord, les étés pourris, le charnier, le corps épave, le flot de la peinture désorientée.

Puis on arrive à l'aujourd'hui, allé-gé, qui renoue avec les volutes blanches, un peu dévantes, et aux sculptures (depuis 1969) modernes, remodelées au creux de la main, pétrées à pleins doigts, puis agrandies et tirées en bronze. Des masses en forme de crâne et d'humains naissants, en devenir, frémissantes en creux et bosses sur toute la surface. Des sculptures ouvertes elles aussi, comme la peinture, torsion-tors, corps mobiles qui se prolongent dans l'espace, où le pâte repoussée annonce d'autres volumes. Squelette couvert de concrétions, le premier ou le dernier homme sorti d'une mer de bitume, dont la morphologie primitive s'épanouit dans un baroque rocailleux, qui rappelle tout à la fois Rodin et Dubuffet, Giacometti et Bacon. Excutées à tâtons, les yeux fermés, comme certains dessins au fusain, elles sont l'accomplissement d'un geste de mémoire tactile. Encore une histoire de chair.

GENEVÈVE BRIERETTE.

(1) Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 24 septembre.

Une semaine à Bahia

La geste du peuple enchanté



DADA est une vieille femme au visage fier, calme et flegme. Bien qu'elle se soit mariée deux fois, elle reste d'abord, cinquante ans après sa mort, la veuve de Corisco, le lieutenant du plus fameux cangaceiro du Sertão : Lampião. Poussée à la révolte anarchiste par l'exploitation féodale de la terre et la sécheresse, les cangaceiros régnaient sur le Nordeste du Brésil dans les années 30. Dada a vécu les plus belles années de sa vie avec eux. Elle a partagé leur existence nomade et dangereuse. Elle a participé à toutes leurs batailles. Elle a perdu la jambe droite dans l'embuscade où son mari a été tué. Les têtes coupées de Corisco et de ses compagnons ont été exposées plus de trente ans au musée de la police de Salvador. Dada a vécu pendant des années avec les os de Corisco sous son lit. Elle attendait de récupérer la tête pour pouvoir enter- rer le corps. Il y a quelques années, enfin, elle a pu procéder à l'enterrement en présence de Jorge Amado, qui avait rapporté l'histoire des cangaceiros dans Les Chemins de la fin.

« Corisco, raconte Dada, c'était la fleur de la bande. C'était un homme éduqué, instruit. A cette époque, je faisais les plus choses du monde. Il ne me disait pas : Ne fais pas ça. Il me conseillait doucement : Ma fille, viens ici, ce n'est pas comme ça... Si je criais, il me demandait : Ne cries pas, c'est laid. Une femme, c'est comme du lait, comme une fleur. Il m'a donné tant de conseils ! Il faisait acheter des livres pour m'apprendre à lire, à écrire. Quand j'arrivais aux mots difficiles, je déchirais le livre et le jetais. Il disait : Tu t'enerves pour rien. Et il en achetait un autre. C'est comme ça que j'ai appris à signer mon nom. Tous les cangaceiros savaient lire et écrire. Chaque homme avait un abécédaire. Corisco disait qu'un homme qui ne sait pas lire porte une lettre de mort.

« Au moment des fusillades, quand on entrainait dans une ville en tirant sur le poste de police, tous le monde chantait :

O Anna !
Où est Marie Luis ?
J'ai connu un homme qui
[habitait] Bambo.
Il était pauvre, il était jeune.
Il n'avait pas de femme.
J'en ai connu un autre qui
[cultivait] la canne...
« Il y avait aussi une autre chan-
son que l'on aimait reprendre en
pleine bataille :

Sabia, j'ai vu le nid.
Petit oiseau, j'ai vu le nid.
J'ai vu le nid, de l'oiseau noir
C'était l'ara.

Dada vit dans une HLM de Sal-
vador, chez la fille d'un des trois en-
fants qu'elle a eus avec Corisco. Et
elle connaît bien la chanson sur la
sécheresse qui a ravagé le Nordeste
ces trois dernières années :

Quand j'ai vu la terre brûlée
Comme un feu de Saint-Jean
J'ai demandé à Dieu du ciel
Pourquoi un tel châtiment ?
Quel brasier ! Quelle foudre !
Il ne reste plus une plante.
Par manque d'eau, j'ai perdu
mon bétail
Mon aïeul est mort de soif
Même l'ara brucia
S'est enfui du Sertão
Aujourd'hui dit : Adieu Rosinha
Garde avec toi mon cœur !
Quand le vert de tes yeux
Se répandra sur la plantation
Je t'assure, ne pleure pas
Que je reviendrai dans mon
[Sertão].



Salvador est une ville magique. C'est là que le Brésil est né : les Por-
tugais ont débarqué à Bahia, et pen-
dant de longues années, Salvador a
été non seulement la capitale du
pays mais aussi le creuset où les
races, les cultures, les religions et les
coutumes se sont mélangées et asso-
ciées. Les Noirs ont apporté avec
eux le soleil. Ils ont sauvé de la mort
les gens de Bahia. Ils leur ont donné
la capacité de vivre.

Le berimbau vient d'Afrique. C'est l'instrument de la capoeira, la
lutte inventée par les esclaves et qui
est dansée et chantée à présent dans
les clubs et sur la place des marchés.
La capoeira autrefois donnait aux
Noirs la force de résistance contre
l'étouffement.

Valdemar est un vieux maître de
la capoeira. C'est lui qui, le premier,
a enjolivé le berimbau. Il a fait pein-
dre en couleurs vives. Il a beaucoup
enseigné. On disait des maîtres qui
professaient dans les années 30
qu'ils ne transmettaient pas tout,
qu'ils n'avaient pas envie d'élever un
serpent pour se faire mordre. Valde-
mar, lui, a élevé un tas de petits ser-
pents. Il ne le regrette pas. Mais au-
jourd'hui, il est un peu fatigué et il
se contente de fabriquer au couteau
des berimbauts dans la pauvreté
d'une favela accrochée à une colline
de Salvador. Quelque chose a
éclaté, craqué au fond de lui-même.
Il a dans le cœur une tristesse in-
commensurable. Mais son visage
lavé par l'eau du temps vibre cepen-
dant quand un jeune disciple vient
encore le voir au fond du terrain va-
gue où s'accumulent les déchets de
sa misère.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 14.)

SÉLECTION

CINÉMA

« La Soif du mal » d'Orson Welles

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

« Le Faux Coupable » d'Alfred Hitchcock

Avec Henry Fonda en mission. Un fait divers réel, suivi de très près, pour montrer les conséquences dramatiques d'une fausse culpabilité.

THÉÂTRE

« Le Roi cerf » à la Potinière

De la fêre et des couleurs, de la poésie et de la truculence. Les « musiciens » dansent et chantent cette fable de Carlo Corci adaptée par Jean-Marie Lecoq.

MUSIQUE

Festivals

Les Festivals de Vaison-la-Romaine et de Carpentras se donnent la main cette année pour présenter des ouvrages lyriques peu ou mal connus dans des productions originales avec de jeunes interprètes : *l'isola disabitata*, de Haydn, les 20 et 22 juillet, puis la *Comédie de matrimonio*, de Rosmini, les 21 et 23 juillet et *Angélique* de Jacques Ibert, le 25 à Carpentras (tél. : 90-63-05-72).

Rafin, le Festival estival de Paris prend un brillant départ avec la première journée Claude Ballif, le 20 juillet de 18 h 30 à 23 heures à la mairie du cinquième arrondissement, et en présentant une résurrection attendue : celle de *Abdée*, de Marc-Antoine Charpentier, en version de concert, avec les concours des Arts florissants, salle Pleyel, le 23 juillet, de 18 h 30 à 22 h 30.

VARIÉTÉS

IX^e Festival folk de Nyon

Le Festival de Nyon poursuit son ouverture à toutes les musiques. Au programme : Gilbert Gil, Pino Daniele, Zachary Richard, Castelhemis (jeudi 19 juillet) ; Charlie Cuture, Xalam, Inti-Ilumani, Araquiza (vendredi 20) ; Luis Llach, Alan Stivell, Inti-Ilumani, The Detronomies, Runrig, Djurdjura (samedi 21) ; Francis Conway, Miriam Makeba, Pierre Akendengué, Tchouk Tchouk Nougah (dimanche 22).

EXPOSITIONS

Alechinsky à Sennanque

Les vignettes qui furent ces dernières années le cachet typique des tableaux d'Alechinsky, ont fait place à une pensée de fêre de peinture, de couleurs claires, brillantes, suaves. C'est une nouvelle jeunesse, une nouvelle aventure créatrice de cet artiste qui, à cinquante-sept ans, redécouvre les plaisirs spontanés de la matière picturale.

Charles Marq à Ratilly

Depuis 1981, après Balhaus, Rouan et Barellet, c'est Charles Marq qui ouvre les portes de ce château dédié aux expositions de peinture en été. Avec Brigitte Simon son épouse, il est l'auteur des plus beaux vitraux réalisés en collaboration avec Braque, Chagall, Villon.



(Suite de la page 13.)

Rodolfo Coelho Cavalcanti est le président de la littérature des cordels, c'est-à-dire de la littérature bahianaise de tradition orale déclamée sur les places publiques par des colporteurs. L'enfance et l'adolescence de Jorge Amado se sont nourries de cet immense fonds. Mais on retrouve aujourd'hui dans le cordel des personnages des romans d'Amado. Dona Flor, Gabriel et Quinquela la Flor. Juste retour des choses pour un écrivain qui a raconté la geste du peuple du Nordeste, ses types, ses croyances, son humour et sa révolte, son irrépressible besoin d'agir, de parler, de danser, d'aimer.

Rodolfo Coelho Cavalcanti a collecté depuis plus de cinquante ans tout ce qui s'est chanté dans les marchés de Bahia. Des milliers d'opuscules plus ou moins poussiéreux sont entassés dans un long couloir abrité par la ville. Coelho Cavalcanti a réuni deux chanteurs de *repenteiros* qui se lancent un « défi » chanté, une improvisation à propos de la vie de Jorge Amado, puis des aventures d'Antonio Balduino, le héros de *Bahia de tous les saints* et de Tieta d'Agreste. L'un des deux chanteurs, le Noir, a une magnifique voix qui décrit avec humour et truculence la beauté et les « qualités » de Tieta d'Agreste, le jour où « elle a été défilée par un voyageur de commerce », son départ pour São-Paulo où elle va diriger bientôt un bordel où elle prend la tête d'une croisade contre la pollution.

De l'autre côté de la vieille ville, Batatinha s'apprête à ouvrir le café qu'il s'est offert avec l'argent gagné en écrivant des sambas. Batatinha a imaginé un jour une chanson sur Dona Flor et il a profité de l'époque du carnaval pour la lancer :

Dona Flor a deux maris
Je ne m'en mêle pas.
L'un est le titulaire,
L'autre le remplaçant.

Ouvrier typographe en retraite, Batatinha a composé une samba reprise par Caetano Veloso et qui parle des difficultés de la vie :

Chacun a ses moments
[de douleur]
Mais comment pourrais-je
[m'habituer]
Je dois retrouver ma raison
[à ne plus souffrir]
Comme tout est carnaval,
[Je ne dois pas pleurer]
Quelqu'un dansera avec moi.

D'autres sambas de Batatinha parlent de gigolos, de prostituées ou de « celui qui a inventé le travail et qui s'est ruiné dans la tâche ». Dans les années 40 et 50, Batatinha, comme d'autres sambistes, a été littéralement pillé : certaines de ses chansons ont été volées par des musiciens professionnels qui signaient à la place du compositeur, d'autres lui ont été achetées. Aujourd'hui, la situation s'est un peu améliorée au Brésil.

Batatinha est un homme d'une bonté magnifique. Il n'a aucune amertume. Juste un peu d'ironie, et s'accompagnant d'une boîte d'altumes qu'il utilise comme une percussion, il reprend docilement une de ses sambas.



Milton Nascimento n'est pas de Bahia, mais du Minas-Gerais, où il a passé toute son enfance en contact permanent avec une musique qui venait de la terre et de gens de la campagne qui improvisaient, inventaient des histoires et les chantaient. Fasciné par la recherche des racines, Nascimento n'est évidemment pas dépayré par Bahia et il vient de temps en temps chanter cœur à cœur avec le public ou simplement aimer la vie avec abandon. La télévision brésilienne vient de diffuser son dernier concert en plein air devant cent mille personnes. La voix de Milton Nascimento s'élevait, déchirait l'espace, développait avec raffinement et nonchalance, avec l'intelligence de l'âme et de l'esprit :

Une amitié
est une chose à garder
à double tour
dans le cœur
Alors parlait la chanson
que j'ai entendue au Brésil.
Celui qui chantait
a pleuré en voyant son ami parti
celui qui est resté
est resté avec le souvenir
que l'autre a gardé.
Une amitié
est une chose à garder
à double tour
dans le cœur
Alors parlait la chanson
que j'ai entendue au Brésil.
Celui qui chantait
a pleuré en voyant son ami parti
celui qui est resté
est resté avec le souvenir
que l'autre a gardé.

Les lavandières de la lagune d'Abeté aiment reprendre les chansons de Milton Nascimento comme celles de Dorival Caymmi et de Gilberto Gil. Les lavandières sont là tous les jours, de 7 heures à midi, avec leur formidable appétit de vivre, avec leur romantisme et leur nostalgie, avec chez les jeunes et belles multistresses un lyrisme sensuel. Elles lavent le linge, l'étalent sur le sable, parlent du prix d'une télévision en couleurs (200 000 crozeiros), du peu d'argent gagné — à peine 300 crozeiros — « mais il faut bien travailler, ça vaut mieux que de rester à ne rien faire », du mari qui est maçon, mais qui n'a pas toujours du travail, des huit enfants qu'il faut élever, « pour qu'ils ne deviennent pas des voleurs », et quand un étranger survient, de la légende de la lagune : « Parfois, quelqu'un dit : « Je vais voir Oxum, la mère de l'eau. » Il entre dans la mer et il y reste. Mais celui qui est de la région ne meurt pas. »

La lagune d'Abeté appartient à la mémoire du peuple de Bahia. Surtout depuis que Dorival Caymmi l'a popularisée dans une chanson :



Les prostituées et les maisons closes font partie des romans de Jorge Amado et donc de Salvador. Mais les temps ont changé. Les Japonais sont arrivés et ont tout modernisé. Fils du port, quelques « maisons » traditionnelles subsistent, et Madame Gina est la seule à offrir un orchestre qui joue les jaudis, vendredis et samedis. Toute de blanc vêtue, Madame Gina ressemble à s'y méprendre à une mère sainte de candeur. Elle surveille ses filles derrière le comptoir, juste au-dessous d'une statue de la Vierge éclairée par des bougies, décorée de fleurs. Comme tous les soirs, avant

Le premier Festival de musique brésilienne se tient à Nice du 18 au 28 juillet.

- Le 18 juillet, à 20 h 30, concert par l'orchestre dirigé par Mario Nóbrega (œuvres de Villa-Lobos, Heitor Villa-Lobos, Edmundo Villa-Lobos).
- Le 19 juillet, à 19 heures, spectacle de chansons avec Milton Nascimento, les études et l'école de samba Mocidade Independente de Padre Miguel (quatre-vingt-dix musiciens de Rio).
- Le 21 juillet, à 21 heures, « Férias brésilienses » sur le thème des vacances avec l'école de samba.
- Le 22 juillet, concert aux arènes de Châteauneuf avec Dorival Caymmi, Dorival Caymmi, Gilberto Gil et l'école de samba.
- Le 23 juillet, concert aux arènes de Châteauneuf avec Alceu Valença, Celso Barbosa et l'école de samba.
- Le 24 juillet, à 20 h 30, concert classique avec l'orchestre dirigé par Jacques Charpentier (concerts brésiliens, de Respighi, Sautermeister, de Braxil, de Durán Millán, 4 chœurs d'Amérique, de Villa-Lobos, Symphonie n° 4, de J. Charpentier).
- Le même jour, six heures de Châteauneuf, spectacle avec Dorival Caymmi, Dorival Caymmi, Gilberto Gil, l'école de samba.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-13). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM
Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 14 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, après la visite (réserve d'âge) ; lundi et mardi, 17 h, galerie contemporaine.

WILHELM DE KÖNIG. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 8 octobre.

ALIBIS : Artelwager, Colla, Thibaut, Fata, Geronzi, Klossowski, Langa, etc. Jusqu'au 17 septembre.

COLLECTION MAGNELL. Arts primitifs. Jusqu'à fin septembre.

ENRIQUESSIMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Bakst à Matisse. Jusqu'au 20 août.

EVE SONNEMAN. Travaux photographiques 1961-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIECLE DE KAFKA. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CCI

MOBIER NATIONAL. Vingt ans de création. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

RPI

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 1^{er} octobre.

PERMIS DE CONSTRUIRE N° 13

Bolton à théâtre. Atelier des enfants. Jusqu'au 11 août.

Musées

LA RIME ET LA RAISON. Les collections Mémé (Houston-New York). Grand Palais. Entrée place Châteauneuf, avenue du Général-Leclerc (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; sam. : 12 F. Jusqu'au 30 juillet.

TRÉSORS DE L'ANCIEN NIGERIA. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F ; samedi : 8 F. Jusqu'au 23 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'albums. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

TAPISSERIES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf

lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée 9 F. Jusqu'au 22 août.

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (265-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 3 septembre.

DESIGN ET SCIENCES. XVII^e et XVIII^e siècles. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 septembre.

IMAGES DE LA MONTAGNE. De l'art pictural à l'architecture. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (261-82-83). Tél. : de 12 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 28 juillet et du 26 août au 30 septembre.

JEAN LE GAC - GIUSEPPE PENONE. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-36-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 9 octobre.

BERNARD LAGNEAU. Architectures modernes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-36-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 9 octobre.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM. CHATELAIN DE LA VILLE DE PARIS, 23, rue de Tolpé, 11, avenue du Président Wilson (723-36-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 9 octobre.

TEC-PAIS DE CÉSAR A CLOVIS. (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 31 mars 1985.

CONSTANTIN RODNETZOFF. 1863-1926. Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 juillet.

SUR INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

TIM, QUARANTE ANS DE POLITIQUES. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLI-CITÉ. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-15-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIETÉ. 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Servoud (553-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE A PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-22-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h.

Entrée : 8 F ; Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFET. Musée Bourdelle, 16, rue A-Baudouin (508-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

BIENNALE INTERNATIONALE « FORMES HUMAINES ». Hommage à B. Collaert. Orangerie des jardins de Luxembourg, rue de Valenciennes, T.I.J. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 29 juillet.

DIJONNET A LA CONCIERGE. Concièges de la Ville de Paris (354-30-05). Tél. : de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION 1944-1945. Vues sur France nouvelle 7^e Musée des Deux Guerres mondiales, Hôtel des Invalides, corridor de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h ; Dim. de 14 h 30 à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 octobre (fermé du 29 juillet au 10 septembre).

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL. Palais national. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

LA FÊTE-BERNARD. Terre archaïque. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1^{er} de Serbie (720-83-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

HOMMAGE A ELSA SCHAPARELLI. 1895-1973. Pavillon des arts, 101, rue Rameau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 août.

LES ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC - ROUSSILLON - L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 août.

OBJETS ET MONDES. Présentation des acquisitions récentes. Musée de l'homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 18 août.

MUSIQUE DES PEUPLES DU MONDE

Musée en herbe. Jardin d'essai, boulevard de Bessières (747-07-06). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

Centres culturels

CHARLES ESTIENNE et Paris 1945-1946. Fondation nationale des arts plastiques et plastiques, 11, rue Bermy (563-90-05). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 2 septembre.

GUSTAV KLIMT, Oskar Kokoschka, Egon Schiele. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 12 août.

UN MUSÉE, DES CHEFS-D'ŒUVRE. Le musée d'art moderne de Liège, 1950-1984. Centre culturel Walloon-Liège, 127-128, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

CHARLES SCHNEIDER. Verreries Schneider France de 1913 à 1940. Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-40). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 septembre.

CARTE BLANCHE A DENISE RENÉ. Auteurs photographiques et plastiques. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 29 juillet.

RICHESSES D'ART EN MORVAN. Orangerie de l'hôtel Sully, 62, rue Saint-Amand (274-22-22). Tél. : de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 septembre.

TROIS ARCHITECTES FRANÇAIS : Charles Goussier, de l'Académie, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36), saut dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

LE JAPON EN ASIE. Exposé Japon, 12, rue Saint-Anne (260-69-30). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

REPROIS ET CARILLONS DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-59-62). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Grand z'aparcelles de Paris et de Versailles. Jusqu'au 30 septembre. Musée Granet, palais de la Mairie (38-14-70). - Tapissieries des années et nouvelles laides. Musée des Tapissieries, 13, rue de la Mairie (21-05-78). Jusqu'au 1^{er} octobre. - Adèle. Peintures et dessins. Présence contemporaine, 60, boulevard Carnot (92-12-41). Jusqu'au 28 août.

ALBI. Premiers paysans de la France médiévale. Musée du Colombier, carrefour d'Auvergne (86-30-40). Jusqu'au 15 septembre.

ANGOST ET LUCENAY L'ÉVÊQUE. Travaux bucheurs (41-64-07). Jusqu'au 30 août.

ANTIBES. Pissarro, titré-é. La parabole du sculpteur : Jean-Michel Folon. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

ARC-ET-SÈNNE. L'ethnologue. Sains royale (80-25-43). Jusqu'au 28 juillet.

AUXERRE. Jean Cocteau. Un œil de X^e siècle. Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (22-26-27). Jusqu'au 20 septembre.

AVIGNON. Un royaume d'opéra de la 2^e de Maye. Agn. Musée du Petit Palais (05-44-58). - **BAR-SUR-AUBE**. Rocheland et son temps. Ancien Collège (27-04-21). Jusqu'au 28 juillet. - Le film des Arts contemporains. Maison du concierge. Jusqu'au 28 juillet.

BEAULIEU-EN-ROUGE. Jean-Jacques Solignac. Vingt-cinq ans de recherches. Abbaye (30-76-44). Jusqu'au 10 septembre.

BEAUVILLE. Un palais-antre à Beaulieu : l'art et l'œuvre de l'architecte Michel Lecomte. Musée départemental du Val de Saône, palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 10 septembre.

BESANCON. Acquisitions et restaurations récentes. Musée des beaux-arts, 1, place de la République (31-44-47).

BIRON. L'œuvre et son 84. Château (52-01-68). Jusqu'au 22 septembre.

BORDEAUX. 90 ans d'art espagnol, 1880-1930. Galerie des beaux-arts, 20, cours d'Albion (00-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre. - **Amédée Kiefer**. Peintures 1983-1984. - **Cy Twombly**. Œuvres 1973-1983. - **Léopold**. Entrepôt Lami, rue Fey (44-16-55). Jusqu'au 9 septembre.

BOURBON-LANCY. Gérard Garouste : la cinquième année. Musée municipal (89-23-31). Jusqu'à fin août.

BOURG-EN-BRESSE. Peintures religieuses. Musée de l'ain, 63, boulevard de Bren (22-22-31). Jusqu'au 2 septembre. - **Peintures bretonnes**, des XIX^e et XX^e siècles. Centre A. Ciquin. Jusqu'au 27 septembre.

BRAX-SAINTE-COHERE. L'art contemporain en Champagne-Ardenne. Les Jacobins (03-26-11). Jusqu'au 2 septembre. - **Château** (60-83-51). - **Amédée Kiefer**. Peintures 1983-1984. - **Cy Twombly**. Œuvres 1973-1983. - **Léopold**. Entrepôt Lami, rue Fey (44-16-55). Jusqu'au 9 septembre.

CAILLAC. Histoires de sculptures. Château des ducs d'Épernay (62-13-03). Jusqu'au 16 septembre.

CAEN. Sculpt. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 30 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de sculpture. Musée-château (20-87-29). Jusqu'au 27 septembre.

CALAIS. Les collections du Fonds régional d'art contemporain Nord-Pas-de-Calais. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (97-99-00) et galerie de l'Andromède-Pois, 1, boulevard Gambetta. Jusqu'au 4 septembre. - **Jean Dubuffet** : paysage. Psa-de-Calais. - **Merleau** et autres œuvres, 1952-1964. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 3 septembre.

CARCASSONNE. Gabriel Collet. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (47-80-90). - **Jill-é**. - **Benoît Lantier**. Salle des Châteliers (71-30-30). Jusqu'au 30 août.

chanté

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlene Dietrich. Style époustouflant.

Le retour fulgurant de Wel

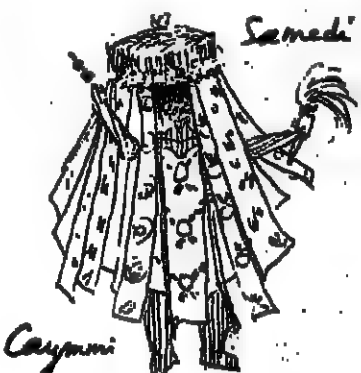
à Bahia

en chanté

L'ouverture, Madame Gina a répondu de l'encens un peu parfumé. Autrement, Madame Gina était danseuse. Et puis un jour, elle a réuni ses économies, elle a monté une maison rue du 28-Septembre et de là elle est venue ici, pas très loin de l'ascenseur Lacerda qui mène du port à la vieille ville. Madame Gina a acquis sa respectabilité dans la société bahianaise. Ses enfants vont à l'université, et elle en est fière.

Il n'y a pas encore beaucoup de clients ce soir. L'orchestre joue une samba lente pour un couple (un Noir et une mulâtresse) :

*Je veux me cacher sous ta jupe
Pour fuir le monde
Je veux me dissimuler
Dans tes cheveux emmêlés.
[...] Hypnotise-moi
Pour en finir avec ta tristesse
Viens prendre soin de ton Noir
qui rendra libre de sa vie*
(de bohème)



Derival Caymmi est le père de la musique brésilienne moderne. Toute sa vie - il a aujourd'hui soixante-dix ans et ressemble à un vieux lion avec sa crinière blanche - Caymmi a ressenti l'influence de Salvador, où il est né, de Bahia avec ses racines africaines, ses mythes, ses mystères, sa mythologie noire. Il a chanté des

chansons où l'emana, déesse de la Mer, et Xango, dieu de l'Orage, sont souvent présents dans la communauté du candomblé. Derival Caymmi, comme Jorge Amado, a, comme on dit, une position : il est obs de Xango. Il a aussi écrit beaucoup de chansons sur la mer :

*Il est doux de mourir dans la mer
Dans les eaux vertes de la mer.
La nuit où il n'est pas rentré
fut pour moi une nuit de tristesse.
Le savoir rentra tout seul.
Triste fut la nuit pour moi.*

Il a enfin collaboré maintes fois avec son ami Amado, de deux ans son aîné : il est doux de mourir en mer a d'ailleurs été composé à partir du thème de *Mar Morto*.

Bien qu'il réside surtout près de Rio-de-Janeiro, Derival Caymmi a gardé toutes les caractéristiques du Bahianais : rebelle aux contraintes, il est une âme libre et un cœur généreux. Il a le comportement d'un peu caché des gens de Salvador - avec lui, certainement, les « gros mots » deviennent des mots d'amitié. Il a en plus, aujourd'hui, une grande sérénité. Il laisse passer le temps.

CLAUDE FLEOUTER

Discographie

- ★ Album « Sentinela », de Milton Nascimento, 33 L. Ariola dist. Arabella 201 610.
- ★ Album « Antina », de Milton Nascimento, dist. Polydor 813 296.1.
- ★ Album « Es Neio Tenho Ode Morar », de Derival Caymmi (EMI).
- ★ Derival Caymmi et Vinícius de Moraes, 33 L. dist. Phonogram.



lettre de Mexico

Des tombes habitées

ALTITUDE 2400 mètres. La ville est si grande, si polluée, que par comparaison Los Angeles fait figure de bourg écologique. Le goudron ambiant rend inutiles les cigarettes, dit-on : faux. Climat tropical, les pluies sont censées s'abattre à la cingée de la tarde, laver le ciel de ses nuages lourds. Jusqu'à ce qu'il atteigne une transparence bleue et que, le temps d'un mirage, apparaisse le cercle des volcans. Mais il leur arrive de prendre de l'avance.

Un ouragan a retenu les avions de l'autre côté de l'Atlantique. On arrive avec quatre heures de retard, plus huit heures de décalage horaire, il est minuit d'on ne sait pas quand. On est parti, c'était juillet, on arrive sous une inconnue averse de novembre. Quatorze degrés au sol. Nous sommes deux qui avons cru à la météo étouffante des tropiques et qui grognons, pieds nus dans nos sandales. L'adret grouille d'une foule sombre. Nos noms sur une pancarte nous rappellent qui nous sommes.

L'eau gèle sous les roues de la voiture qui nous emmène. Notre mentor parle sur un rythme pressé. Les mots se bousculent comme s'il fallait aller vite, fournir dans un délai limité le b à la d'une initiation vitale, indispensable nous peines d'effacement, de noyade dans la nuit mouillée. Le pays, nous dit-on, glisse, bascule, échappe, réapparaît, fuit... Nous ne sa-

vions pas encore qu'il ne s'agissait pas là de métaphores.

En effet, le pays n'obéit à rien. L'heure est au perpétuel décalage, un décalage irrégulier. A midi, la nuit peut envahir le ciel, précédant la pluie. Un épouvantable magma de voitures bloque les rues pourtant larges, serpent sans plumes qui gronde et vibre, chauffe, exhale une fumée noire. Très loin, un hélicoptère

brille contre la boole grise d'un usage. Impression de déjà vu, ailleurs dans un autre temps... C'était en deux dimensions avec les profondeurs illusionnantes des effets optiques, un film : *Blade Runner*, la longue séquence du début, on voit le héros avaler un plat au milieu d'une foule spongieuse. Face à l'écran, on croit sentir l'attouchement froid des vêtements humides, comme le passage furtif d'un lézard, d'un fantôme évadé de sa tombe.

Le gris clair des brumes

Ici, les tombes sont habitées, et les maisons composent le décor géant d'un western abandonné en cours de tournage pour cause de défilé. Des baraquements, quelques gracieux, des églises baroques, architectures uniformisées par le gris de la pierre volcanique, tout de gaingot, sans verticalité, parce que la ville est bâtie sur des lacs asséchés au sol instable.

Dès que la pluie cesse, les humains apparaissent, se multiplient, la foule se boursouffle... Des enfants trottoient, ils tiennent un carton plein de chewing-gums et mendient. Ils lèvent leurs têtes trop grosses pour leurs corps menus, ils lèvent leurs yeux douloureux. Ils ressemblent à certaines poteries exposées au musée archéologique, qui sont des têtes allongées aux tempes aplatis. En des temps anciens, on serait le crâne malleable des bêtes entre des planches, c'était la cou-

tume. On voit des daimons qui reproduisent les étapes de l'opération, des cartes géographiques qui retracent les probables chemins de migration ; tout un village reconstitué en maquette, avec des poupées brunes en pagne blanc dans des attitudes d'activités quotidiennes.

Le musée est calme, malgré les expressions tourmentées des visages sculptés merveilleusement indiennes. Ils portent deux masques superposés, celui du dessous est visible par la bouche ouverte de l'autre, on dirait des possédés cherchant à rejeter leurs démons. De salle en salle, on suit l'évolution des hommes. On reconnaît leur ovale allongé, leurs pommettes hautes, leur nez busqué, leurs épaules un peu voûtées, on les reconnaît sous l'uniforme bleu - casquette, petit blouson à col de fourrure - copié sur celui des flics américains, qu'ils portent pour surveiller leur passé.

On les reconnaît chauffeurs de taxi, serveurs dans les restaurants et les hôtels et sur la place Caribaldi, là où le soir, entre des danses à lampions, des baraques qui débordent de la viande frite et des tortillas, se louent les musiciens pour le temps d'une nuit ou d'une chanson. Ils sont en costumes noirs galonnés d'argent, en ponchos, et les sombrero sont protégés de la pluie par des bousines de plastique. Ils sont jeunes, ils sont vieux, avec des dents de métal, des peaux tannées sans barbe, ils flânent et se regroupent sur un coup de sifflet quand on leur demande de jouer. Les airs typiques se croisent, se mêlent, fabriquent une fête sans gaieté. Autour de la place, les plus vaillants guettent et abordent les automobilistes, dignement.

COLETTE GODARD.

EXPOSITIONS

CARPENTRAS. Statuette : peintures. La Charité, grande salle voûtée, rue Vigne, 10. Jusqu'au 15 août.

CASES-DE-PENNE. Jules Olmuth : Châta de J. de E. 10.

LE CATEAU-CAMBRÉSIS. Gravures. Dessins : peintures de Noyelles-sur-Seine et sous. Musée Muzée, palais Fénéon (84-13-15). Jusqu'au 3 septembre.

CAVAILLON. Peintures. Tapisseries. Chapelle du Grand Convent (78-10-11). Jusqu'au 16 septembre.

CERET. Jean-Michel Folon, gravures (1972-1983). Musée d'art moderne, rue Joseph Perayro (87-21-76). Juillet-août.

CHAMBERY. Pierre Baragiol. Peintures-dessins d'après. Musée d'art et d'histoire, square Lannes-de-Bussy (33-44-44). Jusqu'au 30 juillet.

CHARLEVILLE. Images imprimées : douze photographes contemporains et la pensée de Gaston Bachelard. Musée Rimbaud, quai Rimbaud (33-31-64). Jusqu'au 31 juillet.

CHATEAUBOUX. Sculpture en France. Convent des Cordeliers, rue André Fourrier et musée Berrand, rue des Cordeliers. Jusqu'au 31 août. Aube. Musée, sculptures en terre cuite et dessins. Centre d'art contemporain, place Saint-Hippolyte (24-98-25). Jusqu'au 4 août.

CHATEL-SUR-MOSELLE. Le vitrail en Lorraine, du XII^e siècle au XIX^e siècle. Collège de l'Assommoir, jusqu'au 29 juillet.

CLUNY. André Masson. Sculptures et tapisseries. Ecuries Saint-Hugues (59-02-87). Jusqu'au 16 septembre.

COLMAR. Jean Bazaine. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 2 septembre.

DIÈPPE. Oranges défilées. Jusqu'au 31 août. - Eclaircissements. Jusqu'au 30 septembre. Château-musée (84-19-76).

DIJON. Synopses internationales de sculptures en terre. Ecole maternelle (26-220). Juillet-août.

DIJON. François Rude au Musée des beaux-arts de Dijon. De Léonard à Rodin, deux siècles de grands graveurs. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 17 octobre. L'art céleste en Gaule. Collections des musées de province. Musée archéologique, 5, rue du Docteur-Maret (30-82-54). Jusqu'au 20 août.

DOUAL. Donations Delphiques. Musée de la Chartreuse, 4, rue des Chartreux (87-26-53). Jusqu'au 3 septembre.

DUNKERQUE. Trésors des musées du Nord de la France : le Nord de la France de Théodore à Charles Marrel. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 9 septembre.

ELLESTEIN. Michel Tournier. Eglise du Château. Jusqu'au 16 septembre.

FONTENOY-EN-PUISAYE. Un autre regard sur la peinture - Rougemont, peintures/Rougemont, œuvres récentes/Vetter, gravés. Château de Tremblay (44-02-18). Jusqu'au 18 septembre.

FONTEVRAUD. Art espagnol actuel. Abbaye royale (51-73-52). Jusqu'au 2 septembre.

GAILLON. L'œuvre magique de Wladimir. Dessins et costumes. Château (52-65-98). Jusqu'au 16 septembre.

GORDON. Albert. Peintures et gravures. Abbaye de Sénacque (72-03-05). Jusqu'au 3 septembre.

GRAVELINES. Hommage à Frans Masereel. Musée du dessin et de l'estampe, Assend. Jusqu'au 5 août.

GRENOBLE. Nicolas de Staël, peintures et dessins. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 24 septembre.

HONFLEUR. Cagliostro, cartonnages et aquarelles. Musée Eugène Boudin, place Erik-Satie (82-16-47). Jusqu'au 24 septembre. - Salon des artistes honnêtes. Grenier à sel. Jusqu'au 31 août.

JOUY-SUR-EURE. Biennale européenne de sculpture de Normandie. Centre d'art contemporain (34-61-55). Jusqu'au 2 septembre.

LA CAVALERIE (Aveyron). Abstraction en art. Mostra del Larnaz (52-70-93). Les Indes, sur la RN9. Jusqu'au 15 septembre.

LANGRES. Dessins et la critique de Salomon. 1759-1781. Musée du Breuil de Saint-Germain, 7, rue Chambrillard (85-08-05). Jusqu'au 15 septembre.

LA ROCHE-SUR-YON. F. Ploy. R. Véliz. Photographies - C. Paragial. Peintures. Musée municipal, rue Georges-Clemenceau (85-54-23). Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA SAUNIERE. J.P. Tanguy : de Breut à Saint-Malo, en passant par la Creuse. Château du Thét (80-01-35). Jusqu'au 30 septembre.

LE CREUSOT. Édouard Bernier, gravures et dessins. Château de la Vierge (35-01-11). Jusqu'en novembre.

LE HAVRE. Dessins. Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (42-13-97). Jusqu'au 10 septembre.

LEZ. Extra univers. Sculptures en plein air. Jardin des plantes. Jusqu'au 31 août.

LIMOGES. Biennale internationale de l'art de l'ouest. Au Verdier. Jusqu'au 31 août.

LYON. Paysages lyonnais, 1890-1900. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (28-07-66). Jusqu'au 30 septembre. - Barolins, Clément, Guyot, Elie, centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 16 septembre. - René Jacques. Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Promen-Élie (808-86-88). Jusqu'au 29 juillet.

MARCO-EN-BREUIL. Chapelle. Fondation Septentrion (46-26-37). Jusqu'au 9 septembre.

MARSEILLE. Miroir et les grands ports français par Louis Garsenry. Musée de la marine, palais de la Bourse (91-91-31). Jusqu'au 3 septembre. - Canal 84. Musée Cantini, 19, rue de Grignan (54-77-75). Jusqu'à fin août. - Toulouze (54-77-75). Jusqu'à fin août. - Toulouze (54-77-75). Jusqu'à fin août. - Toulouze (54-77-75). Jusqu'à fin août.

JAQUES 30 septembre. - François Bret : la temps qui passe. Chapelle de la vieille Charité (90-26-14). Jusqu'au 15 août.

MONTAUBAN. Dessins, un album des années. Photographies 1941-1984. Musée, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 30 septembre. - Aspects de la vie quotidienne à Montauban à la fin du Moyen Âge. Musée d'histoire nationale, place Bourdelle. Jusqu'au 31 août.

MOULLETON-EN-PAREDS. La France picturale. Découverte du passé national en France au XIX^e siècle. Musée national des Deux-Vicaires (00-51-49). Jusqu'au 24 septembre.

MULHOUSE. Germaine II. Grand gymnase universitaire, 4, rue des Frères-Lumière. T.L.J. de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 août. - La scène, hier et aujourd'hui. Musée historique, 4, rue des Archives (42-98-11). Jusqu'au 15 septembre.

NANTES. Auteur de Michel Enges. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-53-64). Jusqu'au 15 septembre.

NICE. Chapelle, vitraux et sculptures. Musée national Musée biblique M. Chagall, avenue du Dr Miquel (81-75-75). Jusqu'au 8 octobre. - Habitat Nouvelle-Alice Springs. Photographies. Musée des beaux-arts Julien-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'au 15 septembre. - Peintures, sculptures et photographies de Louis J. Pissone. Galerie des Fouchettes, 77, quai des États-Unis (62-31-24). Jusqu'au 15 septembre. - Jean Eve. Musée international d'art natif A. Jakovity. Château Saint-Hippolyte, avenue Val-de-Marne (71-78-33). Jusqu'au 16 septembre. - Extra-jeux japonais du XVII^e au XIX^e siècle. École-Nice École, 24, avenue Jean-Médéric (62-18-85). Jusqu'au 15 octobre. - Écrivains dans la peinture. Villa Aron, 20, avenue Stéphane-Ligot (51-30-00). Jusqu'en septembre. - Filles et traditions carolingiennes. Pays alpins, Provence. Alpes du Sud, Pénest. Palais Lascaris, 15, rue Droite (62-05-54). Jusqu'au 31 août.

NIMES. Paul Klee. Œuvres de 1933 à 1941. Musée des beaux-arts, rue Ché-Foale (67-38-21). Jusqu'au 24 septembre.

ORLÉANS. Les peintures françaises au Musée d'Art de la Nouvelle-Orléans. Musée des beaux-arts, 1, place de la République (53-59-22). Jusqu'au 15 septembre.

POTTERS. Camille Chabot. Rétrospective. Musée Sainte-Croix, 3 bis, rue Jean-Jarvis (41-07-53). Jusqu'au 16 septembre.

PONT-A-MOUSSON. Images de Pré-matériaux. Jusqu'au 30 septembre. - Parcours isolés : neuf plasticiens. Jusqu'au 25 août. Centre culturel de l'abbaye des Prémontrés (81-10-32).

QUIMPER. Charles Cozic, 1863-1925. Musée des beaux-arts, 40, rue de la Mairie (95-55-20). Jusqu'au 30 septembre.

RATILLY. Charles Mang. Peintures. Château. E.

REIMS. L'œuvre de la destruction : sculpture carillonnée à 7 éléments. Palais du Tav, 2, place du Cardinal-Lupat (47-74-37). Jusqu'au 25 octobre.

ROMA. Donation Prole et peinture contemporaine. Musée F. Mandet, 14, rue de l'Hôtel-de-Ville (38-18-53). Jusqu'au 21 octobre.

ROUEN. Choeur de dessins français du XVIII^e siècle. Collège de la rue de la Harpe. Musée des beaux-arts, 26 bis, rue Thiers (71-22-40). Jusqu'au 7 octobre. La peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille, 1606-1684. Église Sainte-Croix. Jusqu'au 1 octobre.

LES SABLES-D'OLONNE. Totem. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (32-01-16). E.

SAINT-ANTOIN. Amélie Galop, dessin photographié à la fin de siècle d'après. Musée, jusqu'au 1 août.

SAINT-ETIENNE. Joseph Buge, dessin. Musée d'art et d'industrie, place Louis-Coste (33-04-83). Jusqu'au septembre.

SAINT-GENOIX. Paysages de Bretagne et d'ailleurs. - Hommage à Charles Ravier. Centre de création rurale (41-64-07). Jusqu'au 15 août.

SAINT-PAUL-DE-VERCE. Chagall, rétrospective de l'œuvre peint. Fondation Maeght (32-51-63). Jusqu'au 15 octobre.

SAINTE-SOLANNE. La recherche de son dessin. Musée de l'Écluseville (74-20-97). Jusqu'au 30 juillet.

SAINT-ÉMY-DE-PROVENCE. Dessinateur, œuvres 1977-1983. Galerie Noëlle G. 5, rue de la Commune (92-00-73). Jusqu'au 30 août.

SAINTE-SUZANNE. L'œuvre de Louis Theret. Château. Jusqu'au 10 septembre. - Poésie et messages dans la vie quotidienne. Musée de l'Auditoire. Jusqu'au 18 septembre.

STRASBOURG. Strassbourg à l'écluse, 1896-1930. Musée historique, pont de Corbeil (32-25-63). Jusqu'au 16 septembre. - Filles populaires lorraines en image en Alsace. Musée alsacien, 23, quai Saint-Nicolas (33-55-36). Jusqu'au 25 novembre.

TANLAY (Yonne). Alberte Giacometti : dessins, gravures, lithographies. Semaines d'été à la campagne : Ancy-le-Francois, 1965-1981. Château (52-26-27). E.

TOURNUS. 33 sculptures contemporaines et fait romain. Abbaye (51-13-89). Jusqu'au 7 septembre.

TOURS. Temps de l'art. Art de l'époque : peintures italiennes contemporaines. Château, quai d'Orléans. Jusqu'au 15 août.

VALENCAY. Le château des Tulleries, 1564-1883. Château. Jusqu'au 31 août.

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON. Dédicé 84. Donations Biennale des métiers d'art. Travaux des artisans résidents : A. Adjevan, sculptures ; G. Caste, photographies ; A. Caste, textes et dessins. Jusqu'au 19 août. Chartreuse.

VILLEURBANNE. Jeunes artistes français : Bourget, Dauriac, Frasca, Frideau, Gelauche, Kravitz, Leclerc, Varin, Verjux. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 20 septembre.

S.D.R.M. M. Henri SAUGUET, de l'Institut, compositeur M. Jacques ENOCH, éditeur Présidents d'honneur

A la suite de l'Assemblée générale annuelle de la S.D.R.M. (Société pour l'Administration du Droit de Reproduction Mécanique des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs) : 225, avenue Charles-de-Gaulle à Nanterre-la-Seine, qui a eu lieu le 23 juin 1984, ont été élus :

Président : M. Jacques DEMARNY, auteur.

Vice-présidents : MM. Georges JOLIVIN, compositeur ; Henri de TURENNE, auteur ; YOUNI, auteur.

Trésorier : M. Guy LAFARGE, compositeur.

Rapporteur général : M. Claude PASCAL, éditeur.

Rapporteur général-adjoint : M^{me} Raoul BRIETON, éditeur.

Administrateurs : M. François BELLETOUX, auteur ; M. Guy BONTENPELLI, auteur ; M. Jean CHATENET, auteur ; M. Jacques MAREUIL, auteur ; M. Patrick MARLAND, compositeur ; M. Pierre PETIT, compositeur ; M. Alec SINIAYNE, compositeur ; M. André CHEVRIER DE CHOUDENS, éditeur ; M. François LEDUC, éditeur ; M. Pierre RIBERT, éditeur ; M^{me} Angèle SALVET, éditeur.

En VO : MARGNAN - HAUTEFEUILLE PATHÉ - FORUM HALLES PLM ST-JACQUES - PARNASSIENS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE 14 JUILLET BASTILLE • EN VF : FRANÇAIS - ST-LAZARE PASQUER MONTFARNE PATHÉ - NATION - CLUCHY PATHÉ - C2L VERSAILLES

FRANÇOIS ENGHEN - 4 Temps LA DÉFENSE - Belle-Epine THIAIS PONT CHAMPIGNY - VELISY - Arnel RUEL

HITCHCOCK

faux coupable

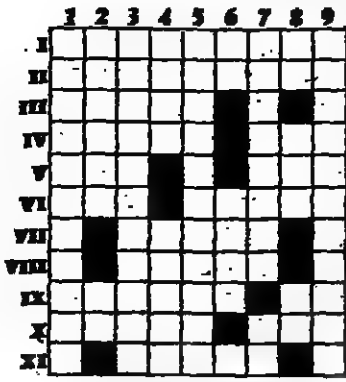
avec HENRY FONDA VERA MILES ANTHONY QUAYLE

ALFRED HITCHCOCK

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3756



HORIZONTALEMENT
1. Fréquenter le collège à n'importe quel âge. - II. A toujours besoin de fonds pour mener à bien ses projets. - III. On en a par-dessus la tête ou on s'assoit dessus. - IV. Voit donc son empire menacé. - V. Communication par « fil » entre la Chine et l'URSS. C'est parfois l'œuvre d'un fou. - VI. Est obligé de sortir pour faire son entrée. Titre. - VII. Bien poli mais pas très sortable. - VIII. Faire un brio de conduite. - IX. Bien pris. A la base d'un partage équitable. - X. Fait monter lorsqu'elle est basse. Passage pour pétons dans une circulation fluide. - XI. Ancienne ville d'Asie Mineure.

VERTICALEMENT
1. Opérations à cœur ouvert. - 2. N'offre donc aucune prise pour se

brancher. Chef d'accusation. - 3. Traitement souverain. - 4. Donne donc des signes de vieillissement. Le père de « Panette ». - 5. Sont totalement dépourvus de grâce. - 6. Marque d'irritation. Un homme à la mer. - 7. A toujours un mot spirituel pour tout le monde. Symbole. - 8. Etait de bon ton. Reine de Corée. N'a donc pas manqué d'entraînement. - 9. Développements de pellicules.

Solution du problème n° 3755

Horizontalement

I. Anthropophage. - II. Rarissime. Melba. - III. Bris. Bronne. - IV. Oe. Te. Uri. Stars. - V. Ribote. Enka. Ca. - VI. La. Gié. Ur. Afi. - VII. Csardas. Vétéran. - VIII. Uslé. Rôti. Essai. - IX. Oselets. - X. Top. Amère. Prais. - XI. Rne. Te. Aorte. - XII. Comédienne. - XIII. Col. Enalagiste. - XIV. Ewent. Les. Eu. - XV. Se. Pépiniériste.

Verticalement

I. Arboriculteur. - 2. Narcisse. Oe. Ove. - 3. Tri. Alopecie. - 4. Histoires. Np. - 5. Ra. Et. Satisfait. - 6. Ouf. Egrènement. - 7. Pi. Isolé. Cui. - 8. Ombrée. Terri. - 9. Périr. Vite. Dali. - 10. Nue. Egée. - 11. Amusette. Panier. - 12. Geste. Eacra. - 13. Elsa. Ara. Arétes. - 14. Berceuse. Oe. Ent. - 15. La. Sain. Ufée.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 20 JUILLET

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).
« Le Séant », 15 heures, 20, rue de Tournon (Marion Raguenau).
« Autour du Luxembourg », 15 heures, 12, place Saint-Sulpice (B. Coarney).
« Restauration des hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
« Le Marais, l'Hôtel de la Brinvilliers et l'affaire des poisons », 15 heures, métro Pont-Marie (P.-Y. Jache).
« L'île Saint-Louis », 15 heures, 4, rue Saint-Martin (Paris antérieur).
« L'Église Saint-Eustache et le quartier des Halles », 15 heures, Église Saint-Eustache côté rue du Jour.
« Montparnasse insolite », 15 heures, 146, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 juillet :

DES DÉCRETS

• Instituant un conseil spécial pour les préfets ;

• Pris pour l'application de l'article 14 de la loi du 30 décembre 1982 relatif aux grands projets d'infrastructures, aux grands choix technologiques et aux schémas directeurs d'infrastructures en matière de transports intérieurs ;

• Modifiant certaines dispositions de procédure civile et d'organisation judiciaire (saisie immobilière).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-07-14 A 0 h GMT.



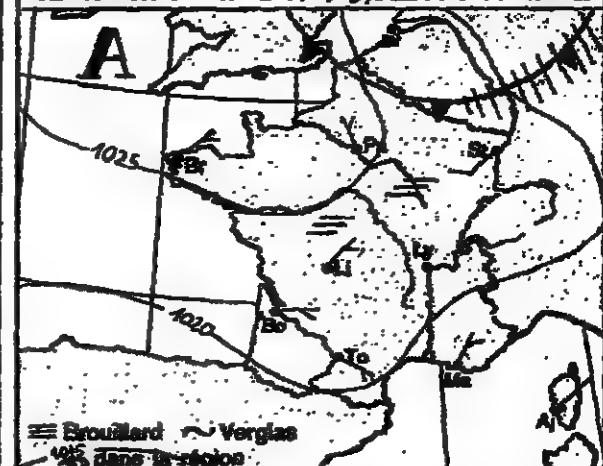
Évaluation du temps en France entre le mercredi 18 juillet à 0 heure et le jeudi 19 juillet à 24 heures.

La situation météo subit peu d'évolution depuis quelques jours, la France est partagée entre l'influence des hautes pressions qui donne du beau temps sur l'ouest et la proximité des perturbations qui donne des nuages sur le nord-est.

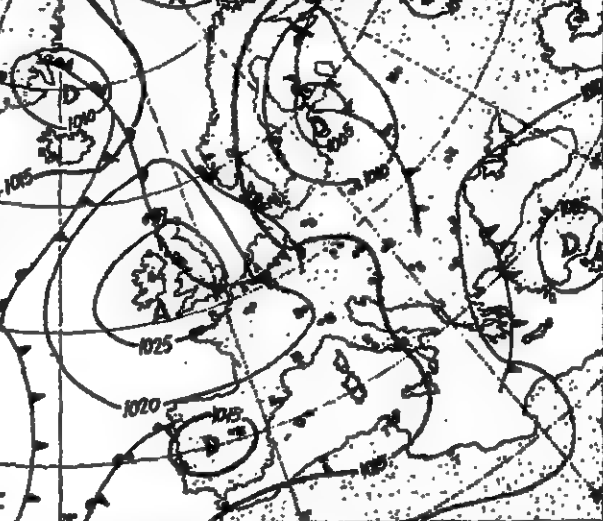
Joué : toujours des nuages dès le matin au nord-est de la Seine ; les températures seront de 10 à 11 degrés. Ce temps nuageux gagnera vers le Jura et le nord des Alpes dans la journée et il pleuvra sur les régions frontalières du Nord et du Nord-Est. Il fera 18 degrés sur l'extrême nord, 21 à 24 degrés sur le reste de la région.

Sur plus de la moitié sud-est, nuageux localement brumeux puis temps ensoleillé avec seulement quelques nuages

PRÉVISIONS POUR LE 19-7-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



passagers en bordure de l'Atlantique.
Il fera frais le matin dans l'intérieur : 5 à 9 degrés, en bordure de l'océan 12 à 13 degrés et près de la Méditerranée encore 18 degrés.

As cours de la journée, les températures atteindront 19 degrés en bordure de la Manche, 24 à 25 degrés sur le pôle des régions de la moitié ouest. Il fera tout de même 26 à 28 degrés près des Pyrénées et 27 à 30 degrés dans la moitié méditerranéenne.

La pression atmosphérique réduite en raison de la mer était à Paris, le 18 juillet à 8 heures, de 1023,6 millibars, soit 767,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juillet ; le second le minimum de la nuit du 17 au 18 juillet) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 25 et 13 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Bourges, 10 (min.) ; Brest, 20 et 11 ; Caen, 21 et 10 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 21 et 6 ; Dijon, 20 et 9 ; Grenoble-St-M.-H., 24 et 9 ; Grenoble-

St-Geoirs, 22 et 7 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 22 et 8 ; Marseille-Marguane, 28 et 13 ; Nancy, 17 et 6 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 19 ; Paris-Montsouris, 15 (min.) ; Paris-Orly, 22 et 11 ; Pau, 26 et 10 ; Perpignan, 25 et 13 ; Rennes, 24 et 10 ; Strasbourg, 19 et 12 ; Tours, 22 et 11 ; Toulouse, 26 et 10.

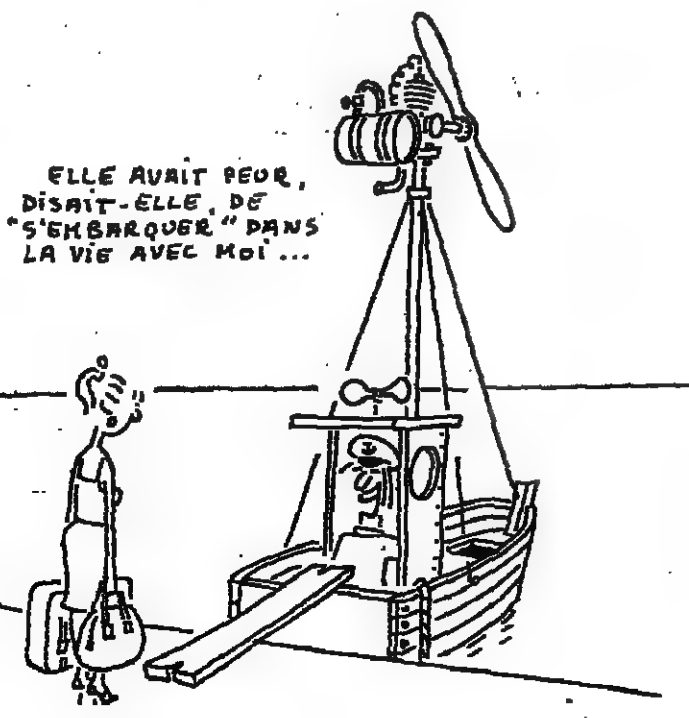
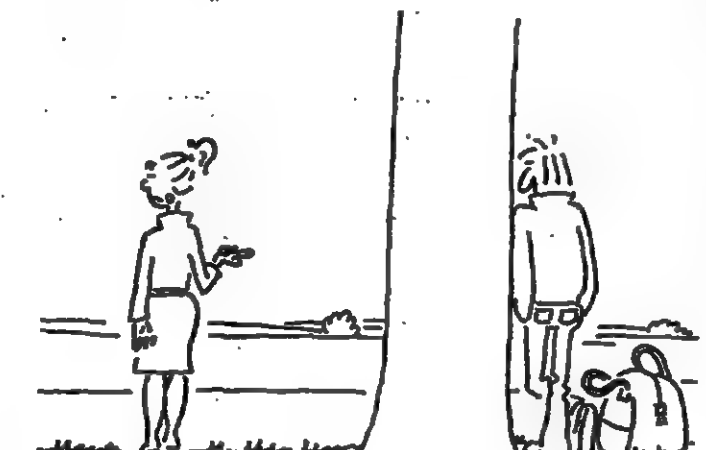
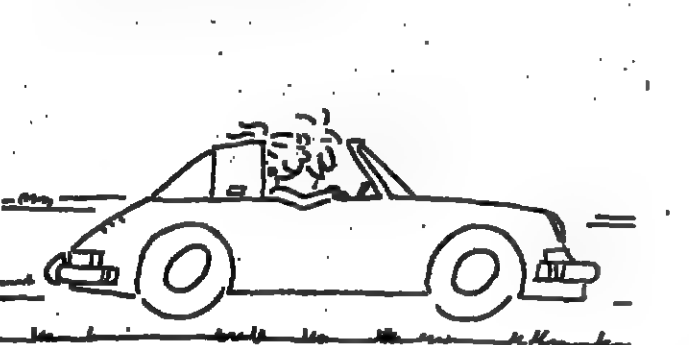
Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 17 et 13 ; Athènes, 33 et 22 ; Berlin, 17 et 12 ; Bonn, 16 et 11 ; Bruxelles, 19 et 13 ; Le Caire, 36 (max.) ; Les Canaries, 33 et 23 ; Dakar, 28 et 25 ; Djibouti, 30 et 20 ; Genève, 22 et 8 ; Istanbul, 38 et 22 ; Jérusalem, 29 et 20 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 23 et 17 ; Luxembourg, 16 et 9 ; Madrid, 34 et 17 ; Moscou, 27 et 18 ; Nairobi, 21 et 12 ; New-York, 28 et 23 ; Palma-de-Majorque, 14 (min.) ; Rome, 29 et 16 ; Stockholm, 21 (max.) ; Tassar, 38 et 23 ; Tunis, 31 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Histoire d'Amour par kony

Revue : Elle n'est pas heureuse.

NOTRE TRAIN DE VIE ÉTAIT UN PEU EN DENTS DE SCIE CAR JE TRAVILLAIS IRRÉGULIÈREMENT



ELLE AVAIT PEUR, DISAIT-ELLE, DE "S'EMBARQUER" DANS LA VIE AVEC MOI...

... MAIS AIME-T-ON SES AMIS POUR LEUR ARGENT ?
... SES ENFANTS POUR LEURS RÉSULTATS SCOLAIRES ?

(A suivre.)

EN BREF

CENTRES D'INFORMATION

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES. - Le ministre de l'économie, en accord avec le gouverneur de la Banque de France, met en place dans chaque région une cellule d'information sur le financement des entreprises (CIFE). Celle-ci devrait fournir aux chefs d'entreprise et aux responsables locaux une information complète sur les financements appropriés à leur situation et, ainsi, les aider à prendre les décisions qui leur incombent. Elle ne se substitue pas aux organismes déjà en place, qui conservent toutes leurs attributions (préfectures, chambres de commerce, des métiers, etc.). Cible visée : les petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, du bâtiment et des travaux publics.

* Renseignements et rendez-vous : Bureau de France, délégation régionale pour l'Île-de-France, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-67-20, de 9 heures à 17 heures.

L'ÉCOLE

ENQUÊTE DANS LE PRIMAIRE. - Le rapport de la commission nationale sur l'école (le Monde du 8 mars 1984), résultat de la consultation menée dans les établissements primaires en février et avril 1983, vient d'être publié par le service d'information du ministère de l'éducation nationale. Il est disponible au Centre national de documentation pédagogique, 28, rue d'Ulm, 75230 Paris CEDEX 05, au prix de 50 F.

ÉTUDIANTS EN DIFFICULTÉ

FREUD A LA RESCousse. - Trois bureaux d'aide psychologique universitaire (BAPU) ont été ouverts dans le Val-de-Marne pour compléter l'activité des centres médicaux psycho-pédagogiques. Les étudiants en difficulté peuvent y rencontrer des médecins, des psychomotriciens et des psychanalystes et consulter une assistante sociale. Pour être pris en charge, les étudiants doivent être titulaires d'une carte d'étudiant et bénéficier de la Sécurité sociale.

* 32 bis, rue Gabriel-Péri, 94000 Créteil (377-27-43) ; 2, allée

Nicolas-Toussaint, 94000 Créteil (207-20-52) ; Résidence Garin, 64, rue de Font-de-Créteil, 94100 Saint-Maur (283-28-40).

PRESSE

« LA NOUVELLE REVUE MARITIME » ET JULES VERNE. - La Nouvelle Revue maritime consacre un numéro double (180 pages) illustré à Jules Verne et la mer. Une vingtaine de contributions émanant de spécialistes de Jules Verne passent en revue les diverses « utilisations » que le romancier fait de la mer : elle fournit un cadre à nombre de « voyages extraordinaires » et lui permet d'utiliser les connaissances maritimes de son temps - dans les domaines scientifique, géographique et nautique.

* La Nouvelle Revue maritime, 70, rue Saint-Louis, 75009 Paris. Tél. : (1) 526-37-50, 35 F.

VIE QUOTIDIENNE

PARIS COTÉ FEMMES. - Paris-Femmes est le nom du tout dernier guide parisien paru aux éditions Henri Veyrier (prix 50 F). Comme son nom l'indique, il s'adresse aux femmes auxquelles il donne un grand nombre d'adresses classées par genre. Celles-ci vont du café créé par des femmes pour des femmes, aux associations spécialisées sur les gardes d'enfants, en passant par les associations accueillant les jeunes femmes enceintes et sans ressources, ou les fugueuses. Cet ouvrage pratique renvoie également à des organismes pouvant fournir des adresses ou des renseignements qui ne figurent pas dans le guide.

VISITES

COMME DANS UN MOULIN. - Le moulin à vent d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) à quelques mètres du périphérique, sauvé récemment et rénové à l'ancienne peut être visité certains samedis. Les prochaines visites auront lieu les 4 et 18 août, 1^{er} et 15 septembre, 6 et 20 octobre entre 15 heures et 18 heures.

* Pour tous renseignements, documentation, visites par des groupes et des écoles, s'adresser à la mairie d'Ivry. Tél. : 670-15-71, poste 31-58.

SOCIAL

M. JACQUES CHÉRÈQUE, PRÉFET DÉLÉGUÉ EN LORRAINE

Derrière chaque dossier, voir des visages...

Installés ce mercredi 18 juillet dans ses nouveaux locaux à Metz par le commissaire de la République de la région, M. Chéruy, préfet délégué pour la Lorraine, devait, le même jour présenter à la presse ses perspectives sur la reconstruction de la région. Il nous livre ici ses premières impressions depuis son arrivée à Metz il y a deux mois.

« Vous êtes installé officiellement mercredi 18 juillet dans vos nouveaux locaux à Metz par M. Henri Gevery, préfet, commissaire de la République de la région Lorraine. M. Chéruy, quelle est la nature de vos rapports avec les services existants de l'administration ?

— Je suis chargé par le gouvernement d'une mission de service public. Celle-ci a une nature particulière signifiée par mon titre de préfet chargé du redéploiement industriel en Lorraine. Je suis donc passé sous l'autorité du préfet, commissaire de la République de la région.

« Depuis mon arrivée, cet aspect a été clarifié dans la mesure où le chef de région comme les préfets

mation universitaire ou d'une grande école d'ingénierie. Je prétends que vingt-cinq ans de vie militante à tous les niveaux, avec seize années passées en entreprise, affirmées par des responsabilités et complétées par des efforts de formation le permettent aussi.

« Mon passé syndical ne me donne pas de handicap pour regarder un bilan, pour juger une situation industrielle ou pour resituer une entreprise dans son environnement social et économique, même si je ne suis pas un éminent juriste, un éminent banquier. Ce n'est pas parce que j'ai été syndicaliste que je suis un bon en matière d'économie et d'industrie... comme certains pourraient le penser. Mais, au contraire, qu'on peut être un très bon financier, un très bon économiste et être un fin sur le plan de la connaissance des hommes.

« Par ailleurs, je ne vois pas en quoi ma venue dans le corps préfectoral enlèverait quelque chose aux fonctionnaires. Au contraire, j'apporte mon expérience de la même manière que j'apprends.

Le BDG de Citroën

Comme disait Saint-Exupéry : « Si je diffère de toi, loin de te léser, je t'augmente. »

— Quel est le premier bilan de votre action et, au-delà, quelles sont vos perspectives ?

— Je ne suis ni Zorro ni Merlin l'Enchanteur. Alors, Chèreque, pourquoi ? La question est fondée. Après deux mois, si j'en juge par l'intensité et l'importance du travail que l'effort avec mes plus proches collaborateurs, il me semblerait que nous servons à quelque chose. J'ai déjà eu cent trente rencontres de tous ordres. Ce qui dit, je ne confonds pas une première période de contacts et d'approfondissement des problèmes avec une stratégie.

— Mais il n'y a élement mener de front mon adaptation professionnelle. J'étais syndicaliste, mais pas un fonctionnaire ni un préfet. Il m'a fallu prendre la mesure de dossiers qui ne m'étaient pas familiers. Je me suis vite aperçu que pour réussir, il faut aussi se dégager des dossiers au profit d'une action complémentaire pour, soit ap-

porter un traitement approprié, soit dégrader des tendances générales communes à plusieurs problèmes. C'est, derrière chaque dossier, pour voir situer un lieu, y voir des visages connus qui constitue un atout considérable.

— Les gens attendent beaucoup de l'Etat. Mais il faut, chaque fois que c'est nécessaire, que les patrons, les syndicats ou l'administration trouvent la réponse eux-mêmes. Mobiliser les Lorrains et les Lorraines est le principal problème de la région. Par ailleurs, le premier objectif du redéploiement industriel est de renforcer absolument le soutien à l'assistance pour permettre aux entreprises de vivre et de se consolider. Il faut également briser le carcan psychologique dans lequel la mono-industrie a enfermé les Lorrains. Pour y parvenir, menons de front la diversification des activités économiques, gagnons la bataille de la formation et de l'éducation et constituons la vraie image de la Lorraine.

Propos recueillis par
J.-L. THIS

AGRICULTURE

AGRICULTURE

A Bruxelles

UN CONSEIL SANS DÉCISIONS

Dans les mois à venir, les artisans bénéficieraient sur la Seine d'affrètements supplémentaires. Les uns sont certains : par exemple, plusieurs milliers de tonnes de céréales pourraient leur être affectées. Les autres semblent plus aléatoires : le service de conteneurs entre Gènes

Dans les mois à venir, les artisans bénéficieraient sur la Seine d'installations supplémentaires. Les uns sont certains : par exemple, plusieurs milliers de tonnes de céréales pourraient leur être affectées. Les autres semblent plus aléatoires : le service de conteneurs entre Gnomevillers (Hauts-de-Seine) et Le Havre, que les compagnies abandonneraient aux artisans, restera déficitaire encore longtemps. C'est pourquoi le ministère des transports a accepté de subventionner ce trafic pour lequel il a déjà dépensé 3 millions de francs.

Pour faire bonne mesure, les compagnies de navigation ont décidé de surseoir à l'application du jugement du tribunal de grande instance de Rouen, qui a ordonné, le 17 juillet, la levée du barrage de péniches installé par les artisans sur la Seine, sous astreinte de 20 000 francs par jour. Ce geste d'apaisement joint aux mesures arrêtées par les négociateurs, devrait, sans rebondissement, aboutir à la fin de la grève des artisans-maritimers dans les prochains jours.

« Depuis mon arrivée, cet aspect a été clarifié dans la mesure où le premier rôle est joué comme les préfets des départements sont accordés des délégations de pouvoir et de responsabilité dans le cadre de la mission, le redoublement industriel, auquel ont été ajoutés, à la demande du gouvernement, la formation professionnelle et l'emploi.

« J'ai autour de moi une équipe qui n'est pas encore totalement constituée. Nous serons une dizaine d'ici fin septembre, avec personnel administratif. En outre, j'ai deux points d'appel privilégiés qui sont le secrétariat général aux affaires régionales, centre d'instruction et de traitement des dossiers que j'ai à suivre, et l'APEI.LOR (association pour l'expansion industrielle de la Lorraine).

« Je ne ressens ni réticences ni atermoiements dans mes rapports avec ces deux services, mais je suis en même temps un grand disponible. Cependant, il n'y a pas que des gens qui applaudissent des deux mains mais lorsqu'ils me voient, que ce soit dans les milieux syndicaux, patronaux ou administratifs. Je constate néanmoins, au vu de la forme de blocages que j'ai rencontrés, que je suis un homme heureux.

— Votre passé de syndicaliste ayant assumé des responsabilités en Lorraine et au niveau national est-il un handicap dans vos relations avec les chefs d'entreprise et les représentants de l'ensemble des organisations syndicales ?

— Le passé syndical m'apporte une manière d'être, une expérience, une façon d'être, une façon de penser. Mais, quels qu'ils soient, ces signes ne peuvent pas empêcher de faire l'économie et l'industrie qui si on a pu au préalable le label d'une for-

AGRICULTURE

C'est sur une grande « prière » — le face-à-face de M. Jacques Calvet, PDG de Citroën, et de M. André Sainjon, secrétaire général des métallurgistes cégétistes — que se sont terminés, mardi après-midi 17 juillet, les entretiens entre les dirigeants de la firme et les syndicats, au niveau des fédérations.

Ces derniers ont été précédés, le même jour, le 13 juillet avec chacune des organisations, ont montré, selon la CGT et la CFDT, une certaine évolution de l'état d'esprit de la direction. Cette dernière, toujours ferme sur l'urgence d'une réduction de personnel, semble, en effet, admettre qu'un système de formation professionnelle soit substitué au licenciement pur et simple des salariés en sureffectif.

Entre M. Sainjon, après une entrevue qui a duré plus de quatre heures, a-t-il exprimé l'espoir de s'engager un « dialogue loyal et constructif » sur l'avenir de l'entreprise et sur ses difficultés économiques, largement exposées par Jacques Calvet, c'est tout ce que le patron de Citroën a insisté mardi soir, devant son conseil d'administration réuni au siège de la société à Neuilly, sur « la qualité » de ces conversations exploratoires et sur « l'attachement que toutes les organisations ont marquée à l'entreprise ». Un communiqué laconique précise qu'il a rappelé au conseil « la nécessité d'une décision définitive concernant la réduction des effectifs ».

A défaut donc de pouvoir régler

par le gouvernement Maury), les interlocuteurs - se sont retrouvés sur certains points stratégiques », a déclaré M. Sainjon. Essentiellement, la formation professionnelle des 2 937 salariés concernés qui ne seraient en fin de compte que 2 000 environ, compte tenu des retours de travailleurs immigrés dans leur pays d'origine. Pour éviter que les salariés renvoyés soient rejetés dans le chômage, du travail ou vers le non-emploi, - les syndicats ont préconisé notamment l'utilisation du nouveau centre de formation technologique de l'automobile, FO suggérant même que les congés de conversion de deux ans prévus dans la sidérurgie, les chantiers navals et les charbonnages, soient étendus à l'ensemble du secteur automobile. Si cette dernière procédure n'a pas soulevé l'enthousiasme de M. Calvet qui a invoqué son rôle supérieur à celui des licenciements - la direction ne serait pas hostile à une formation... prise en charge, de toute façon, par l'Etat.

En revanche, M. Calvet a écarté toute mesure de réduction du temps de travail, l'estimeant inadaptée pour l'instant à la situation de l'industrie française déjà atteinte par un chômage technique endémique. Quatre organisations sur six - FO, la CGC, la CFTC et la CSL, syndicat maison - ont abondé dans ce sens, n'acceptant pas la diminution de pouvoir d'achat qu'impliqueraient des réductions d'horaires

UN CONSEIL SANS DECISIONS

[De notre correspondant.]

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'Agriculture de la CEE ont achevé leurs travaux, le 17 juillet, sans donner les assurances nécessaires sur le financement agricole communautaire pour les prochains mois. M. Michel Rocard a toutefois estimé que ses partenaires partageaient sa volonté de ne pas renflouer les caisses de la Communauté aux dépens des agriculteurs européens. Le ministre s'est refusé à croire qu'une solution ne serait pas trouvée aux difficultés financières actuelles. Rejetant toute idée de nationalisation nationale, il a exclu une « stratégie ».

Bruxelles. Les Dix ont continué leurs travaux sur la modernisation des exploitations. Une décision à ce sujet s'était pas attendue, mais il est significatif de constater que la délégation allemande a marqué de fortes réserves pour renforcer l'action de la CEE dans ce domaine, notamment sous l'angle financier.

M. Rocard est revenu sur la situation des marchés agricoles. Selon le ministre, l'épuisement des ressources risque d'être particulièrement grave pour les exportateurs de céréales, l'écoulement des stocks, la stabilisation des cours de la viande bovine (73 % actuellement des prix d'orientation) et, bien sûr, des vides. Les mesures d'assainissement en faveur des vicielleurs nécessitent

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ban +	+ inert	+ rep. +	+ ou disp. -	+ rep. +	+ ou disp. -	+ rep. +	+ ou disp. -
S.E.-U.	8,7625	8,7645	- 30	- 13	- 75	- 69	- 389	- 279
S can.	6,8289	6,8289	- 77	- 49	- 138	- 124	- 595	- 493
Ym (100)	3,6194	3,6217	+ 159	+ 172	+ 232	+ 239	+ 483	+ 486
DM	3,8657	3,8712	- 114	- 122	- 225	- 230	- 438	- 443
Paris	1,7132	1,7132	- 114	- 122	- 226	- 241	- 476	- 719
F.R. (100)	15,1732	15,1804	- 39	- 38	- 51	- 62	- 80	- 243
F.S.	3,6347	3,6370	- 283	- 216	- 449	- 429	- 1246	- 1368
L (100)	1,7132	1,7132	- 114	- 122	- 226	- 241	- 476	- 719
	11,3314	11,5402	- 110	- 61	- 166	- 96	- 81	- 188

[illegible]



4 505 GTI • 2 505 Tur
Plus un stock permanent c



4 505 GTI • 2 505 Turbodiesel

Plus un stock permanent et un service client à votre écoute.

PEUGEOT

NEUVE

M. GÉRARD

227, bd. Anatole France ST-DENIS

**Affaires
à saisir avant
le 31 juillet!**

**OFFRE
EXCEPTIONNELLE**
SUR QUELQUES MODÈLES 84
ENCORE DISPONIBLES :

● **2 505 Turbo diesel**
500 véhicules tous types

TALBOT
QUER

821.60.21

S Métro - Maine de St-Ouen

Étranger

● **Etats-Unis** : production en hausse, stabilité des prix de gros. — La production industrielle aux Etats-Unis a augmenté de 0,5 % en juin, ce qui semble confirmer le ralentissement de la croissance. En mai, elle avait augmenté de 0,4 %, après avoir progressé de 1,1 % en avril. En un an, la production industrielle a progressé d'environ 12,5 %.

Les prix de gros, quant à eux, sont restés stables en juin pour le troisième mois consécutif, grâce à une baisse de 0,6 % des prix alimentaires et de 0,2 % des prix de l'énergie.

● **Crise de la construction navale au Japon.** — Le Japon subit lui aussi la crise qui frappe l'ensemble de la construction navale mondiale. Selon l'association des exportateurs de navires, du 1^{er} avril à la fin juin, 46 navires ont été commandés, soit 998 000 tonneaux de jauge brute, ce qui représente une baisse de 74,8 % par rapport à la même période de 1983. — (AFP)

● **Signature d'un contrat**
emploi-formation à la SNECMA. —
 M. Jack Ralite, ministre délégué
 chargé de l'emploi, a signé le 12 juil-
 let avec la SNECMA un contrat
emploi-formation qui doit permettre
 le recrutement de cent trois deman-
 deurs d'emploi. Les nouveaux em-
 bauchés seront formés pendant une
 durée moyenne de deux cent cin-
 quante à trois cents heures notam-
 ment aux métiers d'opérateurs sur
 machine-outil à commande numé-
 rique, de techniciens de bureau
 d'études, de programmeurs ou en-
 core de gestionnaires de production.

Transports

● **La navigation des cargos grecs dans le Golfe.** — L'Union panhellénique des mécaniciens de la marine marchande grecque (PEMEN) a dénoncé le 17 juillet « les pressions et le terrorisme » exercés par certains armateurs grecs pour forcer les marins à naviguer

(*Le Monde* du 15 mars 1984) « sont basées sur l'ignorance et la volonté de donner une image déformée de notre politique », a déclaré, le 17 juillet à Moscou, le ministre soviétique de la marine marchande, M. Timofei Goujenko. Au cours d'une conférence de presse à l'occasion du soixantième anniversaire de la marine marchande soviétique, M. Goujenko a également mis en cause les organisations non communistes de l'« transport maritime », affirmant qu'elles « exportent » des données fixant les prix et en se partageant les marchés sur les grandes routes maritimes internationales ».

JAEGGER

L'augmentation de capital de la société Jaeger, qui a débuté le 9 juillet 1984 et s'achèvera le 10 août prochain, s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration financière approuvé par les assemblées générales du 28 mai 1984.

Ce plan comporte :

- une réduction du capital de 156 114 000 F à 154 514 200 F ;
- une augmentation de capital de 19 514 200 F à 154 514 200 F, par émission de 1 350 000 actions nouvelles.

Le droit détaché de l'action ancienne, le 9 juillet, permet de souscrire une action nouvelle d'une valeur nominale de 100 F.

Ce n'est qu'après la clôture de l'augmentation de capital que les actions anciennes seront échangées à raison d'une action nouvelle contre huit actions anciennes.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Comptant

17 JUILLET

PARIS

17 juillet

Léger tassement

La Bourse de Paris est d'humour chagriné. Plus enjouée au début de la semaine, elle est, mardi, apparue morose et à la reprise de la veille a succédé un bel effacement des cours. Un assez grand nombre de valeurs furent concernées par ce grignotement, de sorte que, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait un certain tassement (-0,60 %).

Cette fois, l'effet Wall Street a été inopérant. Il est vrai que le surcroît observé la-bas en dernière minute lundi était aussi inattendu qu'insignifiant.

En outre, la hausse du dollar, un motif de préoccupation tel, a repris. Mais, de tout ce qui se passe, le marché a surtout pâti du manque d'affaires et de l'effacement constaté en a pleinement résulté.

« Toujours les incertitudes », disait un professionnel en évoquant l'environnement international, dont le moins que l'on puisse en dire, est qu'il n'est guère sympathique.

Difficile à Paris de se désolidariser des autres places, la preuve vient encore d'en être administrée. Et, l'arme au pied, les investisseurs attendent que l'éclairement mensuel se désolent. La réponse des primes aura lieu vendredi prochain.

Signe de la défiance dont les valeurs étrangères paraissent souffrir, la devise s'est à la baisse et s'est écartée de 9,64 F et 9,70 F, contre 9,735-9,83 F.

Repli de l'or à Londres : 347,30 dollars l'once contre 350,10 dollars.

À Paris, le lingot a reperdu 950 F à 97,750 F le kilogramme, contre 950 F, à 97,750 F.

Le volume des transactions a diminué : 10,15 millions de francs contre 14,28 millions.

NEW-YORK

17 juillet

Nouvelle avance

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont progressé mardi à Wall Street. Le mouvement s'est encore opéré dans le désordre, mais, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait un nouveau gain de 6,07 points à 1 122,59.

Le bilan de la journée a été à l'image de la tendance. Sur 1 957 valeurs traitées, 867 ont monté, 628 ont baissé et 462 sont restés stables.

Les opérations ont été, semble-t-il, de faire abstraction des sous-indices qui leur cause toujours la hausse des taux d'intérêt. Leur attention s'est concentrée sur les valeurs d'entreprises à propos desquelles circulent des rumeurs d'OPA, telles Saint-Régis ou Wats-Dinger, mais aussi celles dont les derniers résultats trimestriels seraient meilleurs que prévu. Salomon Brothers ayant révélé à la fin de sa prévision de bénéfices pour TWA, l'action de la compagnie a monté.

Autour du « Big Board », le sentiment était plutôt à l'optimisme et beaucoup n'excluaient plus la possibilité d'une prochaine et franche reprise d'été maintenant que le marché avait éliminé la peur de la résistance au palier des 1 100 du Dow Jones. Autre élément de satisfaction : le renouveau du marché obligataire en dépit du renchérissement des taux interbancaires.

L'activité s'est un peu accélérée et 83,66 millions de titres ont changé de mains contre 74,04 millions.

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	12 1/2	+ 1/2
Am. Int'l.	17 3/4	+ 1/4
Am. Tel. & Tel.	44 1/2	+ 1/2
Am. Express	45 1/2	+ 1/2
Am. Gas	11 1/4	+ 1/4
Am. Oil	28 1/2	+ 1/2
Am. Sugar	28 1/2	+ 1/2
Am. Tobacco	28 1/2	+ 1/2
Am. Water	28 1/2	+ 1/2
Am. Zinc	28 1/2	+ 1/2
Am. Copper	28 1/2	+ 1/2
Am. Lead	28 1/2	+ 1/2
Am. Tin	28 1/2	+ 1/2
Am. Nickel	28 1/2	+ 1/2
Am. Iron	28 1/2	+ 1/2
Am. Steel	28 1/2	+ 1/2
Am. Coal	28 1/2	+ 1/2
Am. Lumber	28 1/2	+ 1/2
Am. Paper	28 1/2	+ 1/2
Am. Textile	28 1/2	+ 1/2
Am. Chemical	28 1/2	+ 1/2
Am. Pharmaceutical	28 1/2	+ 1/2
Am. Electronic	28 1/2	+ 1/2
Am. Aerospace	28 1/2	+ 1/2
Am. Defense	28 1/2	+ 1/2
Am. Energy	28 1/2	+ 1/2
Am. Utilities	28 1/2	+ 1/2
Am. Real Estate	28 1/2	+ 1/2
Am. Finance	28 1/2	+ 1/2
Am. Insurance	28 1/2	+ 1/2
Am. Services	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+ 1/2
Am. Transportation	28 1/2	+ 1/2
Am. Shipping	28 1/2	+ 1/2
Am. Airline	28 1/2	+ 1/2
Am. Maritime	28 1/2	+ 1/2
Am. Railroad	28 1/2	+ 1/2
Am. Trucking	28 1/2	+ 1/2
Am. Warehouse	28 1/2	+ 1/2
Am. Distribution	28 1/2	+ 1/2
Am. Wholesale	28 1/2	+ 1/2
Am. Retail	28 1/2	+ 1/2
Am. Food	28 1/2	+ 1/2
Am. Beverage	28 1/2	+ 1/2
Am. Entertainment	28 1/2	+ 1/2
Am. Media	28 1/2	+ 1/2
Am. Telecommunications	28 1/2	+

